

France Forum

- *Le monde à la recherche de sa sécurité*
- *Actualités économiques et sociales*
- *Critique des valeurs et faillite du sens*
- *La politique en mutation*
- *Un dogme d'airain*
- *Arts et lettres*

Jacques BLOT - Jean BOISSONNAT - Jean-Marie DOMENACH - Benoît VERMANDER - Jacques NANTET - Philippe SENART - Yvan CHRIST - Dominique-André KERGAL - Henri BOURBON - Emile ARRIGHI DE CASANOVA - René PUCHEU - Joseph MACE-SCARON - Jean CHELINI - Jean-Dominique DURAND - Etienne BORNE.

S'unir pour aller plus loin.

S'unir pour aller plus loin, s'unir pour agir, mais aussi affirmer la diversité des hommes et des femmes qui le composent, c'est la force du Crédit Mutuel.

Union basée sur la démocratie : les sociétaires ont la parole et, originalité significative, ils participent à la désignation des administrateurs et des présidents de chaque Caisse.

Union, source de mieux-être pour chacun : par la redistribution de l'épargne commune sous forme de prêts au plus juste prix, par la mobilisation des investissements au profit de la région, de la qualité de l'environnement et de la promotion de la vie associative, les Caisses mutualistes concourent à l'épanouissement de tous.

Au Crédit Mutuel, on peut compter les uns sur les autres.

Crédit  Mutuel
les uns les autres.

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 544.75.50

Abonnement annuel 100 F

Abonnement de soutien 120 F

Sommaire *217-218*

Janvier - Mars 1985

25 F

DOSSIERS ET ETUDES

- LE MONDE A LA RECHERCHE DE SA SÉCURITÉ
PAR JACQUES BLOT p. 2
- LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT p. 11
- CRITIQUE DES VALEURS ET FAILLITE DU SENS
PAR JEAN-MARIE DOMENACH p. 16
- LA POLITIQUE EN MUTATION
PAR BENOIT VERMANDER p. 29
- STALINE ET L'HOMME SANS QUALITÉ
PAR JACQUES NANTET p. 33

ARTS ET LETTRES

- LA VIE LITTÉRAIRE PAR PHILIPPE SENART p. 36
- CHATEAUX A LOUER PAR YVAN CHRIST p. 44
- LE CONQUÉRANT DES MOTS PERDUS
PAR DOMINIQUE-ANDRÉ KERGAL p. 47
- LE PAYSAGE IMPRESSIONNISTE
PAR HENRI BOURBON p. 54
- DISQUES
PAR MARC DAMON p. 56

NOTES DE LECTURE

- RÉFLEXIONS POUR DEMAIN DE RAYMOND BARRE
PAR EMILE ARRIGHI DE CASANOVA p. 58
- JOURNAL D'UNE CRISE DE JEAN BOISSONNAT
PAR RENE PUCHEU p. 60
- LA TENTATION SOCIAL-DEMOCRATE
DE JEAN-PIERRE FOURCADE
PAR BERTRAND ROSSERT p. 62
- L'IMMIGRATION : UNE CHANCE POUR LA FRANCE
DE BERNARD STASI
PAR JOSEPH MACE-SCARON p. 63
- L'AVENIR SE PRÉSENTE BIEN
DE DOMINIQUE-ANDRÉ KERGAL
PAR JOSEPH MACE-SCARON p. 63
- LE VATICAN, SANS INDULGENCE MAIS AVEC HUMOUR
PAR JEAN CHELINI p. 64
- LA VIE POLITIQUE SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE
DE JEAN-MARIE MAYEUR
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 65
- LA GRANDE GUERRE DE PIERRE MIQUEL
PAR ALBERT KALAYDJIAN p. 67

PROPOS DU TEMPS

- UN DOGME D'AIRAIN PAR ÉTIENNE BORNE p. 70

LE MONDE A LA RECHERCHE DE SA SÉCURITÉ

par Jacques BLOT

L'Europe est en guerre quand, au large de Terre-Neuve, a lieu, du 9 au 12 août 1941, une rencontre historique entre Roosevelt et Churchill. Hitler vient de prendre la décision d'attaquer la Russie, ce qui va constituer le premier grand tournant du conflit. Quelques mois plus tard, avec l'attaque de Pearl Harbor par les Japonais, la guerre va devenir vraiment mondiale.

De quoi les deux hommes ont-ils parlé à bord du croiseur *Augusta* durant cette fameuse rencontre de l'Atlantique ? De la guerre bien sûr, et de la menace japonaise ; mais également de la paix future. Ils veulent définir les principes sur lesquels les relations entre Etats devront s'établir ; et abordant les problèmes de l'organisation du monde après la victoire, ils envisagent déjà, conformément à la conception idéaliste des Américains, la création d'un nouveau système mondial garantissant aux nations la paix et la sécurité.

Les Etats-Unis n'en étaient pas à leur coup d'essai. Le Président Wilson, après l'armistice de 1918, avait porté sur les fonds baptismaux la Société des Nations, mais son pays avait refusé de participer à la liturgie qui de reniements en reculades, de coups de force en annexions, allait conduire le monde à la deuxième guerre mondiale.

Cet échec hante Roosevelt. Tout au long de la guerre, il fait avancer son idée d'un nouvel ordre mondial, qu'il veut plus efficace. A Téhéran, en novembre 1943, il propose à Staline et à Churchill que "quatre agents de police", "quatre chiens de garde", - l'U.R.S.S., les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la Chine -, soient investis solidairement d'une mission de sécurité collective.

L'essentiel du système onusien est là en germe. A Dumbarton Oaks, en août et septembre 1944, les experts des Trois préparent un projet de Charte pour la nouvelle Organisation des Nations Unies.

Le 25 août Paris est libéré, à la mi-septembre les Russes arrivent à Varsovie ; à la fin du même mois ils traversent le Danube et avancent vers Belgrade. En octobre, à Moscou, Churchill s'entend avec Staline pour un partage de zones d'influence en Europe Centrale et dans

les Balkans. C'est tout le contraire de ce que souhaite Roosevelt, pour qui le nouvel ordre doit sonner le glas des empires coloniaux, des alliances et des sphères d'influence. La fin de l'année est marquée par la bataille des Ardennes qui retarde la progression des troupes alliées vers le Rhin.

L'année 1945, qui s'ouvre par l'annonce officielle d'une rencontre à trois en Crimée, va être riche en événements qui ont marqué notre époque : la fin de la guerre, les Conférences de Yalta et de Potsdam, la naissance de l'ONU, les premières explosions d'engins nucléaires, la mainmise des Soviétiques sur l'Europe de l'Est. Quarante ans plus tard, mesurant mieux leur importance, ne faut-il pas s'interroger sur leurs interactions et sur leurs conséquences pour la sécurité du monde ?

YALTA ET SON MYTHE

C'est par la presse que le Général de Gaulle apprend le projet de sommet. Non invité, il proteste, mais se heurte à une fin de non-recevoir. Roosevelt fait cependant un geste. Sur la route de Yalta, son conseiller Hopkins s'arrête à Paris pour une mission de conciliation qui sera un échec. Le sentiment d'humiliation éprouvé par le Général de Gaulle sera pour longtemps lourd de conséquences.

Quand s'ouvre la conférence, le 4 février, l'offensive soviétique a repris. Les troupes russes sont désormais à 100 kilomètres de Berlin. Quelques 2 millions d'hommes, 40.000 canons, 9.000 chars et autant d'avions : telle est l'énorme concentration militaire qui s'appête à bousculer les défenses allemandes et à submerger, le plus loin possible, le continent européen.

De leur côté les militaires américains n'escomptent pas un franchissement du Rhin avant le mois de mars.

Après avoir traité des problèmes militaires et de l'avenir de l'Allemagne, la conférence aborde la question de la nouvelle organisation mondiale. Les grandes règles d'organisation et de fonctionnement sont approuvées, les modalités de vote précisées et il est décidé, sur la demande des Anglais, de proposer à la France un siège de Membre Permanent du Conseil de Sécurité. La France

se voit donc reconnaître comme l'un des membres de ce club d'agents de police dont la puissance et la solidarité seront le gage de la sécurité de tous.

Chacun sait ce qu'est devenu le mythe de Yalta, celui d'un partage du monde, en fait éloigné de la réalité historique. Le partage du monde fut moins le résultat d'un marchandage que celui d'un rapport de forces qui s'établit en Europe et en Asie au cours de ce printemps et de cet été 1945.

La grande offensive russe du printemps ouvre aux Soviétiques les portes de Budapest et de Vienne. La machine soviétique à broyer la liberté est mise en place. Fin février, les Russes installent en Roumanie un gouvernement qu'ils contrôlent. Un gouvernement communiste à leur dévotion administre la Pologne. Le 12 avril Roosevelt meurt. Le Vice-Président Truman lui succède : un homme direct, dit-on de lui, qui de sa passion pour les grands hommes de l'histoire a retenu cette leçon quelque peu simpliste : "Ce sont les paresseux qui créent les problèmes, laissant à ceux qui travaillent dur la tâche de réparer leurs erreurs". Philosophie au diapason de l'Amérique profonde, mais à coup sûr insuffisante pour comprendre les problèmes du monde. De même quand le nouveau Président verra pour la première fois Staline, c'est la petite taille du généralissime qui le surprendra avant tout. Ainsi donc, en ce printemps 1945, c'est cet homme simple, non dépourvu de bon sens et d'esprit de décision, mais sans expérience internationale, qui devient le chef du monde libre.

Le 25 avril les armées américaines et russes font leur jonction. Le 7 mai Churchill envoie à Truman le message célèbre : "Un rideau de fer s'est abattu sur le front soviétique. Nous ignorons tout ce qui se passe derrière". Le 8 mai l'Allemagne capitule. Pour Staline désormais, au mépris de la Déclaration de Yalta sur l'Europe libérée - qui prévoit partout l'organisation d'élections libres, seuls vont compter le pouvoir et la force.

SÉCURITÉ D'ÉTAT ET SÉCURITÉ COLLECTIVE

C'est dans ce contexte qu'est institué le plus important système de sécurité collective, celui de l'O.N.U. A l'issue de la Conférence de San Francisco (25 avril-26 juin 1945), la Charte de l'Organisation était adoptée : elle entrera en vigueur le 24 octobre de la même année. Nous en célébrons donc le 40^e anniversaire.

Quarante ans, l'âge de la maturité, qui rend possible un premier bilan sur cette fonction prioritaire qui était assignée à l'O.N.U. : maintenir la paix et la sécurité sur la planète.

Les grands conflits font toujours réapparaître le rêve d'un monde pacifique. Se rappelant que la deuxième guerre mondiale fit quelques 60 millions de victimes, on comprend que la Communauté internationale, traumatisée par un tel paroxysme de violence et de dévastation, ait alors donné la priorité à l'organisation de sa sécurité, c'est-à-dire de sa survie.

En quels termes se posent les problèmes de sécurité

internationale ?

La société interétatique est par nature conflictuelle. Ne possédant aucun véritable système de régulation elle ne reconnaît aucune autorité supérieure capable d'imposer à tous un ordre public international, si bien que ses éléments constitutifs, les Etats, sont en quelque sorte les féodaux d'un système privé de suzerain. S'ils acceptent de coopérer, ils n'en demeurent pas moins rivaux. S'opposent-ils : ils se reconnaissent le droit de recourir à la force. Leur volonté d'indépendance, leur souci de prestige, leur besoin de puissance expliquent souvent leur comportement.

Certes, quelques principes admis régissent leurs rapports ; le premier, celui de l'égalité souveraine, masque mal la réalité d'un monde d'inégalités dans la richesse et la puissance et n'exclut pas les pratiques d'influence et de domination.

Dès lors chaque Etat, comme un animal de la forêt vierge, doit en priorité assurer sa propre survie, c'est-à-dire réunir les moyens de son existence et de sa protection.

Sécurité sur le plan intérieur, qui exige le maintien de l'ordre public et le renforcement de la cohésion nationale, la lutte contre la subversion comme l'étouffement de tendances sécessionnistes. Sécurité extérieure, destinée à sauvegarder l'intégrité territoriale et à défendre les intérêts vitaux de la nation. Le droit d'user de la contrainte sur le plan intérieur, de recourir à la force sur le plan international, constituent des prérogatives essentielles - même si elles sont assorties de limites -, reconnues aux Etats par la société internationale.

Ce droit à la sécurité pour chaque Etat sera explicitement admis par la Charte des Nations Unies.

Mais l'on comprend les risques d'une telle situation. L'Etat définit sa propre politique de sécurité. En fonction de ses objectifs et de ses priorités, il décide des moyens nationaux à mettre en œuvre. Là commence l'engrenage. L'Etat organise sa conduite compétitive : il veut se protéger, conserver ses acquis ; il peut également souhaiter acquérir, conquérir en fonction de ses besoins et de ses intérêts. Pour atteindre ses fins, il adoptera sur le plan international des stratégies d'opposition ou de coopération. La recherche de la sécurité le conduira à juger insuffisantes les politiques purement défensives tant il est vrai que l'attaque peut être la meilleure protection.

Dès lors, en cherchant à renforcer son propre sentiment de sécurité, l'Etat risque, même à son corps défendant, d'accroître la perception d'insécurité chez les autres qui, à leur tour, vont donc chercher à accroître les moyens de leur défense. Telle est la spirale de l'insécurité qui explique, en partie tout au moins, le cycle infernal de la course aux armements.

La vie internationale apparaît alors, en dehors de toute morale, comme l'expression de rapports de force entre centres de pouvoir : la puissance devient en soi une

menace.

Faut-il en conclure à la nature tragique des relations internationales? Même si l'humanité se reconnaît des intérêts communs, la spirale de l'insécurité ne conduit-elle pas inévitablement à la dégradation de ces relations en tensions et conflits? Certes, quand le conflit atteint un paroxysme de violence, resurgit le rêve d'un monde pacifique. Ainsi la première guerre mondiale mena-t-elle à la création de la S.D.N. (Société des Nations) et, plus tard, au pacte Briand-Kellog qui condamnait la guerre. Mais tandis que la S.N.D. étalait son impuissance, le national-socialisme commençait d'étendre sur l'Europe ses racines de violence et la création de l'ONU n'empêchera pas l'Union Soviétique d'accroître son empire par la force. La spirale de l'insécurité peut aussi renaître dans le giron d'une utopie pacifiste...

Utopie pacifiste, la sécurité collective? Pas vraiment. D'abord, elle n'est pas synonyme de désarmement. La charte de l'ONU envisage le désarmement davantage pour ses vertus en faveur du développement que pour ses qualités proprement sécurisantes.

Ce que suppose la sécurité collective, c'est un monde préparé. En cela elle est davantage un aboutissement qu'un point de départ.

La sécurité collective, c'est l'organisation d'un système de protection dans un monde clos. Elle exclut toute menace extérieure au système, qui, elle, conduirait à l'instauration d'une *défense collective*.

A notre époque où il existe un champ stratégique unique à l'échelle de la planète, la sécurité collective ne peut donc exister que dans un cadre mondial. Les systèmes régionaux ne peuvent être conçus que comme subsidiaires, subordonnés à l'organisation générale.

A quoi sert donc la sécurité collective: tout simplement à faire face à des *menaces internes*. Dans un cadre mondial la sécurité collective doit permettre de faire entendre raison à tout Etat récalcitrant dont le comportement menace la sécurité de l'ensemble ou de tel ou tel membre.

Pour qu'un tel système soit viable, il faut qu'au sein de la communauté existe un certain consensus, c'est-à-dire qu'au niveau de la société internationale le statu quo territorial ou idéologique ne soit pas remis en cause de manière substantielle par une partie notable de ses membres.

Tel était bien l'espoir de Roosevelt, qui confiant dans la foi solidariste américaine, croyait en la possibilité d'un monde meilleur et pacifique.

LA SÉCURITÉ COLLECTIVE DE L'ONU

Le premier objectif assigné à l'ONU sera donc de servir de cadre à ce monde meilleur et pacifique.

Un cadre universel: comme la Société des Nations, l'ONU est fondée sur le principe d'universalité. Dès le départ, ce caractère est mieux assuré avec 51 Etats fondateurs, et le nombre des membres va plus que tripler en 40

ans. Plus important: toutes les puissances y ont adhéré et y sont demeurées, alors que les Etats-Unis avaient boudé la S.N.D, que l'URSS y était entrée tardivement, et que les Etats totalitaires l'avaient quittée successivement pour avoir plus librement recours à la force.

Le principe d'égalité, - impliquant l'unanimité pour toute décision - qui avait condamné la S.N.D. à l'impuissance, est limité dans le système onusien par la responsabilité particulière accordée aux cinq grandes puissances en ce qui concerne la sécurité collective.

Sur le fond, l'inspiration de la Charte pourrait se résumer en trois principes:

- Pas de paix dans un monde injuste
- Pas de paix sans coopération
- Pas de paix sans moyens de la faire respecter.

Pas de paix dans un monde injuste. Ce principe découle de l'idéalisme moral américain. Il s'agit de rendre la société internationale plus homogène en supprimant certaines causes d'instabilité liées à l'époque coloniale et aux pratiques des puissances européennes. D'où l'insistance mise sur la promotion des peuples dépendants, la protection des Droits de l'Homme, le développement des règles de droit. Ceci voulait dire aussi, pour les Américains, la fin des empires coloniaux, des zones d'influence et même des alliances. La victoire sur le nazisme devait marquer l'avènement d'un monde vraiment nouveau. Ce sont ces principes qui serviront de base au mouvement de décolonisation et que certains pays du Tiers monde retourneront ensuite contre les Etats-Unis pour combattre leur "impérialisme".

Pas de paix sans coopération. L'ambition de l'O.N.U. n'est-elle pas d'acheminer un monde plus homogène vers son unification en offrant aux Etats la possibilité de resserrer leurs liens dans tous les domaines? Une condition préalable à ce mouvement vers l'unité: la *liberté des échanges*, principe cher aux Américains; l'unité du monde sera libérale ou ne sera pas.

L'unification passe aussi par le multilatérisme, c'est-à-dire le développement d'un système complexe d'institutions spécialisées offrant aux Etats des cadres appropriés au renforcement de leur coopération. C'est cette même priorité accordée au multilatérisme qui, quelques années plus tard, guidera l'organisation des rapports entre l'Europe et les Etats-Unis et conduira à la création de l'OECE et de l'Alliance Atlantique.

Pas de paix sans moyens de la faire respecter. C'est dans ce principe que réside la novation majeure. Mais il ne se comprend qu'une fois acceptés les deux préalables: le renforcement de l'homogénéité, le mouvement vers l'unité de la société internationale.

Les Etats, en adhérant à la Charte, s'engagent à régler leurs différends par des moyens pacifiques (art. 2 § 3); ils s'engagent surtout à ne pas recourir à la force (art. 2 § 4), sauf cas de légitime défense.

La charge de ce maintien de la sécurité est confiée au

La conférence de Yalta en 1945

Conseil, qui devient la clé de voûte du nouveau système. Dans ce domaine il prend le pas sur les autres organes, notamment sur l'Assemblée générale. L'article 24 de la Charte lui confère la responsabilité principale pour le maintien de la Paix et de la sécurité internationale.

Dans ce Conseil de sécurité les membres non permanents, c'est-à-dire élus sur une base régionale (ils sont 9 aujourd'hui) sont bien évidemment appelés à participer aux décisions, mais l'adoption de celles-ci dépendra non seulement d'une majorité, elle supposera l'accord des cinq grandes puissances (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France, Chine) qui se voient ainsi reconnaître un poids déterminant. C'est ce que l'on appelle le *droit de veto*.

Ce droit (ou ce pouvoir d'empêcher l'adoption d'une décision) est d'abord la manifestation d'un réalisme : il ne saurait y avoir de contrainte efficace contre une grande puissance ; c'est aussi l'expression d'un espoir : la sécurité ne peut reposer que sur une entente durable entre les Grands Alliés de la guerre. A eux le mérite d'avoir écrasé le nazisme ; à eux la responsabilité d'éviter le retour d'un pareil péril. Leur solidarité dans la guerre n'est-elle pas le gage de leur entente future ? Leur victoire n'est-elle pas la meilleure des dissuasions : qui oserait à nouveau s'opposer à la coalition des puissances victorieuses.

Aux procédures connues de règlement pacifique des différends, la charte ajoute des moyens nouveaux devant permettre à l'Organisation d'agir "en cas de menace contre la Paix, de rupture de la Paix et d'acte d'agression".

Dans ce cadre le Conseil exerce un triple rôle :

- il qualifie une situation et peut aller jusqu'à établir les responsabilités et désigner l'agresseur. Celui qui, faisant partie de la Communauté, n'en respecte pas les règles et la menace, se verra désigné à la vindicte de tous.

- il peut décider de mesures provisoires, par exemple ordonner un cessez le feu.

- il peut surtout décider de mesures propres à maintenir ou à rétablir la Paix. Il s'agira par exemple de mesures non militaires (art.41) comme l'interruption des relations diplomatiques ou l'embargo ; mais l'utilisation de la force (art. 42) n'est pas exclue et le Conseil peut décider de mesures allant jusqu'au blocus et même à des opérations militaires proprement dites.

Là réside l'innovation : l'ONU se dote des moyens d'agir par la contrainte. Les Etats membres, en adhérant à l'Organisation, s'engagent à fournir des troupes ; un Comité d'Etat-major, représentatif de la puissance des grands Etats, assistera le Conseil pour les Plans d'Emploi.

L'idée centrale de la sécurité collective, telle que la Charte de l'ONU la définit, repose sur l'existence d'une "armée internationale de coercition", agissant au nom de la collectivité sur décision et avec le concours des Grandes puissances, pour faire rentrer dans le rang tout Etat récalcitrant.

LA RUPTURE ENTRE ALLIÉS

Ce magnifique système ne va pas fonctionner. L'ONU ne deviendra pas le gendarme du monde. Les raisons de cet échec sont connues. Elles méritent cependant d'être méditées car leur leçon reste pertinente.

Le système mis en place en 1945 reposait sur trois postulats :

- la pérennité de l'entente entre puissances alliées,
- une perception commune des causes d'insécurité,
- l'acheminement vers une société internationale plus juste, plus homogène et plus solidaire.

Or l'entente entre Alliés va se briser, de nouvelles formes d'insécurité vont apparaître, la société internationale va se morceler et se diviser profondément.

L'inspiration du système était américaine. La pratique se heurte au réalisme soviétique. A l'idéalisme américain incluant la croyance en une Amérique puissante capable de maintenir la paix dans le monde s'opposent les impératifs ancestraux de la sécurité russe, qui deviennent obsessionnels chez Staline. Moscou veut obtenir le démantèlement de l'Allemagne et renforcer son glacis protecteur. Pour le dictateur soviétique, la règle est simple : "Quiconque occupe un territoire y impose son propre système social. Tout le monde impose son système aussi loin que son armée peut avancer. Il ne saurait en être autrement". On est loin de la déclaration de Yalta qui promettait aux peuples libérés de se donner les institutions démocratiques de leur choix...

Faut-il rappeler les étapes de la mainmise soviétique sur l'Europe de l'Est ? De 1945 au coup de Prague, la Pologne, la Bulgarie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Hongrie vont devenir des démocraties populaires. Face au désengagement américain, l'URSS ne désarme pas. Sa pression s'exerce directement ou indirectement en Grèce, en Turquie, en Iran et bien sûr dans les pays d'Europe occidentale par l'intermédiaire de partis satellites. Cette évolution conduit les Américains à définir en 1947 une politique d'endiguement et d'assistance à leurs alliés. Sur la question allemande, qui est au cœur du problème de sécurité européen, la rupture est consacrée en avril 1947 avec l'échec de la conférence de Moscou.

Dès lors la logique des blocs va se développer avec l'affrontement de deux idéologies et de deux puissances. L'alignement devient la règle et conduit à la division du monde, ce qui est la négation et la condamnation de la sécurité collective.

Pour les Russes, l'ONU ne sera plus qu'un instrument au service de l'impérialisme américain. Admettre le système onusien, c'eut été pour eux donner aux Etats-Unis un statut durable de puissance dominante, renoncer à modifier à leur profit les rapports de force, brûler les dogmes marxistes de la transformation du monde, bref renier la double vocation de la Russie, impériale et messianique.

L'ARME NUCLÉAIRE

Dans ce retour aux rapports de puissance, l'arme nucléaire va jouer un rôle considérable.

Au moment où les trois Grands se retrouvent à Potsdam, près de Berlin, à la mi-juillet 1945, Truman apprend les résultats de la première explosion atomique

américaine dans le désert du Nouveau Mexique. Le rapport établi sur l'explosion, après en avoir décrit les "effets extraordinaires, magnifiques, grandioses et terrifiants", soulignait la puissance "hallucinante" et "la violence de l'effet physique, mental et psychologique de l'expérience".

Si l'on en croit l'un de ses conseillers, Truman se serait trouvé ragillard par la nouvelle. En tout cas, il donne le feu vert au bombardement de villes japonaises. Le 26 juillet les Américains adressent aux Japonais une mise en demeure de reddition inconditionnelle, sous peine d'une "destruction imminente et complète".

L'ordre de bombardement sera exécuté le 6 août sur Hiroshima, puis le 9 sur Nagasaki, entraînant le 14 août la capitulation nipponne.

Trois mois plus tard, Churchill déclare devant les Communes que l'Angleterre se doit de fabriquer la bombe atomique. La guerre est pourtant terminée, plus rien ne menace la Grande-Bretagne qui est considérée comme l'une des principales puissances ; mais c'est justement ce statut de puissance qui impose la détention de l'arme nouvelle, puisque celle-ci est devenue symbole de capacité technologique, manifestation de force et condition d'indépendance.

Ainsi se révélait la double nature de l'arme nucléaire : militaire, et tout autant politique comme instrument de puissance, de dissuasion et d'influence.

Quand à Postdam, le 24 juillet, le Président américain avait révélé à Staline l'existence de la bombe, ce dernier n'aurait manifesté, selon Truman, "aucun intérêt particulier", se contentant de souhaiter que les Etats-Unis en fassent "bon usage contre le Japon". La réalité était toute autre. Les Russes s'intéressaient de près aux armes nouvelles comme en témoignèrent la découverte d'un réseau d'espionnage soviétique au Canada ainsi que le transfert en URSS du savoir-faire allemand dans le domaine des fusées. Un bref moment, Truman avait envisagé de partager avec les Russes, alliés de la guerre, certaines connaissances technologiques touchant à l'atome, mais très vite Washington s'engage dans la voie d'une stricte politique de non-dissémination.

L'un des premiers échecs de l'ONU toucha aux questions nucléaires. Les Etats-Unis proposèrent que la propriété de l'ensemble des mines d'uranium fut transférée à une autorité internationale à laquelle serait également confié le contrôle de toutes les installations atomiques. A ce plan Baruch répondit un plan Gromyko qui interdisait la production d'armes nucléaires mais surtout exigeait la destruction des stocks existants, c'est-à-dire des bombes américaines. Le plan de Washington signifiait pour les Russes l'acceptation d'un déséquilibre durable dans la puissance, puisqu'il les obligeait à renoncer à l'arme nouvelle ; le plan russe condamnait les Etats-Unis à renoncer à leur avantage alors que l'attitude de l'Union Soviétique en Europe de l'Est leur imposait de ne pas baisser la garde.

On en resta donc là. Moscou deviendra, dès 1949, la

deuxième puissance nucléaire. L'arme de destruction massive devenait la principale menace et une carte majeure dans la confrontation de l'après-guerre. Elle symbolisait également la fin du pouvoir européen au profit des deux superpuissances, même si la Grande-Bretagne et la France devaient par la suite rejoindre le Club.

Dans un monde divisé, les Etats-Unis jouèrent pendant plus de dix ans le rôle de puissance dominante. Quant aux Européens, sous le couvert de la stratégie des représailles massives, ils virent dans le potentiel nucléaire américain l'alpha et l'oméga de leur politique de défense. La supériorité américaine donnait à la sécurité collective une illusion de survie : l'Union soviétique était ce récalcitrant qui finirait à la longue par comprendre qu'il n'obtiendrait rien par la force.

UNE SÉCURITÉ COLLECTIVE NUCLÉAIRE ?

A la fin des années 50, les Etats-Unis découvrent avec effroi leur propre vulnérabilité. Finie l'illusion d'une sécurité collective se confondant avec la puissance américaine : la percée technologique des Russes dans le domaine des fusées et leur acquisition de la bombe H en 1955, mettent un terme à 250 ans d'invulnérabilité américaine. Ce qui pouvait encore apparaître, entre les mains d'un seul Etat, comme le régulateur monstrueux d'un monde cahotique - l'arme nucléaire - se transforme en menace générale. Désormais, dans le contexte d'une dissuasion réciproque, chacune des grandes puissances fonde sa sécurité sur sa propre vulnérabilité. L'intérêt de sa propre survie étant supérieur à l'intérêt de détruire l'autre, l'emploi direct de moyens nucléaires se révèle sans utilité contre un adversaire disposant d'une capacité de deuxième frappe capable d'infliger une punition supérieure à l'enjeu du conflit ; sans utilité... et suicidaire. Dès lors la sécurité du monde reposera sur la neutralisation réciproque des forces nucléaires.

Pourtant la crise de Cuba rend soudain vraisemblable le risque d'escalade. Sortis victorieux de l'épreuve mais traumatisés par la prise de conscience de leur vulnérabilité, les Américains vont chercher à intégrer le fait nucléaire dans ce qui peut être considéré comme une nouvelle approche de la sécurité collective. On en trouve l'exposé notamment dans un discours que le Président Kennedy prononça à l'Université Américaine le 10 juin 1963.

Pour Kennedy, les deux superpuissances ont des intérêts communs et donc une responsabilité commune. Ce sont les deux pays directement menacés par un cataclysme nucléaire ; ce sont eux qui, financièrement, supportent la charge la plus lourde dans la course aux armements. Ils ont donc un double intérêt commun à s'entendre pour réduire leurs dépenses militaires et conclure des accords de sécurité. D'où l'affirmation d'un rôle particulier des superpuissances dans l'organisation et la négociation de la sécurité internationale. La doctrine Mc Namara, en insistant sur le contrôle central de tout processus d'escalade, sur les risques de la dissémination nucléaire et sur la nécessaire cohésion des alliances

Le gratte-ciel de l'O.N.U. à New-York

s'inspire de la même philosophie.

Dans son discours, Kennedy va cependant plus loin. Héritier de la tradition idéaliste américaine, il met en avant les intérêts communs de l'humanité : "Notre lien le plus fondamental, explique-t-il aux Russes, réside dans le fait que nous habitons tous cette planète... et que nous sommes tous mortels".

Au-delà de cette philosophie humaniste, il y a la croyance, répandue à l'époque, dans le fait que les systèmes des sociétés industrialisées sont appelés en se développant à converger. La force des similitudes entraînera inévitablement une relativisation des divergences idéologiques. Désormais la primauté doit aller à l'économie, d'où l'offre faite aux Russes de développer les échanges, de coopérer sur le plan technologique et industriel. Cette dépendance économique ne pourra à terme qu'entraîner une diminution des antagonismes.

Le tryptique gaulliste : Détente, Entente, Coopération -, même si ses fondements sont davantage historiques et géopolitiques, illustrera ce même espoir d'une ère nouvelle dans les relations internationales, que l'on baptisera du nom ambigu de "Détente".

Pour les Américains, la mise en place du nouveau système suppose trois conditions :

- l'acceptation d'un équilibre de la puissance, notamment au niveau nucléaire,

- l'acceptation du statu-quo dans le monde,
- l'exercice conjoint par les superpuissances de leur responsabilité majeure, notamment dans les négociations sur les armements.

Les Russes vont un temps donner l'illusion de jouer le jeu. Voulant obtenir un statut de parité et négocier leur garantie nucléaire, ils feront suffisamment de concessions pour atteindre leur objectif avec SALT I. Mais pour eux la parité ne peut être qu'une étape vers la suprématie comme la consécration du statu quo territorial en Europe ne peut être qu'un moyen d'assurer leur influence sur tout le continent. Dans leurs relations avec les Etats-Unis le statu-quo ne saurait être que dynamique, traduisant d'étape en étape, la modification des rapports de force dans le monde; la détente, utile en Europe, n'a nulle vocation à devenir globale et universelle; la compétition idéologique ne peut s'arrêter; enfin, tout au long des années 70, la faiblesse des Etats-Unis créera trop de bonnes occasions données aux Russes de pousser leurs pions dans le Tiers-monde pour qu'ils ne s'empressent pas de les saisir.

Dès lors, pour Moscou, l'entente soviéto-américaine au niveau stratégique n'exclut ni le renforcement de la puissance dans les autres domaines - forces nucléaires intermédiaires, capacité de projeter la force etc... - ni l'utilisation de conflits locaux.

Tel est bien le paradoxe de cet équilibre de la terreur dont on peut penser qu'il a préservé le monde d'une dévastation nucléaire tout en restant totalement inopérant au regard de la multitude de conflits qui ont, quasiment sans interruption, déchiré les continents asiatique, africain et latino-américain.

LA SÉCURITÉ DU TIERS-MONDE

Comment assurer la paix et la sécurité internationale, vont s'interroger à leur tour les nouveaux Etats du Tiers Monde? Rejetant la confrontation des blocs, trois de leurs dirigeants, Nehru - l'indien-héritier de la non-violence de Gandhi -, Tito - dissident communiste -, et Nasser - le nationaliste arabe anti-occidental -, tenteront de trouver une réponse dans la doctrine du non-alignement. Dès 1946, Nehru en explique la philosophie. Il s'agit de "rester à l'écart de la politique des blocs alignés les uns contre les autres, qui a provoqué dans le passé des guerres mondiales, et qui peut conduire à de nouveaux désastres sur une échelle encore plus grande".

Lorsqu'ils se rencontreront à Brioni, en 1956, Nehru, Tito et Nasser préciseront la doctrine du non-alignement et y intégreront le concept de sécurité collective fondé sur le désarmement et le développement: "La paix doit être recherchée non à travers la division, mais en visant la sécurité collective sur une base universelle... Le progrès vers le désarmement est essentiel pour diminuer la crainte de conflit... L'intensification des efforts visant à accélérer le développement des régions sous-développées du monde constitue l'une des tâches principales pour l'établissement d'une paix permanente et stable entre les Nations".

L'exigence d'un désarmement général, complet et contrôlé, sera reprise lors de la Première conférence des Non-Alignés à Belgrade en 1961. Tout en demeurant un objectif, ce principe sera par la suite amendé puisqu'à Lusaka en 1970, les non-alignés veulent "sauvegarder la paix et la sécurité internationale en développant la puissance sociale, économique, politique et militaire de chaque pays".

C'est que désormais l'accent essentiel est mis sur les "modifications structurelles" à apporter à l'économie mondiale. Point de sécurité sans nouvel ordre économique mondial, tel sera l'un des thèmes majeurs des années 70, auquel le choc pétrolier de 1973, en globalisant les problèmes de sécurité, donnera toute sa force.

Désormais l'idée est acceptée, - c'était déjà l'une des intuitions des fondateurs de l'ONU -, que le sous-développement est cause d'insécurité. "Le développement est le nouveau nom de la Paix", dira le pape Paul VI faisant écho à l'avertissement qu'en 1960 donnait le Général de Gaulle à l'occasion d'une visite au Brésil: "Il ne peut pas y avoir de paix profonde à notre époque sans développement".

Pour les non-alignés, le développement n'est pas synonyme d'aide. Il dépend d'une modification en profondeur des structures économiques mondiales. Au nouvel ordre économique pourra enfin correspondre une véritable sécurité collective, puisque les principales causes de tensions auront disparu. Cette sécurité économique collective devint le mythe des années 1970.

L'évolution des dix dernières années a montré ce qu'avait de fallacieux le slogan d'un Tiers-monde homogène exploité par la société capitaliste occidentale. Tout en refusant de participer aux négociations Nord-sud, les Russes ont certes cherché à exploiter la contestation du Tiers-Monde en arguant d'une solidarité objective entre pays socialistes et pays sous-développés. Mais alors même que les non-alignés tenaient en septembre 1979 leur 6^e Conférence à Cuba, le plus aligné des pays du Tiers-Monde, devenu le bras séculier des russes en Afrique, l'URSS s'apprêtait à envahir l'Afghanistan montrant ainsi au monde la précarité de toute recherche d'une sécurité collective tant que la puissance et l'idéologie conjuguées autorisent un Etat à imposer sa volonté à un plus faible sans que la communauté internationale n'ait d'autre réaction qu'une résolution de condamnation à l'ONU...

L'ONU, REFLET D'UN MONDE EN CRISE

Mais qu'était-il donc advenu de l'ONU pendant toute cette période?

Ne pouvant servir ni de guide ni de gendarme au monde, elle en est devenue le reflet. Ce sera le lieu où les tensions et les crises s'exprimeront en débats, où face aux conflits seront négociées les tentatives de conciliation, où les puissances mesureront l'ampleur de leur influence ou de leur rejet au sein de la communauté internationale. C'est là que le Tiers-Monde fera le mieux entendre sa voix et cherchera à établir sa loi, celle du nombre.

Longtemps considérée comme l'instrument de la politique américaine, l'ONU se transformera en forum de sa condamnation. Quasiment soupçonnée d'être passée sous influence soviétique, elle condamnera de manière quasi unanime l'invasion russe en Afghanistan.

Dans le domaine de la sécurité internationale, l'organisation sera constamment bloquée par les intérêts contradictoires des Grandes Puissances. Faut-il rappeler que de 1945 à 1980, s'il y eut au Conseil de Sécurité 11 vetos français, 15 anglais, 20 américains, on en dénombra 113 de la part de Moscou ?

Incapable de mettre en œuvre le chapitre VII de la Charte, l'Organisation, pour préserver sa fonction dans le domaine de la sécurité, va rechercher des formules de substitution. De principal son rôle deviendra subsidiaire : un rôle utile mais limité.

Ce sera tout d'abord, au moment de la Guerre de Corée, la résolution "Union pour le maintien de la Paix", du 3 novembre 1950, adoptée par l'Assemblée pour tourner un veto soviétique. Cette résolution organise un transfert limité de compétence du Conseil à l'Assemblée Générale. La résolution se révélera davantage un moyen de circonstance pour donner une couverture onusienne à l'intervention militaire américaine en Corée qu'une stricte application des principes de sécurité collective.

La guerre froide était devenue chaude en Asie. Les Américains voulaient y contenir la poussée communiste. Ils vont le faire, mais en appliquant déjà les principes d'un autre système fondé sur la retenue et le non-affrontement direct avec l'Union soviétique. Ils vont alors exclure l'idée d'utiliser l'arme nucléaire et refuser toute escalade militaire susceptible de conduire à une confrontation américano-soviétique.

La résolution "Union pour le maintien de la Paix" ne sera plus utilisée. Ce que l'on appelle "Les Opérations de maintien de la Paix" sont en fait d'une autre nature.

Ce sont dans l'ensemble - si l'on met à part le cas discuté du Congo en 1960 - des interventions utiles sinon totalement efficaces de l'Organisation. Les casques bleus envoyés au Proche-Orient (FUNU 1, 1956 - FUNU 2, 1973 - FNUOD, 1974 - FINUL, 1978) ou à Chypre (UNFICYP, 1964), n'ont rien à voir avec une armée de coercition chargée de contenir ou de sanctionner un agresseur ; il s'agit de forces *d'interposition* appelées à séparer - après qu'ils y ont consenti - les adversaires d'un conflit armé. En intervenant, la force de l'ONU ne modifie pas le statu quo militaire sur le terrain, elle agit à titre purement conservatoire. Les contingents de la force, fournis par des Etats membres, le sont à titre volontaire et leur retrait est toujours possible. Enfin l'intervention suppose une décision du Conseil de Sécurité, et donc l'accord des Grands, ce qui limite les cas où elle pourra être envisagée.

Même si une force de l'ONU intervient à l'occasion d'un cessez-le-feu ceci ne fait pas progresser la recherche d'une solution négociée au conflit. C'est dans ce domaine

de la conciliation et de la négociation que le rôle du Secrétaire général va s'affirmer. Qu'ils soient européens, asiatique ou latino-américain, les cinq Secrétaires Généraux qui se sont succédés ont tous accordé une attention prioritaire aux problèmes de sécurité. La Charte les charge d'appeler l'attention du Conseil sur les situations susceptibles de mettre en péril la Paix dans le monde. Mais ils ne vont pas se limiter à tirer la sonnette d'alarme ; ils vont offrir leurs bons offices, envoyer des observateurs, participer à la diplomatie souterraine de contacts et de rapprochement des points de vue, proposer des forums de rencontre, avancer des idées de procédure, des suggestions de solution, organiser et faire vivre les forces d'interventions, bref, bien que sans vrais pouvoirs, acquérir une autorité au service de la Paix. Bien sûr, rien à voir avec la diplomatie flamboyante d'un Kissinger ou la rude persévérance d'un Gromyko. Tenant sa fonction d'un vote des Etats et d'une acceptation des Grandes Puissances, le Secrétaire Général se doit d'exercer sa fonction avec retenue. La bonne volonté, l'ouverture, le sens de l'équilibre et du compromis seront ses seules armes, ses seuls atouts. A l'image de l'organisation qu'il a fini par incarner, le Secrétaire Général de l'ONU joue un rôle irremplaçable dans une société inter-étatique qui se dénie les moyens de sa sécurité.

LA SÉCURITÉ RÉGIONALE

Inapplicable au niveau de la planète, la sécurité collective pouvait-elle au moins trouver un cadre plus approprié au niveau régional ? On assista effectivement à un effort tendant à mettre en place des formes de sécurité régionale.

La légitimité d'une sécurité collective régionale est d'ailleurs reconnue par la Charte (art. 52). Il s'agit alors d'une forme subordonnée d'organisation destinée à régler des conflits mineurs et trouvant sa place dans le système de sécurité mondiale.

Le premier pacte de sécurité régionale, conclu après la guerre - le Pacte de Rio -, signé par les Etats américains en 1947, est un traité d'assistance mutuelle en vertu duquel toute attaque armée contre l'un d'eux sera considérée comme une attaque contre tous les autres.

Ce mythe d'une sécurité collective inter-américaine va voler en éclats quand Cuba mettra globalement en cause puissance, idéologie et domination américaines. La crise des fusées montrera qu'à l'ère nucléaire une sécurité seulement régionale n'est qu'un leurre. Le problème des rapports inter-américains ne cessera dès lors de se poser en termes d'insécurité : Saint-Domingue, Chili, Nicaragua, La Grenade seront autant d'éléments perturbateurs réintroduisant les tensions et les conflits du continent dans la grande confrontation Est-Ouest.

Américains et Européens justifieront par cette même idée de sécurité régionale la création de l'Alliance Atlantique en 1949. Mais là le lien devient trop formel pour être convaincant. Nous ne sommes plus dans l'édifice onusien où la sécurité régionale permet de faire face à des

conflits mineurs ou bien constitue une sorte de première instance d'action rapide précédant l'appel devant le Conseil de Sécurité. L'Alliance Atlantique - même si le traité se garde de préciser l'origine de la menace - est bel et bien créée pour faire face à un danger majeur, celui que fait peser l'URSS sur l'Europe. Il ne s'agit donc pas d'assurer la sécurité à l'intérieur d'un groupe de pays, mais de protéger l'ensemble contre un ennemi commun. Il ne s'agit plus de la mise en œuvre d'une sécurité collective, mais de l'application du principe de *légitime défense collective*. Ce principe est d'ailleurs admis par la Charte, mais uniquement pour permettre une action temporaire suspendue par l'intervention du Conseil de Sécurité. Rien de tel dans la philosophie de l'OTAN qui renoue avec les formes antérieures d'alliances défensives condamnées par Roosevelt. Cette vocation affirmée de faire face à une menace extérieure et non à des conflits internes, on en trouvera plus tard la preuve dans l'incapacité de l'OTAN à empêcher l'affrontement armé entre deux de ses membres, la Grèce et la Turquie...

La recherche d'une sécurité collective couvrant l'ensemble du continent européen ne sera pas pour autant abandonnée. Elle va même devenir l'un des thèmes favoris de la diplomatie soviétique. De la proposition Molotov de 1954 à la CSCE, l'objectif russe reste le même assimiler la sécurité en Europe à la consécration du statu quo territorial hérité de la guerre, à sa division en deux camps, au partage et au contrôle de l'Allemagne, au morcellement d'une Europe de l'Ouest coupée des Etats-Unis. Pour Moscou, sécurité veut dire domination. Les russes proposent-ils, lors des négociations préliminaires de la Conférence d'Helsinki, la création d'un organe paneuropéen de sécurité, c'est qu'ils veulent en coiffer les Institutions de coopération de l'Europe de l'Ouest et en faire l'instrument de contrôle de l'Allemagne.

L'acte final d'Helsinki, sans aller jusqu'à leur donner satisfaction sur ce point, sanctionne les nouvelles frontières européennes sans pour autant renforcer le sentiment de sécurité d'une Europe que la bataille des SS 20 et des Pershing va vite rappeler aux réalités.

UNE NOUVELLE APPROCHE

Tant d'échecs, de conflits, de tensions depuis 40 ans n'ont fait que renforcer ce besoin de sécurité qu'en proie à ses démons la société internationale ne cesse de ressentir. Mais quelle sécurité et comment la réaliser ?

En 1978, devant l'ONU, Valéry Giscard d'Estaing tentera d'en proposer une nouvelle approche. L'influence dominante du Tiers-Monde conduisait alors à fonder la sécurité sur un processus de désarmement d'autant plus illusoire que ses promoteurs n'en étaient point les principaux acteurs.

L'approche française met, elle, en avant le principe, reconnu par la Charte dans son article 51, du *droit à la sécurité*, droit universel, égal pour tous, relevant de la souveraineté et de la responsabilité de chaque gouvernement. Dans ce contexte, le problème du Désarmement est l'affaire de tous. Sa négociation et son contrôle ne

sauraient être le privilège des plus puissants.

Mais pour progresser réellement dans la voie de la sécurité, il convient de combiner approche régionale et approche mondiale, non point pour subordonner l'une à l'autre, mais parce qu'à l'ère nucléaire on se trouve en face de situations fort différentes. La définition de seuils régionaux de sécurité - pouvant être différents d'une région à l'autre - devrait permettre d'obtenir une plus grande stabilité au niveau de la sécurité mondiale.

Une distinction s'impose à l'évidence, celle entre régions où l'arme nucléaire existe, et les autres qu'il serait préférable de maintenir dénucléarisées.

Cette idée, reprise de la Charte, mais modifiée, d'une sécurité à deux niveaux - mondial et régional - présentait l'intérêt intellectuel d'autoriser la coexistence de deux modes de sécurité, l'un fondé sur la dissuasion, l'autre sur des équilibres régionaux négociés. Dans les deux cas, l'idée centrale est celle d'équilibre qui continue, encore aujourd'hui, de dominer la réalité de la sécurité mondiale. Mais rien, depuis 1978, n'autorise à penser qu'une telle approche est susceptible d'entrer dans les faits.

*
* *

La mondialisation de la violence, qu'elle soit physique, idéologique ou économique, ses nouvelles formes comme la subversion et le terrorisme, renforcent la perception du caractère conflictuel de la société internationale plus que jamais en quête de paix et de sécurité.

Ce n'est pas la mise sur orbite de stations américaines anti-missiles qui renforcera la sécurité sur le continent africain et ce n'est pas plus l'arsenal des fusées russes qui mettra un terme au conflit entre l'Irak et l'Iran.

La sécurité ? Eternel rocher de Sisyphe. La nécessité d'une défense nationale n'a jamais été aussi nécessaire. Tant que les Russes ne renonceront pas à faire prévaloir par la force - directe ou indirecte - leur système idéologique, tant que les rapports Nord-Sud s'exprimeront davantage en termes de confrontation que de coopération, le monde restera trop dangereux - quels que soient les efforts en faveur de la Paix qu'il ne faut surtout pas interrompre - pour relâcher l'effort de protection. La France doit donc en priorité veiller à sa propre sécurité et à celle des Etats qui, en Europe ou en Afrique, acceptent de lier leur destin au sien.

Un motif d'espoir ? Les pays de l'Europe de l'Ouest, qui se sont entredéchirés pendant des siècles, ont réussi à créer entre eux une zone de paix. Il est temps qu'à cette puissance pacifique qu'ils construisent ensemble, ils donnent une dimension de défense commune. De la sécurité, le plus pragmatique des peuples qui font cette Europe - les Anglais - nous donne cette définition à méditer : "Le moyen d'être sauf, c'est de ne pas se croire en sécurité". Peut-on ajouter : surtout quand on parle en Europe ... de sécurité collective...

Jacques BLOT

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

LA FRANCE EN 1985

Pour la France, l'année 1985 risque d'être avant tout une année politique. Elle commence avec le nœud calédonien que personne ne sait comment dénouer. Elle finira dans la campagne électorale précédant les législatives de mars 86. Entre temps, il y aura les cantonales de mars prochain, sans parler de la réforme électorale, peut-être d'un référendum, voire, disent certains, - mais c'est beaucoup moins vraisemblable - d'une dissolution de l'Assemblée ou d'une élection présidentielle anticipée.

La France est enceinte d'un événement politique : fille ou garçon, à terme ou avant, ce sera la surprise de l'année. Mais les Français, eux, vont vivre cette nouvelle année comme les précédentes, avec des préoccupations d'abord économiques. L'emploi, le pouvoir d'achat, les affaires, les impôts, le franc. Voilà leurs premiers soucis. Le débat politique devra donc se brancher là dessus s'il ne veut pas lasser très rapidement l'opinion. Les chiffres vont couler à flot. Les bilans et les programmes se multiplier. Tous à vos calculettes ! Un conseil aux protagonistes : soyez prudents dans vos comptes et avertis en

promesse. Pour en avoir trop fait hier, ceux qui nous gouvernent aujourd'hui ont du mal à retrouver une audience. On leur reproche moins le chômage que de s'être fait fort de le résorber.

Au risque de surprendre, je dirai qu'en économie, l'année 1985 ne commence pas si mal. La reprise des affaires dans le monde occidental se confirme. Le ralentissement aux Etats-Unis, après un bond exceptionnel, ne débouche nullement sur un nouveau marasme, comme le prouvent les plus récents indices. Le Japon maintient son rythme. L'Europe semble devoir accélérer le sien. C'est donc dans un environnement favorable que la France doit poursuivre son assainissement : rééquilibrage des comptes extérieurs, maîtrise de l'inflation et des déficits publics. Cela ne nous donne pas une grande marge de manœuvres, mais sans la reprise mondiale notre purge serait plus amère. Il est bien vrai que les affaires ne seront pas brillantes chez nous au premier semestre. Elles peuvent s'améliorer à la fin de l'année. Les pouvoirs publics y auront un intérêt politique évident...

(2.1.1985)

FORMER LES HOMMES

La formation est à la mode. La gauche au pouvoir y a mis beaucoup d'argent et pas seulement pour réduire le nombre de chômeurs dans les statistiques. Les entreprises, de leur côté, consacrent 16 milliards de francs, soit 2 % de leur masse salariale à la formation de leur personnel.

Pourtant, tout cela reste insuffisant. C'est du moins ce que dit un rapport du commissariat du plan qui vient d'être remis au ministre du Travail. Rapport qui met en évidence des carences et des retards. Les efforts de formation seraient insuffisants dans les Petites et Moyennes entreprises ; dans les industries affectées par les nouvelles technologies ; chez les salariés du bas de l'échelle, c'est ainsi qu'un cadre sur trois participe à un stage de formation et seulement un O.S. sur 12.

Le diagnostic du plan est simple : non seulement les entreprises ne font pas assez de formation mais cette dernière est trop souvent perçue comme une charge sociale et pas assez comme un investissement au même titre qu'une machine moderne, une campagne de publicité ou une implantation à l'étranger. D'où un certain nombre de propositions sur lesquelles le gouvernement aura à se prononcer : simplification des règlements, encouragement fiscal, amélioration de la qualité des formateurs, etc...

En réalité ce sujet effectivement vital engendre beaucoup de fausses bonnes idées. On parle par exemple de former les chômeurs sans qualification. Très bonne intention. Mais ne serait-il pas plus efficace, et plus aisé, d'élever d'abord le niveau de compétence des gens qui travaillent, ce qui dégagerait de la place en bas de l'échelle pour des chômeurs qui, une fois dans l'entreprise, apprendront mieux une nouvelle qualification.

Former des gens ne signifie pas enseigner à tous l'informatique. Par exemple, dans les entreprises françaises, il est capital d'élever la qualification et la motivation des salariés au contact direct avec le client. Depuis la vendeuse jusqu'au livreur, en passant par la caissière. Souvent nous sommes battus par des firmes étrangères sur ce terrain là, plus que sur celui de l'ingénieur. Il ne s'agit pas de former une aristocratie de techniciens mais de motiver ceux qui satisfont le client, c'est à dire le vrai patron de l'entreprise.

(1/2/1985)

LA TENTATION COMMUNISTE

La tentation est grande pour le parti communiste français, à l'occasion de son 25^e congrès, de se réinstaller comme le seul parti révolutionnaire en France. De prédire que la crise actuelle du capitalisme prépare la fin de celui-ci. Et de dénoncer une fois de plus le parti socialiste comme "social traître" qui préfère tous les compromis avec la bourgeoisie pour rester au pouvoir ou y revenir

vite, à la lutte des classes. C'est là en effet le réflexe naturel du P.C.F., quand il traverse une période de crise. Le flottement idéologique et politique du parti communiste depuis le début de la décennie 70 lui a vraiment coûté trop cher : la moitié de ses électeurs, sans doute autant de ses militants.

Le voici réduit à son noyau opérationnel, ses permanents qui n'ont pas de position de repli, même pas celle de se retrouver ouvriers professionnels chez Renault, puisque l'automobile débauche aujourd'hui. La direction du PCF peut compter sur leur fidélité, quels que soient les règlements de compte entre les clans qui se partagent les hautes sphères du parti.

Le problème serait donc simple et bien connu, si la grille de lecture révolutionnaire de l'évolution sociale n'avait pas elle-même, beaucoup souffert de sa confrontation avec les réalités. La classe ouvrière perd ses effectifs sous l'effet d'une industrie en pleine mutation technique. Le raccord avec les salariés du bas de l'échelle dans les secteurs des services, ne se réalise pas aisément, d'autant qu'il y a beaucoup de femmes parmi eux. Les vrais prolétaires aujourd'hui sont les chômeurs et les travailleurs immigrés, mais ils sont difficiles à mobiliser.

Par définition les premiers ne se trouvent plus dans les usines et les bureaux. Quant aux travailleurs étrangers, ils ont davantage une conscience ethnique ou culturelle, qu'une conscience de classe. L'accès du parti au monde des techniciens et des cadres n'est pas plus facile car le discours révolutionnaire s'y prête mal et dans, de telles catégories sociales, l'exemple des pays de l'est est désastreux : faible niveau de vie, encore plus faible niveau de liberté.

La crise économique qui aurait dû sauver le communisme occidental, le perd en faisant apparaître que le capitalisme, même en difficulté, possède encore plus d'attraits que le communisme en vraie grandeur.

Dans les démocraties occidentales, la révolution apparaît aujourd'hui aux yeux du plus grand nombre comme le masque d'une dictature.

Si le communisme n'était pas au pouvoir à Moscou, il le serait peut-être à Paris. Seulement voilà, il est au pouvoir à Moscou.

(5/2/1985)

LA FRANCE LIBERALE

Inconstante opinion. En 1981-1982, les Français dans leur majorité, ne voyaient de salut contre la crise que dans l'action de l'Etat. D'ailleurs ils votaient à gauche. François Mitterrand avait une chambre toute rose et Pierre Mauroy battait les records de popularité.

Aujourd'hui, changement complet de décor. La France est devenue libérale. A un point surprenant. Quand on demande aux Français, qu'est-ce qui réussit le mieux contre la crise, 41 % répondent les politiques

libérales et 18 % seulement, les politiques social-démocrates ou socialistes.

Mais l'enseignement le plus étonnant de ce sondage réalisé par la SOFRES et que publie, aujourd'hui, le magazine *l'Expansion*, on le trouve dans les réponses à des questions précises sur ce que seraient les conséquences d'une politique libérale. Sur tous les sujets, la réponse est favorable. Une politique libérale relancerait les affaires ; elle réduirait le chômage ; elle accroîtrait le pouvoir d'achat ; elle réduirait les inégalités (pourtant ce n'est pas toujours le cas, là où on a appliqué le libéralisme) ; elle réduirait les impôts ; elle rendrait la société plus humaine. Un véritable raz de marée libéral, comme l'écrivit *l'Expansion*, envahit la France. Il y a, toutefois, une institution à laquelle les libéraux ne doivent pas toucher : la Sécurité Sociale. La Sécu, c'est sacré !

Autant dire que les hommes politiques de gauche qui s'époumonent actuellement pour dénoncer le libéralisme sauvage, cause d'inégalités, d'injustices et de misère, perdent leur temps. Les Français - peut-être à tort - ne veulent pas les entendre.

La gauche au pouvoir a converti les Français au libéralisme, ce que les libéraux eux-mêmes n'avaient jamais réussi à faire. Voilà qui mériterait d'être médité par le gouvernement. D'ailleurs, il le fait : il a enterré la loi Savary ; il a libéré le prix de l'essence ; il s'efforce de réduire un peu les impôts ; il annonce des télévisions privées.

Mais dans cette vague qui submerge la France, le pouvoir actuel aura tout de même beaucoup de mal à convaincre l'opinion qu'il est la meilleure incarnation du libéralisme. Avec une exception toutefois, l'éternel Michel Rocard. En effet, quand on demande aux Français, quels sont les hommes politiques qui incarnent le mieux le libéralisme de leur rêve, Raymond Barre arrive nettement en tête (ce n'est pas une surprise, même si cela ne plaît pas à tout le monde), mais le socialiste Rocard est deuxième, précédant Chirac, Giscard et Simone Veil.

Décidément, ils sont tous fous ces Français. Quand on les croit à droite, on les retrouve à gauche. Et quand on les cherche à gauche, ils sont à droite. Il y a peut-être une explication : ils veulent rester libres de leur choix et aucun parti ne doit se croire propriétaire de leur voix.

(8/2/1985)

LA RUPTURE

Après le Congrès du Parti Communiste on discute beaucoup pour savoir si les "rénovateurs" finiront un jour par l'emporter sur les "conserveurs". Cette fois encore, ils ont été battus. Pourtant il n'est pas sûr que ce soit la question centrale tranchée au congrès de St-Ouen.

Tout d'abord, c'est une erreur de dire que tous les opposants à la direction du parti sont des "rénovateurs" au sens de libéraux favorables à l'union de la gauche, et méfiants à l'égard de l'Union Soviétique. Il y a beaucoup de gens dans le parti qui reprochent encore à Georges

Marchais et à son équipe, d'avoir été trop loin avec les socialistes, d'avoir participé à un gouvernement qui se disait de gauche mais qui, en réalité, ne l'était pas. Du moins, à leurs yeux.

C'est si vrai que la direction du parti a dû changer de cap et durcir ses critiques à l'égard des socialistes dénoncés comme de simples gestionnaires de la crise à la solde du capital. Ce qu'ils sont bel et bien dans la réalité.

En effet, de quoi se vante le pouvoir ? De modérer les prix et les salaires, de favoriser la reconstitution des profits dans les entreprises, de rétablir l'équilibre extérieur, en freinant la consommation intérieure, de moderniser les usines en fermant celles qui ne sont plus rentables.

Voilà effectivement ce que fait le gouvernement. Et il a d'ailleurs raison de le faire parce qu'il est impossible de se comporter autrement quand on est dans la concurrence internationale. Les communistes ont donc tort de le lui reprocher mais ils n'ont pas tort de le dire, car c'est ce que fait réellement le pouvoir même si ce n'est pas exactement ce qu'il avait promis. Les socialistes devaient rompre avec le capitalisme pour sortir de la crise. Ils ont rompu avec les communistes pour la gérer le moins mal possible.

Tout est donc clair et logique. Le Congrès du parti communiste devait radicaliser l'opposition au gouvernement. Aujourd'hui, il y a moins de différences entre Fabius et Barre qu'entre Fabius et Marchais.

Les derniers chiffres ne peuvent qu'encourager le parti communiste dans cette voie. L'an passé, le salaire horaire des ouvriers n'a augmenté que de 6,2 % c'est à dire moins que les prix : 6,7 %. Pour la première fois depuis le début de la V^e République ! Cela ne s'est pas arrangé en Janvier, si l'on en croit certaines estimations : la hausse des prix aurait redémarré pour atteindre 0,6 ou 0,7 %. Alors, faut-il s'attendre à une offensive de la C.G.T. et du parti communiste sur le front social dans les prochains mois ? On le redoute ici ou là. Au gouvernement on est moins inquiet : le chômage freine, dit-on, la combativité des travailleurs. Le chômage, précisément une raison de plus pour les communistes de rompre avec les socialistes. A Saint-Ouen, ce n'est pas Juquin que l'on a enterré. C'est l'Union de la Gauche.

(11/2/1985)

DIX FRANCS

La construction d'une monnaie européenne progresse moins vite que le cours du dollar. Le billet vert a franchi, une première fois, en effet, lundi soir, à New York, le seuil des 10 francs. Attendons confirmation mais rappelons-nous qu'il y a 5 ans, il valait 4 francs.

Gouvernements et autorités monétaires regardent la fusée américaine s'élever dans le ciel sans rien pouvoir faire pour la retenir. Il faut dire que le marché international des capitaux a pris une telle ampleur qu'aucune banque centrale, et même plusieurs ensemble, n'ont assez

de réserves pour intervenir efficacement sur le marché. Aussi, au lieu de s'épuiser en vain, elles attendent. Quoi ? Personne ne le sait. Vous trouverez autant d'experts pour prédire que le dollar va poursuivre son ascension, qu'il va se stabiliser, qu'il redescendra doucement ou qu'il reviendra à 7 francs dans les 6 mois. Les paris sont ouverts, faites vos jeux.

Chez nous, le gouvernement aimerait renforcer la coopération monétaire européenne par l'intermédiaire de l'écu, en partant d'un raisonnement simple : si l'on veut que les détenteurs de capitaux cessent de se précipiter sur le dollar, il faut leur offrir une alternative. Or la livre anglaise a fait faillite ; le mark allemand souffre de la position géographique de l'Allemagne qui a une frontière commune avec le monde communiste ; le franc suisse appartient à un trop petit pays ; et le yen japonais est encore loin, même si son rôle grandit sensiblement. Ne parlons pas du franc français qui, depuis 50 ans, n'a guère plus très bonne réputation.

Or l'écu n'est pas encore une véritable monnaie et les Allemands renaclent devant nos propositions pour aller de l'avant. Ils ont d'abord dit que les prix augmentaient beaucoup trop vite chez nous par rapport à l'Allemagne. C'est encore vrai, mais moins qu'hier. Ensuite, ils se sont inquiétés des divergences de politique économique entre la cigale socialiste à Paris et la fourmi chrétienne démocrate à Bonn. Or la cigale se fait plus économe mais cela ne suffit toujours pas.

Aujourd'hui, les autorités monétaires allemandes demandent à la France de libérer les mouvements de capitaux. A un an d'une élection périlleuse, Paris hésite.

Voilà sans doute le fond de l'affaire. L'Europe ne sait pas ce qui se passera en France dans les 12 prochains mois. Changement de majorité, crise de régime, retour aux mœurs de la IV^e République ?

Il en est un peu de la politique française comme du dollar : elle est dans le ciel et l'on ne sait pas si elle va retomber sur terre ou se mettre en apesanteur.

(12/2/1985)

RUDE PRINTEMPS

Attention aux paysans. Ça grogne dans les campagnes. Un bref voyage en pays lorrain m'a convaincu qu'on a tort de ne surveiller que la C.G.T. pour savoir si le climat social risque de se détériorer.

Chez les agriculteurs, il n'est évidemment pas question de faire une grève générale. Mais le président des syndicats agricoles, François Guillaume, a clairement laissé entendre, devant un bon millier d'agriculteurs de Meurthe-et-Moselle, qu'une grande manifestation européenne pourrait être organisée en mars prochain sur toutes les frontières de la communauté et dans quelques grandes villes (toutefois pas à Paris).

Il s'agit de protester contre la réforme de la politique agricole européenne qui se caractérise par le contingentement

de la production de lait et de vin, la stagnation des prix agricoles en 1985 et le plafonnement des recettes communautaires qui aura des répercussions négatives sur les dépenses agricoles.

Certes, la politique agricole communautaire ne pouvait pas indéfiniment garantir des prix déterminés pour des quantités illimitées, qu'elles soient vendues ou non. Depuis 15 ans, une révolution s'est produite en Europe, laquelle est désormais capable de se nourrir elle-même : elle produit 108 % de ses besoins en lait, 102 % de ses besoins en viande et 122 % de ses besoins en blé. C'est d'ailleurs tout à l'honneur des agriculteurs. En 1960, un paysan nourrissait 10 personnes, aujourd'hui, il en nourrit 40. Mais les agriculteurs ont la fâcheuse impression de ne pas être payés de leurs efforts, surtout quand ils voient d'autres catégories sociales (les fonctionnaires pour ne pas les nommer), bénéficier d'une certaine garantie de pouvoir d'achat et de la sécurité de l'emploi.

Cela se traduira non seulement par des manifestations mais aussi par un congrès musclé des syndicats agricoles français, lequel doit se tenir fin mars à Narbonne. Le choix de cette ville n'est pas un hasard, c'est le pays des viticulteurs, particulièrement hostiles à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun. Encore une rude épreuve pour le ministre de l'agriculture Michel Rocard qui, traditionnellement, participe à ce congrès. Rude printemps en perspective.

(15/2/1985)

LA PLAIE DU CHOMAGE

300.000 chômeurs de plus en un an, 37.000 par mois. Les chiffres de janvier ont confirmé que personne en France n'avait la recette miracle contre le chômage. Pas plus la gauche que la droite. Depuis qu'elle est arrivée au pouvoir en 1981, la gauche a vu croître le chômage exactement au même rythme mensuel que durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing : environ 15.000 chômeurs de plus par mois.

A vrai dire, ce n'est pas une surprise sauf pour les intéressés. La gauche croyait sincèrement en arrivant au pouvoir, qu'elle allait faire reculer le chômage. D'abord, en relançant la consommation populaire, puis en traitant le chômage avec des médicaments sociaux : avancement de l'âge de la retraite, réduction de la durée de travail, développement de la formation. Elle a cru un moment qu'elle allait le stabiliser autour de 2 millions. Nous en sommes à 2 millions et demi.

Aujourd'hui encore, elle va tout faire pour se maintenir à ce niveau. Dès cette semaine, de nouvelles mesures pour favoriser le travail à temps partiel vont être annoncées. Bientôt, on doit lancer de nouveaux contrats de formation-reclassement qui auront surtout pour effet, de comptabiliser en formation des gens que l'on comptabilisent actuellement en chômeurs.

La cause profonde du chômage en France n'est pas traitée. Cette cause fondamentale c'est l'absence de toute

création d'emplois. Depuis plusieurs années maintenant, nous supprimons plus d'emplois que nous n'en créons chaque année. Le mal est là. Nulle part ailleurs.

Le gouvernement se défend en disant que si l'on détruit aujourd'hui des emplois plus que l'on n'en crée c'est parce que la droite lui a légué une industrie archaïque qu'il faut moderniser en fermant des usines vétustes ou sans débouchés. C'est en partie vrai. Mais la gauche devrait se souvenir que lorsqu'elle n'était pas au pouvoir, elle s'opposait farouchement aux réductions d'effectifs et aux fermetures, qu'elle reproche aujourd'hui à ses prédécesseurs de ne pas avoir fait. En outre, si nous avons des centrales nucléaires, une fusée Ariane, un T.G.V., des téléphones - autant de symboles de la modernisation - c'est tout de même à ceux qui ont précédé la gauche au pouvoir qu'on le doit. Et puis, à quoi bon ces règlements de comptes ? Les chômeurs ne demandent pas des bilans. Ils attendent des emplois.

(18/2/1985)

LES T.U.C. et le SMIC

On peut se féliciter, comme le gouvernement, de voir des jeunes employés à des travaux d'utilité collective plutôt qu'au chômage. Le Premier ministre vient de déclarer qu'il espérait que 200.000 jeunes pourront être employés de cette façon d'ici à la fin de l'année, alors que l'objectif initial était de 100.000.

Pour cela, on va élargir la liste de ces T.U.C., réservés jusqu'à présent aux seules collectivités locales, aux établissements publics et aux associations. Désormais, les organismes de Sécurité Sociale, les Mutuelles, les comités d'entreprise vont pouvoir y recourir pour certaines de leurs activités.

Rappelons le mécanisme : il faut être âgé de 16 à 21 ans, accepter de travailler à mi-temps et de ne percevoir pour cela que 1.200 à 1.700 F par mois.

A ce prix-là et dans de telles conditions, beaucoup d'entreprises, privées ou publiques, petites ou grandes, embaucheraient des jeunes, mais elles n'en ont pas le droit. Les syndicats font valoir que les patrons recruteraient ainsi de la main d'œuvre au rabais. En, effet, le salaire minimum, valable aujourd'hui pour tous les âges, tous les emplois et toutes les régions, correspond à environ 4.200 francs par mois pour un emploi à temps plein, soit 2.100 F pour un travail à mi-temps. Sans compter les charges sociales qui augmentent ces chiffres de plus de 60 %.

N'est-ce pas un aveu ? L'aveu que pour les jeunes sans qualification, le niveau actuel du SMIC dissuade complètement les entreprises d'embaucher. Si, ce qui est valable pour des organismes sans but lucratif, était également appliqué aux entreprises, celles-ci embaucheraient certainement beaucoup plus que 100.000 jeunes. Et le chômage de ces derniers, qui est en France l'un des plus élevés du monde, serait beaucoup moindre.

Ne pourrait-on pas considérer que pour les jeunes non

qualifiés, le premier-travail - pendant une durée limitée naturellement - serait rémunéré pour partie en argent (donc en dessous du SMIC légal) et pour partie en expérimentation, en acquisition de connaissances ? Il ne s'agit évidemment pas d'abaisser le SMIC pour les autres salariés, mais n'y a-t-il pas là un immense gisement d'emplois pour les plus jeunes ?

Il est vrai que cela heurte nos règles, nos habitudes, nos traditions. Mais le chômage de toute une jeunesse cela heurte quoi ?

(20/2/1985)

LE DOLLAR CONTRE L'AMERIQUE

Toujours en apesanteur, le dollar poursuit son ascension dans l'espace. Chaque jour un nouveau record est battu par la monnaie américaine.

Partout on dénonce cet impérialisme monétaire qui fait effectivement courir au monde de graves dangers. On oublie généralement les profits que nous en tirons et ce qu'il en coûte aux Américains eux-mêmes.

Nos profits : les Etats-Unis exportent la relance de leurs affaires en achetant plus à l'étranger que ce qu'ils y vendent. On les accusait, quand le dollar était faible, d'exporter leurs chômeurs. Pourquoi ne pas dire aujourd'hui qu'ils exportent leurs emplois ?

Dans certains secteurs on pourrait même dire qu'ils importent chez eux une partie de nos propres chômeurs. Cela ne se voit pas dans les chiffres globaux parce que l'économie américaine continue de créer plus d'emplois, qu'elle n'en supprime. Mais dans certains secteurs et dans certaines régions, on assiste à de véritables catastrophes à cause de ce dollar trop cher qui ne permet plus de vendre ce que l'on produit.

C'est particulièrement vrai dans l'agriculture où les profits ont diminué de moitié en 4 ans et n'ont jamais été aussi bas depuis une quinzaine d'années. On manifeste dans les régions agricoles du Middle West et les banques spécialisées dans les prêts aux agriculteurs sont simplement au bord de la faillite.

Même chose dans tous les autres secteurs où l'élément "prix" est déterminant pour écouler sa marchandise. C'est à dire pour tous les produits banalisés : acier, produits chimiques de base, textile, etc...

Conséquences : de fortes pressions s'exercent sur le gouvernement américain pour qu'il ferme les frontières à certains produits étrangers. Le président Reagan résiste mais jusqu'à quand ? C'est donc une erreur de dire que les Américains peuvent avoir indéfiniment un déficit extérieur de 100 milliards de dollars puisqu'ils impriment la monnaie qui permet de le payer. Un tel déficit finirait par tuer une partie de l'économie américaine. Une réaction est inévitable : soit des frontières qui se ferment, soit un dollar qui baisse. Le moment où cela se produira reste imprévisible. En revanche, le phénomène, lui est certain.

(26/2/1985)

CRITIQUE DES VALEURS ET FAILLITE DU SENS

par Jean-Marie DOMENACH

Dans notre précédent numéro, Jean-Marie Domenach a présenté ses premières réflexions sur les approches de la modernité et sur les sciences de l'homme. Après avoir traité de l'avènement de la modernité c'est-à-dire de l'apparition des forces qui ont modelé le 19^e siècle, il traite dans les pages ci-après de l'accomplissement de la modernité au 20^e siècle et plus spécialement de la critique des valeurs et de la faillite du sens.

I - Les contradictions fondamentales

De la Bourse à la peinture, sans oublier les mathématiques, le mot "valeur" a des sens multiples. Nous retiendrons qu'il procède du latin *Valere* (être fort, régner, être en bonne santé) qui vient lui-même d'une racine indo-européenne qui signifiait dominer, et que l'on retrouve dans l'allemand *walten* (gouverner, dominer). On entend par valeurs ces entités auxquelles un individu ou un groupe donnent la préférence et pour lesquelles ils sont prêts (ou censés être prêts) à consentir des sacrifices : liberté, justice, nation, dignité de la personne, élitisme, etc... Abstractions, certes et Malraux n'a pas tort de dire : "On meurt pour ce qui n'existe pas". Pourtant, ces "choses vagues" (Valéry), si elles n'existent pas concrètement, si personne ne peut les toucher, n'en commandent (*valere*) pas moins la morale et la politique ; elles n'existent pas, mais c'est pour elles, et parce que des hommes sont morts pour elles, que l'homme existe comme homme et que les institutions assurent la vie sociale.

Cercle vicieux, comme on voit ; les valeurs fondent une société qui les engendre et les enseigne... Discuter le point de savoir qui, des valeurs ou de la société, possède l'antériorité est une querelle vaine qui laisserait supposer qu'il y a quelque part une sphère libre de valeurs d'où il serait loisible de contempler les cultures et les mœurs dans leur plaisante diversité. On peut certes s'amuser des différences et des contrastes, comme le faisaient les Persans de Montesquieu, mais l'essentiel est de comprendre que la modernité institue une société auto-référentielle, c'est-à-dire qui ne se réfère qu'aux normes et valeurs qu'elle produit elle-même. En effet, à partir du moment où elle

perd la légitimité qu'elle devait à ses origines légendaires et à ses garants extérieurs (les héros, les dieux, la monarchie d'institution divine), la société moderne est condamnée à se prendre elle-même pour fondement, c'est-à-dire à inventer et réinventer sans cesse ses valeurs, l'image qu'elle se fait d'elle-même et ses finalités. Nous avons évoqué cette production intense d'un sacré de remplacement, cette fabrication d'une "transcendance sociale" (1), nécessaire, comme l'ont bien vu Saint Simon, Comte et Durkheim, à la cohésion des sociétés modernes. C'est la raison pour laquelle les sciences sociales ont eu une adolescence de mysticisme laïc, positiviste et républicain et c'est aussi la cause de cet étrange paradoxe : l'athéisme et le libertinage du XVIII^e siècle engendrent un XIX^e religieux, moraliste et même puritain (2).

Pendant, cette religiosité sociologique et socialisante va prendre fin dans les dernières années du XIX^e. La modernité entreprend alors la critique théorique de ses valeurs, avant que la Grande Guerre, la Révolution bolchévique, puis le totalitarisme n'en fassent la critique pratique. Dès les années 1870, Frédéric Nietzsche aperçoit la profondeur du bouleversement : l'Europe cesse de faire semblant de croire en Dieu et les règles morales deviennent oppressives, intolérables : "En tant que nous croyons à la morale, nous condamnons l'existence". Les valeurs modernes se dévaluent sous la poussée de la critique qu'elles ont déchaînée : "Il manque le but. Il manque la réponse à la question : pourquoi ?" L'homme libéré par la Révolution doit alors se prendre lui-même pour but, recréer son ordre des valeurs, devenir le législateur de soi-même. Le cataclysme du monde massif et médiocre de la démocratie s'annonce à l'horizon, et se prépare un formidable reversement, une transmutation (*Umwertung*) des valeurs. Nous retrouvons tout-à-l'heure le *nihilisme* nietzschéen ; sa proclamation a cinquante ans d'avance sur l'histoire. Moins radicale, la critique des valeurs et des formes, va s'affirmer au centre de l'Europe, à Vienne, vers la fin du siècle. On découvre en somme que la modernité s'est égarée, qu'elle a peur et n'a cessé de travailler contre elle-même afin d'él

der la conséquence logique de la rupture initiale: la destruction de Dieu et des idoles qui l'ont remplacé, et, par voie de conséquence, d'une idée de l'homme faite à l'image de Dieu. La foi commune a disparu, mais il en reste des traces chez les individus, en particulier cette culpabilité sans cause dont Kafka tire un roman saisissant. Ainsi la critique ne se borne plus aux anciennes valeurs d'ordre hiérarchique, de morale religieuse, d'autorité héréditaire; elle vise les valeurs modernes elles-mêmes: le progrès, la liberté, l'égalité, la raison... Il est intéressant de noter que cette transmutation des valeurs et des formes s'amorce en Europe Centrale au cœur du dernier des Empires classiques, celui de l'Autriche-Hongrie, qui porte jusqu'au XX^e siècle, la tradition des Césars romains bénis par le Pape.

Dans cette critique et ce renouveau, les sciences de l'homme jouent un rôle essentiel; elles qui avaient grandi dans l'atmosphère progressiste de la première modernité, elles n'hésitent plus maintenant à porter le soupçon sur son discours idéaliste. Marx avait dénoncé l'exploitation des idéaux démocratiques par la bourgeoisie, mais non point ces idéaux eux-mêmes, qu'il voulait accomplir; d'accord avec son époque, il continue de croire que le développement de la Science et de l'Industrie apportera la réconciliation et la liberté au genre humain. C'est entre Marx et Nietzsche que se situe la rupture, car Nietzsche pense exactement le contraire; pour lui, le culte du progrès, la proclamation de l'égalité et la croissance des connaissances scientifiques réduisent l'humanité à une masse amorphe d'individus atomisés, asservis, privés de force et d'authenticité, Marx annonçait la réconciliation dans l'Internationale ouvrière et l'avènement de l'homme "générique", totalement libéré; Nietzsche, l'esclavage industriel, le conformisme général et la guerre. Les événements ont plutôt donné raison à Nietzsche, mais c'est Marx qui a été suivi et dont la pensée s'est incarnée en révolutions et en Etats, sans doute parce que, au contraire du pessimisme nietzschéen, le marxisme alimentait le besoin d'espérer, si fort dans une époque qui a rompu avec la croyance en l'au-delà et qui détruit les communautés traditionnelles. Sans doute, parce que la politique se nourrit de pensées arriérées et manque les bifurcations philosophiques.

Au XX^e siècle, c'est la Raison qui fait la lumière et qui guide l'humanité vers un avenir radieux. La raison triomphe dans la Science qui, peu à peu, éclairera les zones d'incertitude où pataugent et se combattent encore les hommes. En reculant devant le savoir, l'ignorance doit laisser place à une humanité consciente de ses besoins et débarrassée de ses conflits. Cela, Saint-Simon, Auguste Comte, Victor Hugo, Ernest Renan le pensent également. Victor Cousin, philosophe éclectique et inspirateur de l'Université, affirme que le Vrai, le Beau et le Bien, que l'on plaçait naguère dans la religion, relèvent de la Raison. Si le bon sens est la chose du monde la mieux partagée (Descartes), il s'ensuit que, par la Raison, les hommes sont égaux. C'en est donc fini d'un monde où une minorité est née pour commander, et la majorité pour servir. Tous les hommes sont égaux en

Gustav Klimt "Le Baiser" - Vienne 1908 - à la recherche d'un style "moderne".

droit, et tous sont dignes de liberté... Ces principes, qui ont pris corps dans la Nation, sont valables pour l'humanité; il n'y a pas de peuple maître et de peuple esclave, pas de races supérieures et de races inférieures. Tous sont appelés à fraterniser dans la République universelle dont "le printemps", en 1848, donne, l'espace d'une saison, son avant-goût radieux.

La modernité s'est pensée comme un commencement absolu, une "rupture inaugurale" (André Breton). Même si, un moment, elle reprend les emblèmes et les formes de l'antiquité (Temples grecs, Toges romaines), elle prétend ouvrir une ère nouvelle que le calendrier révolutionnaire date de 1790, et non plus de la naissance du Christ. *Raison, Liberté, Egalité, Justice*, ce ne sont pas des valeurs particulières, elles ne se conçoivent qu'en extension dans l'espace et dans le temps: elles concernent

virtuellement l'Univers et s'affirmeront dans un *progrès* indéfini... Tel est, brièvement exposé, le *corpus* des valeurs liées à l'apparition de la modernité. Certes, elles seront critiquées par les traditionalistes tout au long du XIX^e siècle, mais leur affaiblissement sera moins la conséquence de ces contestations que le résultat des contradictions intrinsèques qui se manifestent dans leur développement.

La première contradiction oppose l'émancipation de l'individu à la revendication d'égalité. A partir du moment où l'on supprime les cadres traditionnels qui réglaient la place respective des citoyens (ordres, corporations, états, etc...) ceux-ci se répartissent non plus selon leur naissance ou leur mérite, mais selon le pouvoir que leur confère leur force propre ou celle qu'ils doivent aux relations et à l'argent, qui va devenir la *valeur* dominante, capable de se substituer à toutes les autres. On sait que la Révolution s'était empressée d'interdire les corporations (Loi Le Chapelier), laissant ainsi les travailleurs de l'industrie grandissante à la merci du marché de l'emploi et des abus des employeurs. La contradiction entre le citoyen libre et le travailleur asservi est la face intime de la contradiction entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, telle que Marx la dénonce. Il faudra attendre 1884 pour que les syndicats aient une existence légale en France... Telle est la première des contradictions qui affectent les valeurs écloses avec la Révolution, et cette contradiction laisse une traînée sanglante dans l'histoire du XIX^e siècle, en France particulièrement : (Révolte des Canuts lyonnais, (1882), insurrection des ouvriers parisiens (juin 1848), Commune de Paris (1871). A quelles conditions la liberté et l'égalité sont-elles conciliables ? ce fut le thème de réflexion favori de Tocqueville, puis de Raymond Aron.

La deuxième contradiction naît du conflit entre la particularité et l'égalité. Elle apparaît plus tard, lorsque, l'individualisme suscitant les revendications foisonnantes des individus et des groupes, la question se pose : comment faire pour que les éléments de la société soient égaux tout en restant ou en devenant différents ? A vrai dire, la question était posée dans les faits avant de l'être dans la théorie, dès le début de la Révolution, lorsque celle-ci, prétendant délivrer les peuples de la tyrannie, se heurta à des résistances régionales et nationales. Que les Vendéens préférassent à la liberté leurs curés et leurs aristocrates, les Espagnols leur roi et leurs coutumes féodales, voilà ce que bien des Français ne comprenaient pas, de même qu'aujourd'hui, les Soviétiques ne comprennent pas que les Afghans préfèrent leur Islam archaïque aux lumières du matérialisme dialectique. L'empire napoléonien, qui institua une nouvelle noblesse et imposa la liberté par la force, puis l'Empire soviétique, qui suit un chemin analogue, expriment la même tentative de surmonter, par la suprématie d'une nation guide et par la hiérarchie qu'elle instaure, la difficulté qu'il y a à concilier l'égalité et la différence, autrement dit une conception universelle de la libération avec la promotion des différences et la revendication des identités que cette idéologie suscite chez les peuples "alloènes".

Selon François Furet commentant Tocqueville, "la perception égalitaire du rapport social, lequel est normalement hiérarchique" est le principe de la démocratie moderne. Il impulse une dynamique indéfinie puisque les différences cessant d'être fixées et sacralisées par une hiérarchie de valeurs stables, il n'est pas possible de dire aux pauvres et aux opprimés qu'ils sont les victimes de la fatalité, ou qu'ils recevront leur récompense dans l'au-delà. Jadis, nul n'osait se comparer aux maîtres, souverain et seigneurs, car ils étaient trop haut placés. Aujourd'hui, chacun regarde vers celui qui lui est supérieur et ainsi l'envie et le ressentiment, comme Nietzsche le proclame, deviennent les produits de l'égalitarisme démocratique. Tel est le ressort du mécanisme concurrentiel qui empêche tout équilibre stable entre égalité et différence : plus on veut être *équivalent*, et plus le point de comparaison s'éloigne. Le rôle grandissant de l'argent, la croissance de la consommation confèrent à cette course à l'égalité une accélération exténuante : chacun part à la conquête du statut, de la distinction auxquels il croit avoir droit puisque les autres croient également y avoir droit. Durkheim disait déjà que les trois quarts des gens vont au théâtre pour en parler dans les salons. Cette course mimétique domine aujourd'hui l'économie et la culture. A peine un seuil est-il franchi qu'il faut songer au suivant, d'autant que ce seuil se trouve encombré par la foule de ceux qui se sont épuisés pour y accéder. Le tourisme de masse offre un exemple saisissant de ces processus : l'élite, qui allait jadis sur la Côte d'Azur, puis aux Baléares, puis dans les îles grecques, évite maintenant ces lieux occupés par la foule qui l'y a suivi et cherche dans le Pacifique des îles où trouver les plaisirs du calme et de la distinction. Mais que sera le désert lorsqu'il aura été colonisé par les agences de voyage ?

Le principe égalitaire porte en lui des contradictions inépuisables qui ont été analysées récemment par Louis Dumont. L'égalité, posée comme valeur suprême, a pour effet de détruire la hiérarchie des valeurs : toute valeur, comme l'étymologie nous l'a indiqué, est plus ou moins domination, et la distinction des niveaux est intolérable à la revendication égalitaire. Un système de valeurs vaut par son organisation, c'est un assemblage délicat où s'articulent des valeurs diverses et parfois divergentes. Dès lors que le principe égalitaire place toutes les valeurs sur le même plan, non seulement il engendre la course folle que nous évoquions, mais il ruine le système différentiel qui permet aux valeurs et aux porteurs de valeurs de se situer les uns par rapports aux autres. L'égalitarisme, promu par la Raison occidentale au rang de valeur universelle et, de ce fait, dominante, déborde le principe de l'égalité de droit pour entraîner les gens dans un processus d'indifférenciation qui provoque inéluctablement des réactions paniques. La monstruosité est l'accouplement de deux éléments dont la différence importe à notre culture ; lorsque ces éléments se confondent, les ordres se mélangent et les repères s'effacent. Ainsi l'humanité pendant des siècles, a-t-elle tremblé devant les hommes-loups. Cette indifférenciation suscite la peur du Même, cet effroi qui nous saisit à l'idée de nous trouver

depuis l'invention de l'amour courtois? Méditons l'avertissement de Louis Dumont : "Si les avocats de la différence réclament à la fois l'égalité et la reconnaissance, ils réclament l'impossible."

De ce point de vue on comprendra ces retours brutaux vers le holisme, que nous étudierons plus tard sous le nom de totalitarisme. C'est la pathologie de la modernité : refoulant la tendance spontanée à l'organisation hiérarchique, organique, de la société comme un tout fonctionnel, elle s'expose à ces sursauts périodiques. Comme le fait remarquer Louis Dumont, les sociologues ne doivent pas se laisser abuser par les valeurs que proclament les sociétés contemporaines, mais que démentent les distinctions qui prolifèrent en son sein : classes, élites dirigeantes, "nomenclatures", etc... Ces inégalités ne sont pas du même genre que les castes de sociétés traditionnelles : celles-ci sont une structure de la société, elles correspondent à ses valeurs, elles expriment une certaine justice et permettent une identification, alors que les inégalités que comporte la société moderne contredisent ses valeurs et sont ressenties comme des injustices qui provoquent ressentiment et révolte. Si le christianisme primitif s'est accommodé de l'esclavage, si les Pères de l'Eglise ont prescrit l'obéissance aux autorités, c'est parce que cette subordination politique perd son importance par rapport à la valeur suprême, qui est le salut spirituel. Lorsque la société devient égalitaire, le christianisme devient lui-même un ferment démocratique et à la théologie de l'obéissance succède celle de la libération. La différence sociale, jadis ressentie comme un fait de nécessité, est maintenant ressentie comme une différence en valeur, qui prime toutes les autres. D'où la querelle qui renaît aujourd'hui à propos de la sélection scolaire : l'enseignement doit-il favoriser l'égalité ou promouvoir la différence?

II - La deuxième modernité

Avant de sombrer dans la guerre et le totalitarisme, l'Europe s'offre le luxe d'une époque que les uns qualifient de belle, les autres de folle, et qui nous apparaît aujourd'hui d'une extraordinaire fécondité. En France, c'est d'abord l'illumination de l'impressionnisme, dont les œuvres dispersées à travers le monde (car la bourgeoisie française n'en avait pas voulu) évoquent une Renaissance aussi riche que celle du *Quattrocento*. Mais c'est à Vienne, et plus largement dans le cercle culturel germano-tchèque, où s'est regroupée une élite juive extraordinairement cultivée, que s'affirme la critique des valeurs et des formes établies, en même temps que s'ébauche ce qui fera la science et la culture de la seconde moitié du XX^e siècle. Tout, ou presque, nous vient de là : la relativité généralisée, la psychanalyse, la linguistique structurale, le néo-positivisme, l'épistémologie contemporaine et une grande partie de notre économie politique. Quelques noms, en vrac : Freud, Einstein, Kafka, Musil, Schoenberg, Webern, Berg, Popper, Hayek, Schampeter, Polanyi... De cette fantastique explosion intellectuelle, impossible de rendre compte en quelques mots. On peut seulement évoquer les traits caractéristi-

Yves Tanguy "L'orage 1926" la révolution surréaliste

en face de notre double. La culture moderne ne s'est pas contentée d'abolir les différences qui figeaient et quelquefois étouffaient les individus et les groupes, elle abolit aussi ces différences, ces bi-polarités qui, selon Lévi-Strauss, structurent toutes les cultures. Un exemple contemporain nous en est fourni par l'affaiblissement de la distinction masculin-féminin qui, chez la plupart des peuples, n'était pas seulement une distinction sexuelle, mais une distinction culturelle marquée dans les moeurs, les outils et jusque dans la langue. D'où l'ambiguïté du féminisme : revendication d'égalité, est-il aussi une revendication de la différence, ou bien, en assimilant les comportements féminins aux comportements masculins, en faisant des femmes des travailleurs et des consommateurs, à l'instar des hommes développe-t-il cette indifférenciation où disparaîtra une bi-polarité fondamentale, une double identité qui était une pièce maîtresse des cultures traditionnelles et de la culture occidentale

ques de la naissance de la seconde modernité.

Ce qu'on appelait à Paris la "belle époque" (opérette, french-cancan et valse viennoise) paraissait d'autant plus belle à ceux qui en profitaient qu'ils la sentaient condamnée. Le sentiment de la décadence, si fort déjà chez Nietzsche, se trouve exaspéré par l'atmosphère désuète de la Vienne impériale, où des officiers aux uniformes baroques valsent sur des airs de Strauss tandis que les nationalités revendiquent leur droit à l'existence et que le prolétariat s'amasse dans les banlieues. Rien n'affine autant la perception que de tels écarts culturels, et celui-là rappelle le contraste qui, au XVIII^e siècle, opposait à une aristocratie condamnée, les forces montantes de l'intelligentsia et de la bourgeoisie. Perception à la fois esthétique et intellectuelle d'un monde qui "danse sur un volcan", d'une société exquise, dominée par *das Gleitende* (ce qui glisse, l'effet de surface).

Dans une telle société, la culture prend de la distance et acquiert une vision extra-lucide. Kafka, juif de Prague qui écrit en allemand, éprouve au maximum le sentiment d'un isolement coupable au sein d'un système anonyme et bureaucraté (car l'Empire est une vaste bureaucratie). Le personnage central du *Procès* est déjà l'anti-héros que nous présenteront le roman et le cinéma des années 1950, être falot, traqué par une fatalité sans nom, et dont le propre nom s'arrête à l'initiale: Joseph K... Des groupes occultes et terrifiants, des appareils monstrueux de torture, annoncent l'ère prochaine de la violence totalitaire et du camp de concentration. Non loin de là dans l'espace et dans le temps, Robert Musil consacre son roman à l'homme sans qualités, sans particularités, (*Der Mann ohne Eigenschaften*) -emblème de la conscience anonyme flottant dans cette société heureuse et décadente, qui annonce l'individu sans visage, "sans appartenance" (G. Mendel), l'individu conforme de la société de masse. Au passage, notons l'importance du roman dans le renouvellement de la modernité. L'œuvre de Stendhal exprime la revendication montante de l'*Ego* contre la restauration cléricale. Flaubert fait du style l'arme absolue contre la bêtise et la laideur moderne. Le réalisme, le "vérisme" romanesque, de Balzac, plus tard de Zola, est l'instrument de la révélation d'une société à elle-même, instrument unique à une époque où le journalisme est d'opinion plus que de reportage, et où l'image (photo, cinéma, télévision n'en est qu'à ses débuts). Cette révélation critique de l'égoïsme, de la turpitude, des nouveaux esclavages, contribue à dissoudre les valeurs et les ordres établis. On le verra bien vers 1900, dans ce choc décisif qui se produit autour du Capitaine Dreyfus, entre les tenants des valeurs traditionnelles de la communauté et ceux qui défendent la vérité et le droit d'un seul à obtenir justice. Le roman a un siècle d'avance sur la sociologie; il rend compte de la dissociation qui s'opère entre l'individu et sa communauté puisque le *moi* y est vu et décrit comme un *autre* ("Je est un autre" avait dit Rimbaud).

Cette dissociation, cette distanciation du moi se traduit en morale et en psychologie. Les bases du comportement apparaissent sous une lumière crue dans une

époque qui, doutant d'elle-même, se sent vouée à la catastrophe. Face à la société décadente, le moi s'affirme de façon outrée, cynique. La première réaction est libertaire: l'individu veut se dégager des contraintes. Un nietzschéisme vulgaire envahit l'Europe de la fin du siècle, lorsque nihilistes russes, anarchistes et terroristes de tous les pays lancent leurs bombes contre les rois et les politiciens (l'une d'entre elles, à Sarajevo, en juin 1914, va être l'occasion du déclenchement de la Grande Guerre). Mais ce déchaînement de désespoir et de colère est ambivalent: le révolté solitaire se raccroche vite à des communautés, et des identités qu'il récupère et parfois reconstruit. Ainsi, en France, Maurice Barrès, après avoir fait l'apologie de l'*Ennemi des lois* (1892), célèbre la Lorraine et cherche à mobiliser "l'énergie nationale". Sa devise: "Reprendre la terre enlevée", ne vaut pas seulement pour les provinces perdues, mais pour tout ce mouvement qui vise alors à retrouver une identité collective, une patrie. L'exemple le plus frappant est celui de Théodore Herzl, car le sionisme aussi fut inventé à Vienne. Herzl jeune est un *dandy*; le dandysme est arrivé de Londres vers 1830, comme une provocation affectant l'indifférence et il restera longtemps un ingrédient de la modernité. Mais bientôt, Herzl, confronté avec le fanatisme antisémite, prend conscience à Paris de sa judaïté, lors de la condamnation d'A. Dreyfus, et devient le promoteur du retour des Juifs en Palestine. Comme tant d'autres, il passe de l'exaltation du moi aux retrouvailles avec le fondamental, la communauté nourricière, la langue de l'ancienne et de la future patrie. Oscillation constante entre l'individu révolté et la communauté perdue. Celui qui fut sans doute le plus grand visionnaire de la modernité, le poète allemand Hölderlin l'avait annoncé dès le début du siècle: les dieux ont quitté les hommes après s'être mêlés à eux. Dieu lui-même est remonté au ciel: "Le Père a détourné des hommes son visage." Il ne reste plus qu'à regagner notre foyer, notre patrie (*Heimkehr*), à réintégrer notre "natal", car "ce qui est proche, cela aussi doit être appris", lorsque la science, la technique, l'industrie, la ville détruisent les liens charnels et spirituels qui unissaient les hommes à leur terre, à leur travail et à leur habitat.

"Vivre en artiste", cette devise caractéristique du dandysme, que Herzl avait faite sienne, exprime un mouvement qu'on retrouve au même moment en France chez Barbey d'Aurévilly et Barrès. L'art, en ce début du XX^e siècle, prend une importance décisive, particulièrement la peinture et la musique. Les formes classiques sont décomposées, une expression radicalement nouvelle apparaît, qu'on ne sait pas nommer: formalisme, abstraction, expressionnisme, cubisme... Le tableau prend son autonomie à l'égard du sujet; le véritable "sujet" devient la peinture, ou le peintre lui-même, comme disait Bonnard. Entre 1880 et 1900 naissent en Europe une foule d'artistes dont les chefs d'œuvre s'accumulent à partir de 1910, et dont beaucoup ont l'âge de mourir à la guerre.

Science et commerce ont désenchanté le monde et l'on cherche dans l'art un substitut de la religion pour le

Picasso "Guernica" - 1937 - la cruauté, l'ignominie vont déferler sur l'Europe.

régénérer. L'esthétisme n'est pas seulement une façon de rejeter la société bourgeoise et de "snober" les "philistins", il devient la voie d'une nouvelle morale et d'un nouveau civisme. "J'ai considéré depuis ma jeunesse la chose esthétique comme une éthique" dit Musil. Le folklore accompagne la renaissance des nationalités, comme le sport naissant, qui est une esthétique du corps : régionalisme littéraire en France, sociétés de gymnastique et cercles culturels chez les peuples opprimés d'Europe Centrale. Intégrer l'art à la vie moderne, restituer au peuple la beauté, inventer des formes révolutionnaires..., ces tentatives vont, de multiples manières, se conjuguer avec la politique : les futuristes se rallient au fascisme et beaucoup de surréalistes au communisme. Directions apparemment opposées, mais qui sont, au fond, les deux expressions d'une même mystique. Nietzsche, lui aussi, avait cru trouver dans la musique de Wagner la révélation du monde nouveau.

Cependant, dans ce fossé qui se creuse entre l'individu et la société, entre l'individu et lui-même, resurgissent des croyances et des signes oubliés. L'esthétisme ne mène pas qu'à la nation, il ramène certains à la religion. "Ah ! qu'on est bien sous la plainte éternelle de chants latins" s'écriait Barrès. Paul Claudel, disciple de Rimbaud, retrouve la foi en 1886 à Notre Dame de Paris. Charles Péguy, socialiste, se convertit lui aussi. Huysmans passe de l'amour des cathédrales à la dévotion, Léon Bloy fulmine des anathèmes contre les riches et les bourgeois. Dans cette première décennie du XX^e siècle, la Russie connaît ses "années d'or" avec une floraison de penseurs et d'écrivains mystiques et populistes... Ainsi la deuxième modernité connaît-elle le même retour du religieux qui avait suivi la première. Lorsque l'individualisme se déchaine, s'affirme le besoin de revenir à la fois

des ancêtres, de retrouver le vieux monde de la fidélité, des vertus solides, le monde où l'on abattait joyeusement sa besogne. "Je voudrais bien savoir pourquoi les gens ne chantent plus," dit un personnage de Claudel. C'est qu'avec la culpabilité et l'angoisse du lendemain, l'ennui (le *spleen* de Beaudelaire), la tristesse de la solitude accompagnent l'inexorable progrès de la modernité.

A la même époque, à Vienne, le docteur Freud explore les profondeurs de l'inconscient et fait voir au travail les pulsions (*Trieb*) de vie et de mort. Freud reste un bourgeois puritain et il n'a rien d'un fasciste ni d'un révolutionnaire, mais ce qu'il met à jour -et que, d'une certaine façon, il cherche à soigner et à canaliser- c'est la montée sauvage de forces trop longtemps refoulées. L'éruption qui couve n'est pas seulement celle de la Grande Guerre, mais celle des révolutions qu'elle déchaîne et des violences qui les accompagnent. L'enrôlement des instincts, le conditionnement des réflexes, la manipulation des consciences par la propagande ne sont pas loin. Dans cette Vienne où mûrissent les plus grandes découvertes du siècle, rôde un individu halluciné par les pires fantasmes, qui s'appelle Adolf Hitler. Comment comprendre que la plus haute culture d'élite ait pu ainsi voisiner et parfois composer avec la barbarie de masse ? Théophile Gautier avait dit : "Plutôt la barbarie que l'ennui ! Le XX^e siècle ne va pas s'ennuyer. Il faut convenir que lorsque fanatismes et totalitarismes déferlent sur l'Europe de l'entre-deux guerres, une partie importante de l'intelligentsia européenne, "fait à l'humain un accueil non dépourvu de chaleur".

III - La fin de l'humanisme

L'humanisme moderne est mort en deux phases, chacune marquée par une guerre mondiale. La première va de 1914 à 1953-56 ; la seconde, de 1939 à nos jours. (Une

phase historique montante, recouvre un moment, comme une vague, la phase descendante : la période 1939-1956 prolonge la précédente et commence la suivante). Deux guerres mondiales (environ 60 millions de morts) sanctionnent le bond inouï que la modernité vient d'exécuter.

La guerre de 1914 déchire en deux cette modernité : les forces de l'organisation et de la technique submergent celles de la raison, de la science, qui pourtant les avaient engendrées ; le fanatisme national se retourne contre le grand mouvement de libération, qui pourtant l'avait engendré. Il devient impossible d'adorer le progrès... Ce conflit gigantesque nous frappe par son absurdité et des peuples réconciliés ne comprennent plus aujourd'hui comment ils purent se massacrer pour quelques km². Mais il ne faut pas juger l'histoire, -du moins pas avant d'avoir essayé de la comprendre-.

La démocratie n'avait pas cessé d'intégrer des masses croissantes à la politique et à la production. L'ère des foules, annoncée par Lamartine, est là, -des foules de plus en plus sensibilisées par l'information et la propagande, des foules passionnées par les grandes causes et enrôlées dans les armées populaires, alors que naguère quelques minorités seulement participaient à la vie publique et allaient combattre aux frontières. Parallèlement, l'individualisme montant suscitait des retours vers la religion et la patrie. A l'appel de la liberté ne se levaient pas que des individus en révolte, mais des groupes ethniques et sociaux qui rejetaient la tutelle et l'humiliation. D'où les guerres de classe, les guerres civiles, les guerres nationales. Enfin, les techniques nouvelles fournissaient aux Etats les moyens d'étendre leur puissance à l'extérieur (colonisation) et de se mesurer entre eux. La Grande Guerre révèle le divorce entre la Raison libératrice, pacifique et progressiste, et les forces que cette Raison avait suscitées. Elle fut ressentie comme le suicide de l'Europe.

Celle-ci est alors entrée dans des convulsions dont elle sort à peine. En pleine guerre (1917), la Révolution bolchévique prend le pouvoir en Russie : combinaison du marxisme avec un léninisme qui applique à la révolution une stratégie militaire. De là, le communisme passe en Chine où il triomphera trente ans plus tard. En 1933, le nazisme triomphe en Allemagne et, dès lors, la plus grande partie de l'Europe continentale se trouve la proie de dictatures fascistes ou fascisantes. En 1936, le soulèvement franquiste s'attaque à la République espagnole et commence une guerre civile qui préfigure la Deuxième Guerre Mondiale.

L'histoire culturelle n'avance pas au même rythme que l'histoire politique. Tantôt elle précède et tantôt elle retarde. La farce du lycéen Jarry, *Ubu Roi*, date de 1888. Sous forme grotesque, on y trouve préfigurée, dans son absurde cruauté, l'ignominie qui, dans quelques années, va déferler sur l'Europe. Les premiers tableaux cubistes de Braque et Picasso datent de 1910. En 1907, Rouault dessine *l'Accusé* ; en 1912, le *Pédagogue étranglant un enfant* ; 1918, le *Juif errant*, figures éminentes de la

seconde modernité (3). La Grande Guerre, césure sanglante de l'histoire politique, ne marque pas de rupture dans l'art nouveau, qui, d'une certaine façon, l'annonçait. Cependant, une part de la littérature se radicalise : avec le dadaïsme (Tristan Tzara) qui naît en pleine guerre, puis avec le surréalisme, on assiste à un phénomène comparable à celui qui s'est produit, dix ans plus tôt dans la peinture ; l'effort pour briser les formes établies s'attaque au langage : le discours conscient laisse place au cri et au discours refoulé du rêve et de l'inconscient. Mais la volonté de libération rencontre ici plus de difficultés. Lorsque Picasso dessine une figure avec deux nez ou trois yeux, celle-ci surprend, choque, mais elle signifie. En revanche, la décomposition du langage conduit à l'incommunication.

La modernité bute ici contre un obstacle qu'elle n'est pas encore arrivée à contourner : pour dire le non sens, encore faut-il une phrase qui ait du sens. La négation du sens, dès lors qu'elle prend une forme esthétique, dès lors qu'elle s'incarne en peinture ou en littérature, témoigne pour le sens. C'est pourquoi, sans doute, la subversion qu'apporte le surréalisme, si forte soit-elle (on la retrouvera sur les murs de Mai 68), ne se contente pas de la littérature et débouche, au moins partiellement dans la politique : une grande partie des surréalistes passent au communisme, dans l'espoir que la révolution qui brille à l'Est accomplira cette liberté totale dont ils rêvent. L'Europe est alors agitée de furieuses passions que la grande dépression américaine (1929), transformée en crise mondiale, porte au paroxysme. Des forces religieuses surgissent de partout ; l'espérance du salut répond à l'angoisse de la catastrophe. La question du pourquoi vivre, combattre, mourir ?- est descendue dans la rue.

Celui qui exprime le plus intensément cette tragédie, et qui même l'anticipe, c'est André Malraux. Dans *La tentation de l'Occident*, il montre l'esprit européen délivré de la tutelle céleste, portant son énergie vers la maîtrise du monde à l'opposé de la sagesse orientale, contemplative, passive. "Au cœur de l'homme européen, dominant les grands moments de la vie, est une absurdité essentielle." *Absurdité*, voilà le mot lâché en 1926, -absurdité d'une action qui se sait vaine parce que condamnée à poursuivre un but inatteignable et à détruire par sa frénésie les valeurs qu'elle voudrait accomplir. Mais il n'y a pas de pause possible parce que ce qui nous fait agir, au delà des buts, des valeurs, des grandes causes, c'est cette donnée essentielle de la condition humaine qu'énonçait Pascal, mais qui devient intolérable aux modernes qui n'ont plus de recours dans l'au-delà : l'homme est un animal qui sait qu'il doit mourir. L'héroïsme, la révolution sont, comme l'art, les seules façons qui nous restent de résister à la mort. Malraux place dans une lumière éblouissante ce thème fondamental de la deuxième modernité, déjà orchestré par Barrès, par Thomas Mann, et que le jeune Camus, d'abord disciple de Malraux, va bientôt reprendre : comment se résigner à mourir lorsqu'on est séparé de sa communauté ? L'individu vivant organise autour de lui le monde nouveau, mais que signifie sa mort lorsqu'il ne croit plus en Dieu et que

le groupe ne porte plus son souvenir ? Pour valoir, les valeurs doivent durer plus longtemps qu'une vie. C'est à quoi répondait Auguste Comte avec son Grand Etre et Maurice Barrès lorsqu'il se donnait pour but de "collaborer à quelque chose qui me survive". Mais quelle survie peut-on espérer dans une société obsédée de nouveautés, dans une famille qui se réduit au couple conjugal ? De cette anxiété naît le sentiment de l'absurde. Se battre et mourir pour "ce qui n'existe pas", il n'y a rien de mieux à faire et c'est là qu'on trouvera, peut-être la mort, en tout cas l'oubli de la mort dans la "fraternité virile", avec les humiliés, dans leur révolte qui n'aura pas de fin.

L'histoire est le suprême recours de ces idéologies militantes. Elle donne le sens, elle garantit la récompense finale. Mais, s'il y a un sens collectif, comment admettre que la mort vienne le détruire pour chacun ? André Malraux, dans *Les Noyers de l'Altenburg*, formule superbement cet ultime appel à une rationalité salvatrice : "Si le monde a un sens, la mort doit y trouver sa place, comme dans le monde chrétien. Qu'on l'appelle Histoire ou autrement, il nous faut un monde intelligible. Que nous le sachions ou non, lui seul assouvit notre rage de survie."

Dans *Les Conquérants*, le procès de Garine préfigure celui de *l'Etranger* d'Albert Camus : il assiste à cette comédie comme si elle ne le concernait pas. Je est un autre. L'homme moderne est devenu étranger à lui-même. Le processus de distanciation, de dissociation aboutit à cet ultime dédoublement. On se regarde, on se mire, on s'admire : le narcissisme devient l'élément dominant de la société contemporaine. Mais, lorsque Malraux écrit ses romans, les grandes idoles de la modernité sont encore debout, réclamant des sacrifices de masse. Nul ne peut se soustraire à l'histoire, même s'il la juge insensée, et le meilleur choix est encore de "faire la guerre sans l'aimer".

Malraux, lui aussi a effectué le parcours complet de la deuxième modernité : du dandysme à l'engagement, puis retour à l'esthétique. Ce sera aussi le parcours de Camus. Le sentiment de rupture entre le citoyen et la cité, entre l'individu et sa culture, ses institutions, qui envahit l'Europe à la fin du XIX^e siècle, s'approfondit chez nous en conscience d'une rupture métaphysique entre l'homme et le monde, à laquelle s'attache le mot *d'absurde*. Dans les deux années qui précèdent la dernière guerre, Jean Paul Sartre et Albert Camus expriment par un roman (*La nausée*, *l'Etranger*) cette vision du monde qu'on appellera plus tard existentialisme. Malraux avait lancé le mot *absurde* mais il ne s'y était pas attardé : "On peut vivre en acceptant l'absurde, on ne peut pas vivre dans l'absurde." Affirmation incontournable, sauf par le suicide. Mais la modernité se rétablit au bord du nihilisme : le refus lucide du sens global, du sens imposé, fondé, pour chacun, la vie qu'il choisit. "Exister le plus possible en analysant le plus possible", cet impératif de *l'homme libre* de Barrès sera celui de Malraux, de Camus, de Sartre. Exister contre la mort, dit Malraux, avec tout ce qui nous aide à "nier notre néant". Exister par la révolution, même si

Eugène Ionesco "*La cantatrice chauve*"
- 1952 - Théâtre de la Huchette. Un théâtre de l'absurde.

l'on y croit plus, parce qu'elle est la figure de cette révolte dont Camus fait l'éloge, -révolte solidaire, qui oppose le "nous", aussi bien au "moi" exalté des nihilistes qu'aux forces collectives d'oppression.

Sartre et Camus sont devant la même question que Malraux, question philosophique et morale, où nous retrouvons le dilemme de la modernité : comment exister à la fois pour soi et pour autrui ? car si l'on n'existe que pour soi, tout est permis, le meurtre et la domination sans frein. "Que faire d'une âme s'il n'y a ni Dieu ni Christ ?" demande Malraux. Et Camus : "Comment être un saint sans Dieu ?" En effet, comment remplacer Dieu ? Par une morale de l'humanité, répondaient les premiers modernes. Mais lorsque les valeurs se nient elles-mêmes, lorsque la réalité les bafoue, comment arrêter la barbarie ? Camus donne la même réponse que Malraux : c'est la révolte qui relie les hommes et reconstruit la culture, l'art, la société, contre les forces du néant... Cette réponse est celle de la deuxième modernité qui, devant la chute des grandes idoles carnivores, prend conscience de sa fragilité et de ce que son salut repose sur sa capacité de recréer sans cesse ses valeurs et ses institu-

tions, de relancer sans cesse la démocratie. Sartre, lui, cherche à articuler la liberté individuelle sur la révolution collective : son effort pour concilier existentialisme et marxisme s'effondrera avec la révélation des horreurs du stalinisme (1953-56).

La mort de Sartre (1980) signe la fin d'une tentative héroïque pour sauver du désastre les grandes valeurs de la modernité : progrès, sens de l'histoire, émancipation des travailleurs... et pour réconcilier les libertés désorbitées avec les déterminismes collectifs. L'existentialisme, d'abord reçu comme une subversion de l'ordre établi, était bien un humanisme, ainsi que le proclamait Sartre en 1947, c'est-à-dire un effort pour sauver la conception classique de l'homme, sujet libre et raisonnable, du naufrage où l'avaient entraîné les totalitarismes, les camps de concentration, et une nouvelle guerre de cinq ans que terminait en apothéose la bombe atomique d'Hiroshima.

IV - Nihilisme et non-sens

Le surréalisme avait été récupéré par la littérature et par la politique. Les surréalistes voulaient faire "une révolution", changer le monde ; ils prêchaient, injuriaient, prophétisaient, ils étaient possédés par la passion de communiquer. Avec Eugène Ionesco et Samuel Beckett, au lendemain de la Deuxième Guerre, nous avons à faire à tout autre chose : c'est le langage qui est en cause, c'est la communication qui est impossible. Tant que l'homme parle, il s'inscrit, bon gré mal gré, dans une rationalité, et, qu'il suive les règles ou les conteste, il énonce toujours les valeurs. Quelle que soit sa violence, son ignominie, l'homme qui parle est pris dans un échange de significations : on l'entend, on lui répond, et, s'il n'entend pas lui-même, les mots qu'il énonce peuvent se retourner contre lui. Les coups les plus durs contre les valeurs bourgeoises portés par les surréalistes, les communistes, les personalistes et les existentialistes, le sont au nom d'une humanité idéale contre ceux qui l'asservissent et l'atrophient. A partir des années 50, ce ne sont plus les valeurs établies qui sont attaquées au nom des valeurs supérieures, ce ne sont plus des significations fausses ou aliénantes, au nom d'un sens global, mais le principe même du dévouement aux valeurs et le pouvoir même de désigner, exprimer, communiquer. Cela s'est fait en deux temps, et la littérature, une fois de plus a devancé la théorie : d'abord le "théâtre du non sens" où nous retenons Ionesco et Beckett ; ensuite le structuralisme de Claude Lévi-Strauss et Michel Foucault.

Comme chez Malraux, le mort hante les œuvres de Ionesco et de Beckett. Comme dit Béranger, le héros favori de Ionesco : "Nous *pourrions* tout supporter si nous étions immortels. Je suis paralysé parce que je sais que je vais mourir. Ce n'est pas une idée neuve, c'est une vérité qu'on oublie afin de *pouvoir* faire quelque chose. Mais je ne *peux* plus faire quelque chose, je veux guérir de la mort." L'impossibilité de *pouvoir* succède, après vingt ans de terreur et de massacres à l'exaltation de l'*agir*. L'homme moderne achève de se déréaliser. Ou bien il flotte en l'air, comme chez Ionesco, ou bien il s'enfonce dans la terre, comme chez Beckett. De même les objets

perdent leur matérialité, ils prolifèrent (Ionesco) ou se réduisent à rien (Beckett) dans une nature qui devient le désert. Ce n'est donc plus tel élément de la réalité qui est nié, mais le monde entier comme réalité. Le monde devient illusoire, envers d'un autre monde, d'un anti-monde (Ionesco) dont il nous donne une vague idée. Inversion totale : Beckett décrit la vie comme si elle était la mort, champ de carnage, damnation terrestre. "Je débouchai, vagissant, en plein ossuaire", voilà comment un de ses personnages décrit sa naissance.

La question du sens est une question grotesque dans un monde de forçats et de larves (4) ; il faut l'expulser, la retourner au Créateur supposé nous avoir infligé l'existence, car la culpabilité, comme la vie, est inversée : le pêché originel, c'est Dieu qui l'a commis en fabriquant un homme qui n'est pas à la mesure du monde, un homme qui ne parvient pas à se supporter lui-même et qui disparaît sous le poids de la souffrance et de l'insignifiance. "Ne vous occupez pas de moi. Je n'existe pas. Le fait est notoire." Cette phrase humoristique signe l'acte de décès du sujet : l'individu, après cette formidable ascension de deux siècles, qui l'a porté au comble de la puissance, retombe sur lui-même comme un ballon dégonflé.

Ionesco et Beckett ont écrit ce que le premier a justement nommé des "Tragédies du langage". C'est bien le pouvoir de parler et d'entendre qui est en question. Les premières pièces de Ionesco nous montrent des gens qui poursuivent, chacun pour son compte, des monologues qui s'entrecroisent comiquement. Le débat, jadis porté par le discours, se concentre maintenant sur le discours lui-même, que le théâtre fait apparaître comme une mécanique dépourvue de toute autre signification que le besoin angoissé de parler pour se persuader qu'on existe encore. "Que voulez-vous, Monsieur, ce sont les mots, on n'a rien d'autre." (S. Beckett). Mais ces mots ne m'appartiennent pas, "je suis fait des mots, des mots des autres". D'où cet effort qui pousse Winnie à soliloquer tandis qu'elle s'enfonce lentement dans le sable. La "dé-signification" complète aboutit au règne incoercible du langage, à un flux verbal traversé de calembours et de bafouillages. La "communication", dernière idole de nos contemporains, se boucle sur elle-même, et l'on n'en finit plus de parler pour ne rien dire.

Les valeurs protégeaient l'image de l'homme ; le langage l'exprimait. Mais le soupçon porté par la pensée du XIX^e siècle sur les valeurs dominantes n'a pas cessé de s'étendre et il a reçu un double renfort : de la littérature, qui substitue aux "personnages" des êtres sans qualités, sans consistance, sans représentation ; puis des sciences de l'homme qui "déconstruisent" l'édifice humaniste où il s'était logé. Les valeurs sont, certes, des abstractions, mais on y vient à travers des modèles vivants, des exemples grandioses. C'est pourquoi la chute du héros a des conséquences si graves sur les mœurs, et la déchéance du personnage signale le déclin de la personnalité. Dans ce théâtre du non sens, comme dans le "nouveau roman" (Robbe-Grillet, Duras, Butor, etc...) qui se manifeste

après 1950, les valeurs disparaissent avec le sens. L'homme continue de parler, mais il ne dit plus, il est dit.

La pensée de ces trente dernières années tourne autour du langage. Elle prétend que tout est discours, et c'est dans "l'ordre du discours" (Roland Barthes) qu'elle cherche la vérité, un ordre imposant et imposé. C'est que, depuis quelque temps déjà, la linguistique a fait d'énormes progrès. Avec F. de Saussure, elle a inversé l'approche du langage : on n'y cherche plus le rapport du signe à la signification, mais la fonction du signe, qui s'identifie par différence avec les autres signes, et non plus par quelque rapport essentiel avec le "signifié". Celui-ci n'est plus que la "fumée" du signe. Cette structure linguistique, Lévi-Strauss l'applique à l'ethnologie et conçoit la culture comme un système fermé, à l'instar de la langue, où s'échangent des biens et des signes. Dès lors, sous des formes différentes, on aperçoit toujours les mêmes besoins, les mêmes désirs, la même histoire bouclée sur elle-même. Par là, le sens apparaît comme expression d'une réalité signifiée ; le sens est une "saveur" (Lévi-Strauss), qui dénote l'articulation d'un discours, et les signes circulent non point en fonction de leur "contenu" mais d'un échange généralisé indispensable à l'équilibre et à la perpétuation des sociétés.

La "mort de l'homme" que proclame un peu plus tard Michel Foucault, cela veut dire l'écroulement d'une construction bourrée de significations prétentieuses où "l'homme", cette invention de l'humanisme, croyait pouvoir s'abriter indéfiniment... On dirait que l'époque accumule les faire-part de décès : après la "mort de Dieu" et la "mort de l'homme", c'est la mort de l'humanité, de l'univers culturel, qu'annonce Lévi-Strauss en terminant son œuvre magistrale par le mot "rien". Ainsi la modernité, dans son effort héroïque pour démasquer toutes les illusions et expliquer la totalité du monde, aboutit à ces arrêts de mort. L'humanité, selon Lévi-Strauss, ne survivait qu'en se racontant des histoires (car c'est cela l'histoire). Dès lors que l'explication structuraliste éclaire cet espace d'illusion, la culture et l'art sont condamnés à l'asphyxie. La vérité, comme le craignait Renan, est triste : en liquidant le mensonge, elle a liquidé la vie.

"Partout de la neige, la vie est muette ici ; les dernières corneilles dont on entend les voix coassent : "A quoi bon ? En vain ! Nada ! Rien ne pousse et ne croît plus ici." (F. Nietzsche).

Nietzsche frappe la modernité en plein cœur, dans sa prétention d'augmenter indéfiniment ses connaissances et sa puissance sans s'interroger sur les buts. Il pressent le moment où la science, parvenue à sa limite vaine, laissera aux hommes un monde glacé. Le moderne, qui croyait avoir tout expliqué découvre une faille dans l'explication, et l'édifice entier s'effondre, rien n'a plus de sens : "Ce que toutes ces imaginations ont en commun, c'est que quelque chose doit être atteint par le processus lui-même, - et maintenant, on comprend que rien n'est visé, rien n'est atteint par le devenir." (F. Nietzsche). Telle est la genèse du nihilisme, sur lequel pourra se dresser le surhomme, créateur de ses propres valeurs... Nietzsche

ressuscite les valeurs car il sait que les hommes ont besoin de ces scaphandres mythiques pour survivre ; il faut savoir accepter l'illusion et la transfigurer. Ainsi, par anticipation, Nietzsche répond à Lévi-Strauss qui ne voit dans les valeurs que des "contraintes dont les hommes se servent pour penser", et un formidable dialogue s'engage ainsi par dessus notre siècle.

Le trajet culturel de la deuxième modernité recoupe son trajet matériel, en ceci que les valeurs fondatrices laissent place au doute, au cynisme et finalement à la négation, théorique et pratique. Péguy l'avait annoncé : l'humanité moderne avance désormais sur un seul front, "il n'y a plus d'humanité de réserve". Qu'était-ce donc que le Mouvement ouvrier, sinon une réserve de valeurs prêtes à se substituer aux valeurs établies ? Mais sa valeur fondatrice, le travail manuel, n'a plus grande importance aujourd'hui, et le Mouvement ouvrier décline. Dans la société globale, les valeurs se diluent en modes successives...

Est-ce pour autant la fin du monde ? Une société, telle que nous l'entendons, ne peut subsister sans un minimum de "transcendance sociale". De fait, cette transcendance n'est plus assurée, ni par la divinité ni par les valeurs, ou le sens de l'histoire, qui lui ont été substitués. Les Etats-Unis, eux, ont la chance d'asseoir leur vie publique sur une religion civile, un christianisme édulcoré et optimiste. L'Europe, qui n'a pas cette facilité, se trouve confrontée à la crise des valeurs, à la baisse de son espoir, de sa confiance. Sa culture est enfin mise en demeure de répondre à la question posée à l'aurore de la modernité : comment remplacer Dieu sans fabriquer des idoles ?

Jean-Marie DOMENACH

(1) *L'expression est de Durkheim.*

(2) *Le puritanisme atteint son apogée en Grande Bretagne au temps de la reine Victoria.*

(3) *La première et la dernière évoquent Kafka. Le deuxième annonce La Leçon de Ionesco (1950).*

(4) *Dans Fin de Partie, les deux compères s'esclaffent à l'idée qu'ils pourraient "signifier quelque chose".*

Bibliographie :

Carl E. Schorske : *Vienne, fin de siècle* (Seuil)

Kafka : *Le Procès* (Gallimard)

J.P. Dupuy et Paul Dumouchel : *L'enfer des choses* (Seuil)

Louis Dumont : *Essais sur l'individualisme* (Seuil)

Ivan Illich : *Le Genre vernaculaire* (Seuil)

Robert Musil : *L'homme sans qualités* (Seuil)

J.M. Domenach : *Maurice Barrès* (Seuil), *Le retour du tragique*

Georges Steiner : *La Culture contre l'homme* (Seuil)

Gilles Lipovetsky : *L'Ère du vide* (Gallimard)

Albert Camus : *L'Homme révolté* (Gallimard)

Eugène Ionesco : *Le Piéton de l'air* (Gallimard) :

La Cantatrice chauve, La leçon (Gallimard)

Samuel Beckett : *O les beaux jours* (Minuit)

Michel Foucault : *Les Mots et les Choses* (Gallimard)

Claude Lévi-Strauss : *Final de l'Homme nu* (Plon)

REFERENCES ET ORIENTATION

Nietzsche, qui a proclamé "la mort de Dieu" (la mort de la religion commune, publique, en Europe occidentale), constate que les valeurs qui ont pris sa place au cœur de la société sont en train de dépérir : la critique moderne les met à nu, elle montre qu'elles ne sont qu'alibis et faux semblants.

La destruction des valeurs, le doute porté sur le sens de la vie produit ce nihilisme dont Nietzsche nous donne l'analyse psychologique et philosophique. Le nihilisme conduit à la haine de soi et du monde : au désespoir ; au terrorisme. Le nihilisme est la maladie de la conscience européenne depuis la fin du XIX^e siècle. (F. Nietzsche : "Le nihilisme européen".)

*
* *

Le moderne se veut toujours contemporain, en rupture sans cesse renouvelée avec l'ancien. C'est à Vienne, dans la dernière décennie du XIX^e siècle et dans la première du XX^e, que se dessine le plus nettement cette volonté de rompre avec l'histoire afin de créer, dans tous les domaines, un style *moderne*. Mais il n'est pas facile de congédier le passé. Il faut bien puiser aux formes anciennes (que de réminiscences archaïques, voire égyptiennes, dans l'art des modernes viennois !) et la succession des modes fait que l'histoire s'emballa.

Cette accélération du rythme de l'histoire pose un problème difficile à l'architecture, art lourd, non seulement par la nature des matériaux et l'ampleur des constructions, mais parce qu'il est lié à des fonctions sociales qui ne se modifient pas assez vite. D'où l'embaras des grands architectes viennois, et particulièrement de Wagner (qui n'a rien à voir avec le compositeur). Au lieu de faire du "style" en dehors de la vie, Wagner va s'appliquer à inventer une architecture à la mesure de la ville, lieu vivant de la modernité. Ce sera la *Ringstrasse*. Rendre la ville belle et vivable à la fois, cette ambition a suscité plus de projets que de réalisations. L'urbanisme architectural n'est-il pas l'échec majeur de la modernité, en Europe du moins ?

*
* *

L'imagination utopique qui fleurit au XVIII^e et dans la première moitié du XIX^e (cf. l'architecture Ledoux et les penseurs Saint-Simon, Fourier, Cabet, etc...) semble se tarir ensuite. La réalité sociale impose son inertie, sa loi, et, parmi les grands romanciers de la modernité, on compte surtout des réalistes, en France du moins : Balzac, Stendhal, Flaubert, Maupassant, Zola...

*
* *

Nous l'avons dit : la modernité, c'est d'abord l'absence officielle de Dieu. Cette absence, les Eglises - surtout la catholique - ne s'y sont pas résignées tout de suite. D'où les luttes entre "laïcs" et "cléricaux" qui trouvent une expression aigüe en France, sous la forme de la "guerre scolaire" et du "modernisme" - condamné par Rome comme hérésie au début du siècle (les "modernistes" cherchaient à adapter l'exégèse et le dogme aux découvertes historiques et scripturaires). Puis est venu le retrait de l'Eglise, qui scelle la fin de la chrétienté, et l'esprit scientifique ne cesse de s'enfler, prenant la place laissée vide par l'esprit religieux. Robert Musil, romancier et essayiste viennois, perçoit parfaitement, dès le début de notre siècle, cette évolution qu'il déplore. Qui se substituera désormais à l'Eglise pour indiquer un sens ?

Le critique d'art français, Michel Seuphor, est du même avis que Musil. C'est une des réussites de notre époque que d'avoir rendu l'Art accessible aux larges masses. L'art serait-il donc, comme beaucoup le pensaient à Vienne et à Paris dans les années 1900, le véritable substitut de la religion ?

*
* *

Non loin de Vienne, à Prague, Franz Kafka a commencé des textes d'un ton nouveau, étrange, qui ne seront, pour la plupart, connus qu'après sa mort prématurée (1924). On peut considérer son roman *Le Procès* comme la peinture prophétique de l'univers de terreur qui, quelques années plus tard, va s'installer en Europe - terreur administrative, terreur en chapeaux mous. Joseph K., employé banal, est brusquement tiré du lit et décrété d'arrestation, puis relâché, mais toujours suspect. De quoi ? il l'ignorera jusqu'à son exécution...

La Grande Guerre survient. Elle aura un double effet : d'une part elle affaiblit l'Europe, matériellement et spirituellement ; d'autre part, elle enclenche le processus de décolonisation sur une terre dont plus de la moitié de la surface est aux mains de grands Empires. Ainsi la modernité, affaiblie en son foyer, est projetée aux quatre coins du monde. Ce mouvement, et les contre-coups qu'il provoque, ne cesseront pas jusqu'à nos jours.

La "révolution surréaliste" survient dans la suite immédiate de la Grande Guerre. Quelques-uns des plus grands poètes, artistes et penseurs ont pris conscience de la fragilité et de l'absurdité d'un système qui a produit le massacre de masse. Ils se déclarent en "état de fureur" et veulent faire passer dans la réalité le mot d'ordre poétique de Rimbaud : "changer la vie".

Le jeune André Malraux a commencé sa carrière littéraire dans un état d'esprit qui n'était pas loin du surréa-

lisme : vivre intensément et révolutionner le monde. Intensité et révolution, il va les joindre dans sa carrière à la fois littéraire et combattante. *La Condition humaine* (1933) et *l'Espoir* (1937) sont des livres prophétiques qui annoncent, à travers les combats de Chine et d'Espagne, la montée des totalitarismes. Mais, dès 1926, André Malraux avait livré l'essentiel de sa vision de la modernité : trente ans avant Michel Foucault, il annonce "la mort de l'homme" et la décomposition des idéologies. Voici l'heure de la confrontation décisive entre l'Occident et la mort - sa mort. Reste l'héroïsme, le combat - et l'Art auquel Malraux consacra plusieurs livres après la Seconde Guerre...

*
**

1938 : J.P. Sartre publie *La Nausée*. Son point de départ est celui de Malraux : l'homme vit dans l'absurde ; il est ce qu'il fait, et non pas ce qu'il cache. Au lendemain de la guerre, Sartre exprime dans une conférence retentissante les principes de son humanisme : "Nous n'avons ni derrière nous, ni devant nous, dans le domaine lumineux des valeurs, des justifications ou des excuses. Nous sommes seuls, sans excuses. C'est ce que j'exprimerai en disant que l'homme est condamné à être libre. Condamné, parce qu'il ne s'est pas créé lui-même, et par ailleurs cependant libre, parce qu'une fois jeté dans le monde, il est responsable de tout ce qu'il fait. L'existentialiste ne croit pas à la puissance de la passion. Il ne pensera jamais qu'une belle passion est un torrent dévastateur qui conduit fatalement l'homme à certains actes, et qui, par conséquent, est une excuse. Il pense que l'homme est responsable de sa passion. L'existentialiste ne pensera pas non plus que l'homme peut trouver un secours dans un signe donné sur terre, qui l'orientera ; car il pense que l'homme déchiffre lui-même le signe comme il lui plaît. Il pense donc que l'homme, sans aucun appui et sans aucun secours, est condamné à chaque instant à inventer l'homme".

De la solitude, de l'absurde, Albert Camus tire, en un premier temps, les mêmes conclusions que Sartre. Mais bientôt méditant sur Nietzsche, il construit (1951) une morale qui concilie révolte et fraternité. Il met en garde contre le nihilisme qui renaît dans la lutte révolutionnaire.

*
**

Un lycéen génial, caricaturant son professeur, Alfred Jarry, avait monté en 1888 une saynète qui deviendra *Ubu-Roi*. L'absurde y prend une tournure grotesque : comme plus tard dans la pièce de Camus, *Caligula*, on voit un tyran massacrer à tour de bras. Ce qu'on a appelé le théâtre du non-sens a son précédent dans cette farce prophétique : Ubu le roturier veut "tout changer", et il détruit tout.

Eugène Ionesco est venu de Roumanie à Paris avant guerre. Sa première pièce *La Cantatrice chauve* (1950)

stupéfie les spectateurs : des couples bavardent sans s'entendre, sans même se reconnaître. L'absurde, ici, désigne le langage. C'est la rupture manifestée entre le langage et le sens, rupture où vont s'engouffrer bientôt écrivains, critiques et anthropologues.

En même temps que Ionesco, Samuel Beckett (venu d'Irlande avant guerre, notez là aussi l'étrangeté) publie ses premières œuvres, sans succès. La représentation de *En attendant Godot* (1953), puis de *Oh les beaux jours* (1963) lui valent une notoriété qui ira jusqu'au prix Nobel. Dans *Oh les beaux jours*, Winnie, immobilisée dans le désert, parle, parle, cherchant à retrouver son passé, tandis que son vieux mari, lové dans un trou à quelques mètres de là, lui répond de temps en temps par un signe ou par des remarques saugrenues.

*
**

On aurait tort de croire que la seconde modernité se borne à la critique des valeurs et à l'exposition de l'absurde. Tout un courant, qui partage l'essentiel de cette critique, s'efforce d'opposer à la déchéance du monde moderne, les valeurs traditionnelles et chrétiennes : Maurice Barrès, Léon Bloy, Paul Claudel, Charles Péguy (1873-1914), socialiste, s'est converti au catholicisme. Comme Bloy, il vitupère l'argent qui a remplacé les maîtres de jadis, corrompu l'honneur du travail, ruiné les fidélités. Parce que Péguy est passé de mode, il convient d'autant plus d'écouter sa dénonciation, qui vise au cœur le monde moderne, fabricant de "petits bons dieux" : "Le monde moderne, l'esprit moderne, laïque, positiviste et athée, démocratique, politique et parlementaire, les méthodes modernes, la science moderne, l'homme moderne, croient s'être débarrassés de Dieu ; et en réalité, pour qui regarde un peu au-delà des apparences, pour qui veut dépasser les formules, jamais l'homme n'a été aussi embarrassé de Dieu".

Disciple de Péguy, Emmanuel Mounier reprendra ses malédictions contre l'argent, "misère du pauvre, misère du riche". Dans l'éditorial "Refaire la Renaissance" qui ouvre le premier numéro de la revue *Esprit* (octobre 1932), il appelle à la révolution au nom des valeurs, au nom du spirituel qui a été détourné par ses représentants et enrôlé dans le "désordre établi". Pour lui, "ce ne sont pas les masses qui font l'histoire, mais les valeurs qui agissent sur elles à partir de minorités inébranlables dans leur foi" (1934). Anticipation de la Résistance...

*
**

Au terme de l'itinéraire nihiliste annoncé par Nietzsche, voici Claude Lévi-Strauss : ne croyez pas pouvoir vous abriter dans l'art ou la philosophie ; entre le *nous* et le *rien*, dit-il, il n'y a pas de place pour le *moi*. Le *nous*, c'est la soumission commienne à la nature, que les cultures traduisent en images qui vont s'effaçant. La conclusion de *Tristes Tropiques* (1955), que nous citons ici, sera développée dans le superbe final de *l'homme nu*

(1971). "Le monde a commencé sans l'homme et il s'achèvera sans lui. Les institutions, les mœurs et les coutumes, que j'aurai passé ma vie à inventorier et à comprendre, sont une efflorescence passagère d'une création par rapport à laquelle elles ne possèdent aucun sens, sinon peut-être celui de permettre à l'humanité d'y jouer son rôle".

*
* *

Faut-il renoncer aux valeurs? renoncer au mot lui-même? Louis Dumont ne le croit pas pour qui valeur est un instrument indispensable à l'ethnologie car, si les mœurs diffèrent, les valeurs nous donnent la référence qui nous permet de situer et de comprendre.

La raison ne fut-elle pas, elle-même, la valeur suprême de la modernité commençante? Et la connaissance scientifique, mathématique surtout, témoigne d'une aspiration éminente en Occident: celle de l'être qui s'élève au-dessus de sa condition biologique vers un Dieu, qui, à la différence des idoles, n'a pas de forme arrêtée, de visage circonscrit.

"La préoccupation de notre salut est encore un reste d'amour-propre, une trace de l'égoïsme naturel à quoi doit nous arracher le progrès de la vie religieuse. Tant que vous ne penserez qu'à votre salut, vous tourner le dos à Dieu. Dieu est Dieu, pour celui-là seul qui surmonte la tentation de le dégrader afin de l'employer à son service". E. Levinas: *Difficile Liberté*.

UN COLLOQUE FRANCE-FORUM SUR LA CULTURE ET LA DEMOCRATIE

La revue "France-Forum" a organisé les 10 et 11 janvier 1985, à la salle Médicis du Sénat, un colloque sur le thème "Culture et démocratie aujourd'hui". Ce colloque réunissait de nombreux universitaires, des créateurs, des artistes, des intellectuels, des responsables politiques et culturels. A l'invitation d'Henri Bourbon, il s'agissait de réfléchir, sans arrière-pensées idéologiques, aux rapports que peuvent entretenir la culture et la politique, la culture, l'Etat et la société en démocratie. Ce colloque constituait en quelque sorte une interrogation et une recherche sur le contenu et le sens que peuvent se donner réciproquement culture et démocratie dans une civilisation qui se veut de liberté.

La première réunion fut consacrée, sous la présidence de Jacques Thuillier, professeur au Collège de France, à une réflexion sur les Beaux-Arts et les nouvelles formes de culture, avec un rapport de Jean-Claude Lamberti et des communications de François Bourricaud, Jacques Lesourne, Pierre Vaisse et Jean-Loup Tournier. Cette réunion permit de mieux situer les activités culturelles traditionnelles et les pratiques culturelles plus récentes.

La seconde séance de travail sur les conditions actuelles de la création artistique et littéraire était constituée par un rapport de Jean-Pierre Bady suivi d'une table ronde animée par Michel Guy, ancien ministre, à laquelle participaient Olivier Debré, François Nourissier, Jean Nouvel, Jean-Louis Prat, Paul Vecchiali, Jean-Pierre Vincent et Iannis Xénakis. La question du mécénat privé fut traitée par Jean Salvanès, membre du Conseil Economique et Social.

Le lendemain, au cours de la séance de la matinée, furent examinées les perspectives de la décentralisation administrative et politique dans le secteur culturel, sous la présidence de

Maurice Ulrich, Conseiller d'Etat. Dominique Baudis, maire de Toulouse et Jean Charbonnel, maire de Brive, présentèrent des rapports qui furent suivis de témoignages d'élus locaux, parmi lesquels les maires de Nîmes, Jean Bousquet; d'Arles, Jean-Pierre Camoin; d'Orléans, Jacques Douffiagues; d'Annecy, Bernard Bosson; d'Epernay, Bernard Stasi; le président du Conseil Général de la Haute-Loire, Jacques Barrot; des adjoints aux maires de Colmar, Jean-Paul Fuchs; de Lyon, André Mure; de Rouen, François Gorge.

La réunion finale du colloque sur le thème "La culture, l'Etat et la société", présidée par le professeur René Rémond, comportait un rapport de Jean-Marie Domenach et des communications de Raymond Barre, Maurice Blin, Etienne Borne et Marc Fumaroli.

Raymond Barre a déclaré que la politique culturelle devait être une politique de conservation du patrimoine national, d'incitation, de formation et de méditation. La discrétion, la disponibilité, l'accueil à la nouveauté et à l'innovation sont, selon l'ancien Premier Ministre, les qualités dont l'Etat doit faire preuve dans sa politique culturelle. Repoussant le dirigisme et les interdits politiques, se déclarant favorable au mécénat, Raymond Barre a affirmé la nécessité de sauvegarder la culture française, et, avec elle, la culture européenne, tout en soulignant l'intérêt de l'interpénétration des cultures et même, dans certains cas, du choc des cultures.

Chaque séance s'est terminée sur des échanges de vues avec les participants. Une réception offerte par le Président du Sénat, Alain Poher, a clôturé le colloque.

La presse a fait un large écho aux propos et suggestions formulés au cours des travaux. France-Forum publiera, en deux livraisons, le compte-rendu complet du colloque.

LA POLITIQUE EN MUTATION

par Benoît VERMANDER

Coups de théâtre électoraux, revirements soudains et conversions inattendues, rejet parfois violent de nos rituels partisans... Les changements économiques et sociaux ont fini par s'accompagner de mutations politiques dont l'ampleur désarçonne déjà les observateurs les plus chevronnés. On spéculait sur la fin des équilibres électoraux, sur de possibles et violentes vacillations dans la formation de majorités, sur le débordement des appareils, la modification des comportements. Beaucoup d'exagérations, sans doute, dans les suppositions énoncées çà et là. Cependant, même si leur ampleur reste à estimer, l'existence de mutations est un fait indéniable. Nous devons apprendre à les connaître et à les maîtriser : il en va, à terme de notre culture politique et des formes démocratiques elles-mêmes.

A vrai dire, il n'est guère facile de caractériser une "mutation" ni d'en évaluer l'ampleur. Me fondant sur quelques analyses récentes, je distinguerai trois paliers dans les transformations politiques actuelles :

1^o) une marche au *salut privé*, en partie produite par la

coïncidence de divers cycles intellectuels, en partie conséquence d'une évolution de long terme vers un individualisme consubstantiel à l'organisation sociale elle-même

2^o) la consolidation d'un véritable *self-service idéologique*, qui altère les rapports traditionnels aux doctrines et rattachements politiques

3^o) la *désagrégation des rôles*, prenant particulièrement en compte les menaces qui pèsent sur les rôles intellectuels.

LA MARCHÉ AU SALUT PRIVÉ

La vie publique se ressent aujourd'hui d'un paradoxe étrange : d'un côté, l'utopie, nous dit-on, c'est fini : l'heure est au pragmatisme, le temps n'est plus où nous devions abattre les prisons qui nous enserraient avant que de connaître en ses détails le palais que nous édifierions. Et pourtant, d'un autre côté, nous reprendrions bien à notre compte le cri poussé par *Vendredi* l'hebdomadaire de Jean Guéhenno, en 1938 : "nous avons joué le bonheur, nous devons jouer le salut" (1). Impression d'urgence, toute soudaine : hors du cercle familial, ce ne sont

que conflits et menaces - sur l'emploi, les enfants, la vie, l'argent, la liberté, la paix... Il nous faut nous sauver et montrer pour ce faire imagination et audace...

Où est le paradoxe? C'est qu'il est bien rare que l'on nous propose un *salut privé*. Dans la politique française, il existe deux cycles complémentaires : le premier oscille entre le bonheur à poursuivre et le salut à assurer ; le second, entre la sphère de l'engagement public et celle de la réalisation privée. Or, nous connaissons le salut public, et nous y voyons même l'un de nos mythes fondateurs. Nous connaissons aussi l'élan vers le bonheur public - c'est celui des années soixante, celui de l'alliance entre prospérité et insatisfaction. Le bonheur privé, voilà encore un sentiment bien reconnaissable, celui des temps où prédomine un "enrichissez-vous" dépourvu d'inquiétudes inutiles... Mais le salut privé... voilà qui est plus rare. Non pas qu'il soit impossible d'identifier les raisons et les caractéristiques d'un tel sentiment, bien au contraire : les théoriciens politiques nommeraient cela *retour à l'état nature*, et les théoriciens, pour une fois, n'auraient sans doute pas absolument tort. Ce que nous appelons la montée des corporatismes, l'affaiblissement des solidarités traditionnelles, le repliement sur soi, toutes les enquêtes sur les "recentrés", sur les planqués ou les paumés, tout cela participe de l'inquiète recherche d'un *statut privé*. On nous parle de "rejet du politique" pour nous montrer dans le même temps une nouvelle génération d'élus locaux, des parents d'élèves plus entreprenants que jamais, des initiatives parfois isolées, parfois regroupées, parfois éclatées - c'est le tableau d'une société dont les membres cherchent confusément leur salut dans la fuite mais qui se heurtent et se rencontrent par la grâce des milliers de solidarités que l'histoire, obstinément a tissés.

L'accent porté sur le bonheur caractérise manifestement les périodes d'expansion, la thématique du salut traverse les périodes de menaces ou de régression. Le salut politique exigera toujours le sacrifice temporaire du bonheur social. Il sera toujours présenté comme la redécouverte de valeurs et d'exigences un temps oubliées. Non seulement quand il s'agira du salut de la patrie en danger, mais encore quand on traitera du salut de la conscience nationale par exemple : l'Affaire Dreyfus illustre magnifiquement l'approfondissement de la thématique du salut : "nous ne nous placions pas moins qu'au point de vue du salut éternel de la France" écrira Péguy - la thématique du salut puise dans la reprise, dans la fidélité, le ressouvenir. Se sauver, c'est *se reprendre*. En contraste, *le bonheur sera toujours une idée neuve*. Le bonheur politique se présente comme une découverte, et non pas comme une retrouvaille. La sensibilité à la problématique du salut politique exige en outre une culture marquée par le sens tragique, la logique tragique. "Voici venir le temps du salut" : l'action a un début et une fin, elle obéit à des conventions rigoureuses. Voilà pourquoi la thématique du salut bénéficie d'une telle popularité dans la politique française ; voilà pourquoi aussi, la culture américaine, dont la logique est *dramatique*, non pas tragique, privilégie ainsi la quête du bonheur politi-

que. Les styles des utopies politiques de nos deux cultures en sont eux-mêmes marqués : utopie projective, futuriste, sur un côté de l'Atlantique, utopie nostalgique, utopie du paradis perdu, si caractéristique de la démarche tragique, sur l'autre bord.

PRIVÉ/PUBLIC

C'est le génie d'Albert Hirschman d'avoir tiré les conséquences de l'existence de *cycles d'idées endogènes* (2). Il s'en est servi non pour l'étude du cycle bonheur/salut que j'évoquais précédemment, mais pour celle du cycle privé/public, lequel en forme le complément.

La force de la théorie d'Hirschman réside dans sa parfaite endogénéité : chacune des phases privé/public y apparaît déterminée par les contradictions de la précédente, par les diverses insatisfactions que l'on retire, à la longue, de la "consommation" de l'action publique ou privée. Elle nous aide à nous représenter comment les citoyens "bricolent" leur rapport à l'organisation sociale en fonction d'objectifs, de contraintes, de modèles temporairement dominants. (3)

Les idées, nous dit-il, ressemblent à des biens non-périssables : à force d'en user, la satisfaction que l'on en retire diminue. On s'engage dans l'action publique parce que les mécanismes de retrait individuel du marché n'apportent pas pleine satisfaction, ne corrigent pas comme il se devrait les insuffisances constatées. Mais s'engager dans l'action militante, dans la recherche du bonheur public exige un investissement de temps, d'argent parfois, dont l'utilité, à la longue, nous paraît baisser. Lors d'un "moment de disjonction" (qui s'opère par la mise à jour d'idées anciennes peut-être mais jusque là plus ou moins interdites de séjour), le militant réorientera son action vers la réalisation personnelle. A la suite de quoi, de nouveau, le mal-ajustement des initiatives devient facteur de protestation et de regroupements. Retrait et protestation rythment ainsi les phases de l'action publique.

TRIOMPHE DE NARCISSE

Montrer une alternance formelle entre préoccupations publiques et privées revient à décrire la *stratégie* des individus dans leurs rapports sociaux. On ne saurait nier pour autant l'existence de tendances à long, voire très long terme dans la façon dont sont *vécus* ces mêmes rapports sociaux. Gilles Lipovetsky va jusqu'à parler d'une mutation historique, d'un mode d'individualisation inédit (4) : "privatisation élargie, érosion des identités sociales, désaffection idéologique et politique, déstabilisation accélérée des personnalités, nous vivons une deuxième révolution individualiste." (p.7) Lipovetsky décrit minutieusement les traits de cet "individualisme total" qui paraît bien constituer l'utopie secrète de nos sociétés : séduction à la carte et culture du *feeling* ; fascination du *rien*, apathie, "flip", "vide en technicolor" - la rencontre de l'hédonisme de masse et d'un nihilisme un peu mou. Intéressant à cet égard est le statut de l'humour dans la société post-moderne : un

procès humoristique, la dévalorisation parodique du social ne laissent de sérieux que le Moi. "De quoi peut-on s'occuper sérieusement aujourd'hui, si ce n'est de son équilibre psychique et physique? Quand les rites, coutumes et traditions agonisent, quand tout flotte dans un espace parodique, montent l'obsession et les pratiques narcissiques, les seules à être encore investies d'une dignité cérémonielles." (p. 190) Dernière conséquence de la logique individualiste: si elle adoucit les mœurs du plus grand nombre, si elle privilégie le *cool*, elle durcit les conduites et stimule la violence hard dans les strates marginales et les situations extrêmes. "La violence de classe a cédé le pas à une violence de jeunes déclassés, détruisant leurs propres quartiers; les ghettos s'enflamment comme s'il s'agissait d'accélérer le vide post-moderne et terminer dans la rage le désert qu'accomplit par d'autres moyens le procès cool de personnalisation. Ultime déclassement, la violence entre dans le cycle de résorption des contenus; conformément à l'ère narcissique, la violence se désubstantialise dans une culmination hyperréaliste sans programme ni illusion, violence "hard", désenchantée (p. 247).

On peut trouver le constat de Lipovetsky durci à l'excès. Il n'en révèle pas moins une tendance de fond, une tendance qui explique très certainement la déconcertante facilité avec laquelle a pu s'imposer la mentalité de *salut privé* dans une société que les seules valeurs de "bonheur" et de "communauté" étaient censées orienter.

Non point que le procès d'individualisation soit en contradiction absolue avec les cycles de bonheur ou de salut publics: l'une de ses caractéristiques, en effet, est de procéder à la *destruction du discours*, pour le mieux plier à son gré. Jamais on n'a vu l'arsenal rhétorique dissocié à ce point du contenu même des valeurs et des positions qu'il était autrefois censé justifier. C'est là un second trait marquant, qui culmine dans la consolidation d'un véritable *self-service idéologique* (5).

LE SELF SERVICE IDÉOLOGIQUE

Supposons qu'on veuille implanter une centrale nucléaire juste devant chez moi. La richesse des ripostes verbales à ma disposition est sans précédent dans l'histoire. Je pourrai justifier mon combat en invoquant la tradition des paysans qui, dans cette région, ont toujours résisté au pouvoir central; j'aurai toutes les variétés possibles du marxisme, toutes les métaphores qui s'y rattachent, je pourrai faire usage de la logique non-violente, des mystiques orientales, ou, plus simplement, d'un bon vieux socialisme utopique, à la française... En bref, *la mondialisation de la diffusion des idéologies a entraîné leur banalisation*: je puis "faire feu de tout bois", je puis construire mon discours idéologique à moi, en kit. *S'il y a fin des idéologies, elle ne réside pas dans leur extinction mais dans leur multiplication*. C'est cette situation qui facilite la construction d'une commode position de "salut privé".

La lutte entreprise par les paysans de Sanrizuka et leurs supporters contre la construction de l'aéroport

international de Tokyo, dans les deux décennies précédentes, est exemplaire à cet égard (6). L'un des aspects les plus intéressants du mouvement notent David Apter et Nagayo Sawa, c'est la diversité des participants et de leurs références idéologiques: tradition pré-féodale du "paysan-guerrier", utilisée de façon contradictoire à la fois par les partisans et les adversaires de la Restauration Meiji, par les militaires de l'entre-deux guerres comme par la gauche contemporaine; rhétorique des mouvements radicaux, pour lesquels Sanrizuka revêt à la suite la dignité de symbole anti-nucléaire, anti-Vietnam, anti-pollution, d'une lutte perpétuelle contre un Etat protéiforme; christianisme fondamentaliste incarné par le Président du mouvement Tomura, lecteur de Calvin, Sung et Barth...

En d'autres termes: Sanrizuka construit son système de légitimation de bric et de broc, avec ce que, d'un peu partout, on lui apporte - à l'image de ses luttes et de ses barricades.

Au vrai, cela est peut-être plus caractéristique des mouvements marginaux, ou du moins peu institutionnalisés, que des forces installées, légitimes: le discours des élites politiques et administratives en charge de l'aéroport est univoque, s'inscrit entièrement dans la logique de rationalité telle qu'elle est partagée par à peu près toutes les élites du monde (et pas seulement du monde industriel). Aussi vaut-il mieux dire que le "self-service" représente une potentialité offerte à tout mouvement en voie de création ou de légitimation, une potentialité que les groupes institués n'utilisent que de façon incrémentale, pour procéder à des adaptations de circonstance.

LA DÉSAGRÉGATION DES ROLES

Ainsi, l'extrême souplesse du discours facilite la constitution de courants et majorités inédits, lesquels se révèlent peut-être, en contrepartie, plus éphémères qu'auparavant. Une tendance que renforce encore la modification des valeurs et rapports sociaux constitutive du procès d'individualisation. C'est dans cette ligne qu'il faut comprendre la troisième mutation actuelle: la désagrégation des rôles sociaux.

L'idée peut s'énoncer ainsi:

a) la spécialisation des tâches, longtemps principale condition de maîtrise de l'environnement, a été source d'insatisfaction multiples (aliénation, lourdeur des processus d'information...)

b) la recherche de nouveaux modes de relations sociales se traduit par la constitution de "micro-royaumes" individuels, constitution facilitée par les évolutions technologiques

c) ces micro-royaumes tendent à se doter de "micro-idéologies", dont les éléments sont fournis et renouvelés par le self-service idéologique

d) cette évolution menace en profondeur les agents du discours social - les intellectuels - dans leur prétention à l'universalité.

Nous nous sommes crus trop vite désenchantés. Nous avons cru atteindre à la maîtrise de notre environnement immédiat, à la connaissance progressive des mécanismes sur lesquels nous étions jusqu'à présent sans prise aucune. Et voilà qu'on ne sait même plus qui vraiment contrôle les techniques censées faciliter notre vie quotidienne et multiplier les modes et les facilités de communication.

La révolte contre la politique rationnelle, et le désir concomitant de réenracinement, c'est très exactement cela. Non pas une révolte contre les instances de pouvoir, mais contre l'impossibilité où nous sommes de les identifier. On ne sait plus à qui l'on pourrait trancher la tête, le cas échéant. *C'est une révolte au fond, contre cela même que l'on voulait atteindre : remplacer le gouvernement des hommes par le gouvernement des choses...*

Le cas s'était déjà produit lors de l'avènement du capitalisme marchand : il avait pour vertu, dans l'esprit de ses thuriféraires, de réprimer les passions humaines pour les orienter vers la seule "douce passion" de l'intérêt mercantile - et c'est exactement cela qu'on allait vite lui reprocher. Dans la logique du développement occidental, on entendait ainsi substituer aux tyrannies humaines le "doux esclavage" de centres de pouvoir impersonnels et multipliés. Nous n'avons pas mal réussi - au point d'en être désarçonnés.

Que se passe-t-il lorsqu'on ne sait plus trop à quel saint se vouer, ou plus exactement à quel diable s'en prendre ? Les acteurs de mai 68, encore inexpérimentés, avaient mis en scène une révolution qui, faute de roi, devait envahir l'Odéon. On rêvait ensuite de loger au chaud dans les monstres froids : s'il n'était plus de monarque à remplacer, autant édifier son propre royaume. Mais cela à l'heure où robotique, informatique, télématique effaçaient les frontières grandes et petites, se jouaient de nos domaines réservés, cassaient nos protections, démantelaient nos repliements ? Il fallait s'adapter, changer, se sauver, sans qu'on sache trop de quoi ni contre qui.

L'affirmation de micro-royaumes comme les possibilités offertes par les évolutions technologiques jouaient et vont jouer davantage encore dans le même sens : une *désécialisation tendancielle des tâches*. Les canaux de l'information et de la communication sont brisés, parce que multipliés : il n'existe plus un contrôle unifié sur les flux qu'ils dirigent. C'est en cela que consiste le réenchantement : le désenchantement weberien n'avait de sens que dans un monde de fonctions fortement compartimentées, où chacun supposait à son voisin un savoir univoque et déterminé. Le savoir est dispersé, intercommunicant, et l'insécurité qui en résulte est propice au foisonnement mythique.

Une telle évolution nous rapproche paradoxalement des mécanismes de sociabilité de la société rurale, cette dernière se caractérisant, ainsi qu'Henri Mendras l'a excellemment remarqué, par le caractère pluriel, faiblement spécialisé des rôles présents dans la communauté.

Et voilà qui menace la substance même du rôle de

l'intellectuel : ce dernier, en effet naît en réaction au processus de spécialisation sociale, il est une réponse à la division des savoirs, il est la garantie d'une communication universelle sauvegardée, parce que c'est un langage universel qu'il veut parler. L'intellectuel, c'est l'honnête homme de Pascal, "juge de tout cela et de tous ceux-là". La multiplication des possibilités de communication et la désécialisation des tâches, la réaction contre la politique rationnelle, universaliste, dont il était l'agent propagateur, voilà qui menace grandement la survie même du rôle intellectuel.

Le problème n'est pas mince : nos traditions démocratiques reposent largement, en effet, sur la présence agissante des intellectuels au sein du corps social ; ils sont la garantie d'un dialogue continu, d'une vigilance permanente. La désécialisation des rôles peut signifier un approfondissement de la démocratie, mais elle en menace également les formes sinon la nature.

*
* *

Les réflexions précédentes peuvent nous aider à mieux cerner la portée exacte des mutations politiques que nous constatons. C'est, me semble-t-il, l'idée d'un *projet démocratique commun* qui est attaqué à sa racine : l'attitude du "salut privé" en obscurcit les raisons, le self-service idéologique en mine les bases, parce qu'il dévalue la parole et la réflexion, le réenchantement du monde menace la position des locuteurs habituels des projets, les intellectuels. Cela dit, toutes les évolutions ici étudiées sont équivoques, elles peuvent acquérir un sens, une direction différents si elles se greffent dans la *mémoire démocratique* du pays. A chacun de faire en sorte que les mutations actuelles ne s'effectuent pas dans l'oubli mais dans le respect et le souvenir des débats et des acquis passés. A cette condition elles constitueront une chance de renouveau et d'approfondissement pour l'action et la réflexion politiques.

Benoît VERMANDER

(1) Jean Guehenno cité par Etienne Borne. "Le bonheur et le Salut". *La Croix* du 28 mars 1980

(2) *Bonheur privé, Action Publique*, Fayard 1984. (Titre original : *Shifting Involvements*)

(3) L'ouvrage d'Hirschman se situe à la jointure de deux intérêts qu'il avait précédemment développés : le concept d'insatisfaction, et ses conséquences en théorie économique notamment : l'histoire intellectuelle du concept d'intérêt et son rôle dans l'avènement des sociétés modernes. Il avait exploré le premier de ces thèmes dans *Face au déclin des Organisations* (Editions Ouvrières), le second dans *Les Passions et les intérêts* (Fayard).

(4) *L'Ere du Vide, essais sur l'individualisme contemporain* (Gallimard, 1983)

(5) On trouvera l'expression de "self-service idéologique" chez Ernest Gellner (*Legitimation of Belief*), Cambridge V.P., 1974, p. 99) dans un sens un peu différent. Il l'emprunte lui-même à J.F. Revel, décrivant Sartre s'efforçant "d'introduire un peu de déterminisme historique dans le self-service de sa conscience libre".

(6) *Against the State, politics and social protest in Japan*. Harvard U.P., 1984. (Compte-rendu paru dans *France Forum* n° 215-216).

STALINE ET "L'HOMME SANS QUALITÉ"

par Jacques NANTET

La vie dans les goulags ou dans les datchas, voilà ce qui a surtout été commenté, depuis la Révolution d'Octobre 1917, par les vagues successives d'écrivains et d'hommes politiques émigrés d'Union Soviétique. Mais qui a parlé de "l'homme sans qualité", ordinaire, sans responsabilité particulière, ni militant ni martyr? C'est-à-dire de la majorité du peuple soviétique, qui subit et qui survit tant bien que mal, plutôt mal que bien pendant la période stalinienne de 1933 à 1953. Cette plongée en eaux profondes, Arkady Lvov l'effectue pour nous dans *La cour*, microcosme de la vie au sein d'un immeuble à Odessa, avec un ouvrier d'art au chômage, un ancien bourgeois réhabilité, un vieux prolétaire charretier de son métier et une vingtaine d'autres personnages, leurs familles, leurs drames d'amour, leurs problèmes de santé. Le tout est décrit, les yeux bien ouverts, au moyen d'une espèce de réalisme socialiste, méticuleux, pointilleux, sans parti-pris apparent - jamais les mots "goulags" ou "procès des blouses blanches" ne sont prononcés -, mais teinté d'une ironie légère, et parfois saisi d'un merveilleux lyrisme pour décrire le port, les ruelles qui l'entourent aux abords des quais, les collines qui surplombent, l'ancien palais des comtes Vorontsov, la place du duc de Richelieu (le célèbre émigré de 1789, un temps gouverneur de la ville), les nuages et le vent qui vient de la mer. C'est un Odessiste, sans aucun doute, qui l'exprime par la bouche, entre autres, de la vieille,

dévouée mais autoritaire Madame Malaya, de Lialia la putain repentante, de Degtiar le petit chef aimé et redouté. "La cour" est le point central d'observation d'où sont vus, ressentis par de simples citoyens, les débuts de la guerre de Finlande, la trahison d'Hitler qu'annonce Molotov à la radio, la ville d'Odessa occupée par les Roumains et promue capitale d'une précaire Transnistrie, la capitulation des Allemands puis des Japonais, l'après-guerre, la chute de Staline.

Un témoignage exceptionnel sur la schizophrénie qui saisit tout un peuple, sur ses misères, sur la perception à la base du pouvoir stalinien. Témoignage passionnant, dont il faut cependant, dès le début, tracer les limites. Il existe un particularisme méridional : tout le monde est très expansif et les femmes très féminines. Il existe un particularisme ukrainien, dont la langue est l'expression, et qui laisse percer une certaine réticence à l'égard des grands-russiens. Il existe un odessisme spécifique, assez xénophobe, par exemple à l'encontre d'une jeune sibérienne traitée de "parisienne d'Oulan-Oudé". Enfin, la nombreuse population juive - sous l'ancien régime les juifs, en principe interdits de séjour à Saint-Petersbourg et à Moscou, étaient dans leur majorité assignés à Odessa - amène juifs et chrétiens, au moins d'origine, à se définir les uns par rapport aux autres. Avec ces restrictions le témoignage reste valable pour l'ensemble de l'Union

soviétique. Or, quels faits apparaissent-ils ? Le régime est sévère. Degtiar, responsable politique de l'immeuble, dira que "le pouvoir soviétique devance les lois car la jurisprudence, ce n'est un secret pour personne, fonctionne encore à l'ancienne manière". Alors sur le groupe de personnes concernées sont arrêtés très classiquement de nuit, Lapidis (mauvais esprit, parle trop), le charretier Tchépéroukha, le héros de la guerre Iosif Kothiar, et un ou deux autres. Le régime est cruel, et c'est sans trop d'étonnement que "la cour" apprend la mort de Kothiar "là où on l'a envoyé". Le régime est dangereux, et on se menace volontiers, en paroles, de dénonciation. Et ces circonstances se développent au milieu d'une pénurie générale. Pénurie alimentaire : il faut se lever à 5 heures du matin, faire la queue, afin de trouver des légumes frais. Pénurie de logements, avec tous les inconvénients de vivre entassés à quatre ou cinq dans une seule pièce. Manque d'argent, encore accentué par des souscriptions "volontaires" collectées au travail (usine ou bureau) et au domicile. Quand la femme de Degtiar meurt, il réfléchit un instant : "Qu'a t-elle eu dans la vie ? Une armoire de contre-plaqué, une glace, un lit en fer, un divan en faux cuir, un vieux buffet, une chaise-longue, un haut-parleur au mur". A tout cela s'ajoute le trouble marché noir, les sempiternelles parlottes, conférences du parti, un désordre incroyable, qu'accentue la fréquente nécessité de retirer des travailleurs de la production pour activer la propagande.

Et cependant, non seulement le régime fait face (ceux qui sont au goulag n'existent plus), mais même assez bonne figure. Par quel miracle ? D'abord parce que la caractéristique du marxisme est d'avoir réponse à tout. La vulgate marxiste est indéfiniment extensible, et Degtiar sait s'en servir. Il use volontiers de ces dictons populaires russes, sots et d'avance résignés, dont se servira beaucoup Khrouchtchev. Tout va mal ? "Cela ne fait rien... les médecins disent très justement que chaque poison possède son contrepoison". Alors, perdre de l'argent n'est rien, "perdre le moral c'est tout". Et puis, la part du rêve est habilement maintenue. N'est-on pas arrivé, précisément, au début d'un nouveau plan quinquennal qui va construire les bases économiques du communisme ? Au fur et à mesure qu'on avance, l'horizon recule. Ces consolations sont d'autant plus facilement accueillies que le petit peuple garde vivant le souvenir des grandes famines de 1921 et de 1933, dont on craint toujours le retour. Les choses ne vont pas tellement mal... D'autant que l'environnement psychologique est exactement adapté au niveau populaire. La production littéraire, cinématographique, radiophonique cerne l'homme moyen, le coupe entre autre d'un passé littéraire prestigieux, au point qu'une grande poétesse comme Anna Akhmatova est hors de portée, totalement incomprise, et apparaît aux braves gens de "la cour" comme un simple vestige, "la poétesse des chiens et des chats" ! Ainsi conditionné, l'homme soviétique est encore reconforté par un sincère et vif patriotisme. Après tout, c'est le régime communiste qui a donné ces expansions sur les Baltes, ces victoires sur les Roumains, sans

compter la victoire finale sur les nazis. Les anciens combattants se glorifient, leurs familles aussi, et les histoires les plus extravagantes circulent sur les hauts faits des "nôtres", les atrocités des Allemands. Espionite, dénonciations de sabotages, vingt millions de morts au combat, autant d'eau apportée au moulin du pouvoir de Staline. De surcroît, le peuple soviétique (les Russes et les Ukrainiens notamment) est - a toujours été - profondément militaire, respectueux de l'uniforme. Le major Biruk, officier de réserve, restera toujours une fois démobilisé, le major Biruk.

Voilà ce sur quoi le petit chef Degtiar peut s'appuyer, ce avec quoi, éventuellement, il doit compter. Aussi agira-t-il de façon dictatoriale, mais avec cautèle. On plantera la cour d'arbres dans les délais, mais il faut rattraper tous ces cas particulier, mater ces individualités qui n'étaient jamais exactement dans le cadre : les vieux qui rêvent du passé, Granik le rigolo, Landman l'idéaliste, et les amener à voir "avec nos yeux". Degtiar est épuisé, malade ; Degtiar sent peut-être venir la fin d'une époque, et il craint d'être pris à contre-pied. Il doit compromettre Biruk en lui offrant un appartement. Quand Marina se révolte, Degtiar s'inquiète et recule. Zinovi mouchardera à condition d'obtenir des toilettes individuelles. Le caprice du petit dictateur favorise qui il veut, mais est limité par qui ne veut rien entendre, et il pâlit en apprenant que tels ouvriers de telle usine n'ont jamais même entendu son nom. Ainsi manœuvrant est-il en même temps manœuvré. Agent actif du système, il en est l'objet. Alors il s'accroche et il compense. Dans un combat d'un dévouement inouï, Degtiar est sincèrement solidaire de la très chère "classe ouvrière". Il est même compatissant, secourable, au sein d'un extraordinaire couple affection-tendresse et poursuite par-dessus la volonté des hommes de l'objectif final : le radieux communisme. Ce qui l'amène à jouer, continuellement, entre deux pôles obsessionnels. La chasse aux koulaks n'est jamais terminée. La lutte pour la propriété du peuple, du gouvernement soviétique, contre toute privatisation est incessante. Elle prend des formes cocasses, parfois folles. L'artisanat renaît de ses cendres quand l'ouvrier-peintre d'une usine poursuit son travail à la maison tard dans la nuit, afin d'arrondir ses ressources ; d'où une rocambolesque histoire de pot de peinture blanche. Un autre fabrique des clous, un autre des chaussures, et la S.L.P.P.S. (soit la Section de Lutte contre le Pillage de la Propriété Socialiste) vient nuitamment inventorier les petits bouts de fers ou les petits bouts de cuir chez les coupables. La propriété est peut-être le vol, mais comiquement on ne vient même pas à bout de la notion d'héritage. Quand meurt le malheureux Granik, la chambre que lui a prêtée Catherine est en même temps réclamée par Tossia, gardienne de la fille de Granik, et par un locataire antérieur. Alors, Degtiar doit rappeler que "vous n'êtes pas dans votre propriété mais dans un logement appartenant à l'Etat", et réaffirmer le caractère sacré du collectif, intransférable au privé. Rude tâche, qui n'a d'égale que l'autre imposée par le régime : garder

l'apparence de la démocratie. Jamais on a tant voté, à tous les niveaux, à propos de tout et de rien. Et les élections nationales comme les élections municipales donnent lieu à une grande mise en scène. D'abord la préparation des esprits par des propagandistes qui doivent rencontrer chaque électeur, et l'endoctriner. Ensuite l'installation du lieu de vote, des urnes. Degtiar va jusqu'à vérifier lui-même que les deux moitiés du rideau de l'isoloir se recouvrent suffisamment pour que l'électeur soit certain du secret. Un secret facile à percer, cependant, puisqu'il n'y a qu'un bulletin de vote ! Finalement, dans chaque secteur, c'est la course au pourcentage. Quel secteur arrivera le plus tôt au pourcentage de 100% ?

Quoiqu'il en soit, ces divers excès, s'équilibrant les uns les autres, établissent une espèce d'ordre moral rassurant. On s'en tient au seul amour conjugal. Les équipes ouvrières prennent, à l'usine, des engagements inouïs, exagérés. A la veille du XIX^e congrès du parti, une ouvrière, dans la chaussure, se livre à des "paris stupides", veut doubler la norme, et il faut la calmer. Fait remarquable : on n'a pas peur. Les arrestations paraissent justifiées. Et seuls les ivrognes, les fous s'opposent, rouspètent, se tuent. Granik se tranche la gorge au rasoir. Et ainsi, paradoxalement, on arrive au point que la cure de désintoxication, que l'asile d'aliénés sont apparemment justifiés comme agent de l'ordre, L'"Homme sans

qualité", raisonnable, est depuis longtemps soumis, résigné, presque heureux. A telle enseigne qu'on peut se demander - soustraction faite, bien sûr, des vingt à trente millions de déportés au goulag - au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de la "guerre patriotique", si le "génial père du peuple" n'aurait pas pu se faire plébisciter en cas d'élections prétendument libres. Tous les pionniers, c'est-à-dire pratiquement tous les enfants de six à quatorze ans chantent "la grande loi soviétique".

Voilà la dure leçon qui transparait de cette affreuse expérience. On n'avait pratiquement pas peur, et on ne recommence à avoir peur qu'avec le "procès des blouses blanches". Quand Degtiar est hospitalisé et dit à la doctresse "je ne suis pas content de vous", elle pâlit. Et quand le 4 mars 1953 la radio annonce la congestion cérébrale de Staline, tout un chacun, quasiment, a peur dans un monde soviétique qui se sent ébranlé. Mais Gisèle Landman - dont le mari, le docteur Landman, impliqué dans le procès, a été arrêté - reprend courage. Elle se met au piano, contemple un instant un portrait de Mozart, et joue doucement. Dans le fil ténu de la culture, au milieu des décombres, survit, faiblement, la liberté.

Jacques NANTET

Arkady Lvov : La Cour-Odessa 1933-1953. Traduit du russe par Maya Minoustchine. Ed. Scarabée et Cie 1984.

**L'existence d'une revue dépend
du nombre de ses abonnés.**

**Abonnez-vous
et faites connaître France-Forum.**

MERCI

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

Pierre Escoube : Sénac de Meilhan, de la France de Louis XV à l'Europe des émigrés - Louis Guilloux : L'Herbe d'oubli - Les souvenirs de jeunesse de Marguerite Duras et de Paul Guth - Bernard Henry Lévy : Le Diable en tête - Bertrand Poirot-Delpech : L'été 36 - André Dhôtel : Histoire d'un fonctionnaire - Willy de Spens : La Palette tragique - Christian Dedet : La Mémoire du fleuve - Une biographie de Rochefort, par Eric Vatré.

“**F**aites de la prose ou des vers, écrivait Voltaire au jeune Sénac de Meilhan qui lui avait rendu visite aux Délices, donnez-vous à la philosophie ou aux affaires,

vous réussirez dans tout que vous entreprendrez”. Sénac de Meilhan, fils du médecin de Louis XV, passa les premières années de sa vie, sinon à la Cour, du moins auprès de la Cour; il y connut tout ce que la France

comptait de distingué ; à vingt cinq ans, il entrait dans l'administration ; magistrat au Grand Conseil, puis maître des requêtes au Conseil du roi, il est intendant à la Rochelle, à Aix, à Valenciennes. Bel esprit, il aiguise sa plume dans des exercices de pastiche, comme les *Mémoires d'Anne de Gonzagues*. Bon esprit, il publie en 1789 des *Considérations sur la richesse et le luxe* où il expose que la dette de la France est inférieure d'un tiers à celle de 1715 et que la vraie richesse d'une Nation ne réside pas dans l'abondance de ses effets bancaires mais dans ses capacités humaines ; cent vingt ans avant Joseph Caillaux, il préconise l'impôt progressif sur le revenu. Il a encore le temps, avant d'émigrer, de traduire les Annales de Tacite et d'écrire, à la manière de Duclos et de la Bruyère, des *Considérations sur l'esprit et les mœurs*. L'Europe lui offre ses refuges : il écrit un essai sur *Le Gouvernement, les mœurs et les conditions en France avant la Révolution* et un roman par lettres, *L'émigré*. Il rentre en France en 1803, mais préfère retourner à Vienne auprès de son grand ami le prince de Ligne, pour y mourir. Il s'était donné aux affaires, à la philosophie, à la littérature. Sa seule ambition avait été de devenir contrôleur général à la place de Necker. A-t-il donc raté sa vie, manqué son œuvre en manquant à son pays, au moment le plus important de son histoire ? *L'émigré*, dont il ne restait que sept exemplaires au début du XIX^e siècle et que Sainte-Beuve n'avait même pas pu se procurer à la Bibliothèque nationale, a été tiré de l'oubli en 1904 par Casimir Stryiński et Frantz Funck Brentano. Albert Thibaudet l'a classé au premier rang de la littérature française de son temps entre *Oberman* de Sénancour et *Valérie* de Madame de Krudner. Etienne l'a publié, suprême consécration, dans la collection de la Pléiade. Mais Sénac de Meilhan ne survivrait-il que comme l'auteur de ce roman retrouvé et réhabilité ? Sainte-Beuve, l'un des premiers, avait soupçonné, à travers la correspondance de la marquise de Créqui et certaines confidences de contemporains, l'importance du personnage. Cent cinquante ans ont passé. Pierre Escoube vient de consacrer au romancier, au littérateur, mais aussi au haut-fonctionnaire et au moraliste politique un ouvrage tiré d'une thèse de doctorat (1) ; il se signale à l'attention par l'ampleur de l'information, la finesse de l'esprit critique, la pertinence du jugement. Ecrivain et historien, en même temps que magistrat et administrateur, M. Escoube était tout désigné pour être auprès du public cultivé l'introducteur de son grand *ancien*. Il le met enfin en pleine lumière.

M. Pierre Escoube rappelle le mot stupide sur les émigrés : "Ils n'ont rien appris et tout oublié", dont le livre de Fernand Baldensperger, le *Mouvement des idées dans l'émigration*, a fait justice. Il écrit que Sénac de Meilhan fut du nombre de ces émigrés "qui ont beaucoup appris sans se croire obligé pour autant d'avoir tout oublié". Sénac a analysé les causes de la Révolution. Faisant la juste part des modes intellectuelles - "il y avait à Paris quatre ou cinq salons où circulait tout ce qui composait la haute société et l'opinion publique n'était

que leur écho"... mesurant exactement les difficultés financières dues en grande partie à l'effort de la France pour soutenir les *insurgents* américains, ne se laissant pas abuser par les doléances du Tiers qui n'eurent d'égales en ampleur que celles de la Noblesse, il souligne que la Révolution a eu un caractère accidentel et que le Roi, naturellement ennemi de toute résistance comme de toute initiative, conduit en plus par Necker aux dernières abdications, a été le seul principe de la subversion générale où toutes les autorités ont été anéanties. La fatalité de la Révolution ayant reçu de quelques hommes opportunément postés dans le vide du pouvoir les impulsions nécessaires au déclenchement de ses mécanismes, n'est apparue qu'ensuite aux brosses de grandes fresques épiques. Chamfort confiait à Marmontel qui le rapporte dans ses *Mémoires* : "La Nation sait-elle ce qu'elle veut ? On lui fera vouloir et dire ce qu'elle n'a jamais pensé. La nation est un grand troupeau qu'avec de bons chiens, les bergers mènent à leur gré. Les difficultés sont prévues et les moyens calculés." Ce propos porte la lumière dans les rouages de la Fatalité. Sénac n'avait rien oublié des attentats perpétrés contre la civilisation. Il n'en fait pas moins dire au Président de Longueil qui, dans "*L'émigré*", est son porte-parole le plus habituel : "Un jour viendra où dans le calme on examinera les nombreuses discussions enfantées au milieu du tumulte et de l'effervescence et l'on fera paisiblement un choix éclairé de réalités utiles à l'humanité". Sainte-Beuve écrivant sous le Second Empire s'enthousiasmait pour ce qu'il aurait ainsi prévu "l'œuvre immortelle" de Bonaparte. Tirant les leçons de l'expérience, mais pour en enrichir la mémoire millénaire de la Nation, Sénac ne remplaçait-il pas plutôt le mouvement de 1789 dans le droit fil de la tradition capétienne ? Il ne préfigurait pas Bonaparte, mais Louis XVIII, qui, en tant que frère du Roi, avait présidé une section de l'Assemblée des notables en 1787 et avait adjuré Louis XVI de "se mettre à la tête de la révolution".

Sénac de Meilhan avait pu prendre dans l'exercice de ses fonctions administratives la mesure de la France réelle très différente du pays abstrait dont les sociétés de pensée dessinaient à la même époque la figure, et il en a traduit les besoins dans une œuvre qu'à la veille du bi-centenaire de 1789, il n'est pas trop tard pour méditer. L'ouvrage de M. Pierre Escoube est, dans cette perspective, une contribution utile à l'étude de ce moment de notre Histoire et à la commémoration sans passion qui s'amorce déjà dans l'Université, de M. François Furet à M. François Bluche, d'événements qui peuvent certes apparaître, selon l'expression de M. Pierre Chaunu, comme "l'immense gâchis où se sont perdues les chances de la France", mais où le tri des "réalités utiles" souhaité par Sénac reste à faire.

*
* *

Louis Guilloux, dans les *Carnets* dont j'ai rendu compte ici, se posait continuellement les mêmes ques-

tions : "Qui suis-je ? Où vais-je ? Qu'est-ce que je fais ?". Il cherchait un sens à la vie et ne le trouvant pas, au moins voulait-il ne pas perdre le fil de la sienne et il écrivait, il écrivait, il écrivait... Il notait : "L'important, c'est d'accumuler des pages". Dans le premier volume de ces *Car-nets*, Louis Guilloux n'avait pas quitté Saint-Brieuc et il y revenait sans cesse lorsqu'il s'en était un peu éloigné. C'était son point d'ancrage. Dans le second volume, alors qu'il avait cru en 1964 se fixer définitivement dans sa maison retrouvée et qu'il avait entrepris d'y écrire ses Mémoires, il est reparti pour Paris et il a espéré y jouer un rôle dans la comédie littéraire et il semble alors avoir un peu perdu ses attaches. Fumant mélancoliquement sa pipe à la terrasse des *Deux Magots*, le regard lointain, il avait l'air battu par la foule d'un naufragé sur une île déserte. Mais cette île, c'était Paris et dans la rumeur de la grande ville, Louis Guilloux, pour essayer de retrouver le son de sa voix, était obligé, le soir venu, lorsqu'il écrivait dans sa chambre de bonne, de se boucher les oreilles.

L'Herbe d'oubli (2), publié par Mme Françoise Lambert, recueille des souvenirs commencés en 1964, abandonnés, repris, puis le chantier où Louis Guilloux s'est remis au travail doit être fermé pour cause de mort. Mais, comme il le disait, et c'est peut-être le titre qu'il aurait donné à cet ouvrage, "rien n'est jamais fini". Il nous ramène, à la faveur d'une rêverie dans une chambre, comme celle d'où Marcel Proust était parti à la recherche du Temps perdu, vers sa jeunesse, Saint Brieuc, la place de la Grille où son père, dans son échoppe, clouait des chaussures sous le portrait de Jean Jaurès et où, le dimanche, à la sortie de la messe de onze heures, les saltimbanques faisaient danser des ours des Carpathes. Louis Guilloux continue à dire par la force de l'habitude qu'il ne sait pas trop où il en est et qu'il ne sait pas trop bien où poser le pied. N'a-t-il pas une vocation d'enfant perdu ? Mais à Saint Brieuc, il s'avance, sans crainte de s'égarer, dans le chemin où est tracée sa vie au milieu des hymnes révolutionnaires et des cantiques. Enfant de chœur à la cathédrale, mais élève de l'école communale, il apprend ici le catéchisme, là les articles de la Déclaration des droits de l'homme et il nous parle avec attendrissement des "taloches républicaines" de son bon maître M. Lefèvre. Il songe maintenant qu'"il doit faire ses comptes" et "se mettre en règle". Rousseau a confessé l'épisode du ruban. Il confesse, lui, l'épisode du Livre d'honneur. Un peu filou, le petit Guilloux ! Il se rachètera quand, élève de première, il renonce à la Bourse de la République pour devenir pion dans son lycée. Ce jour là, entrant en cléricature, il arbore une jaquette et un chapeau melon. Il lit beaucoup : *Poils de carotte* et *Fantomas*, le *Conscrit de 1813* et *Jean-Christophe*. Il se promène, il rêve, il est, enfant pauvre, précepteur de jeunes filles riches. Ce qui pourrait être le commencement d'un roman d'Octave Feuillet. Mais il est socialiste révolutionnaire et l'abdication du tsar en 1917 le plonge dans l'euphorie. Malheureuse Russie ! Malheureux Guilloux ! Il est perclus d'illusions. Paris, "ville infâme et mystérieuse", l'appelle et ce sera le commencement d'un

autre roman. Daniel Halévy l'interrogera un jour avec candeur sur ses débuts difficiles : "Qu'est-ce que c'est que la faim ? Je n'ai jamais eu faim". Ce malentendu sur la pauvreté entre le fils du savetier de Saint Brieuc et le grand bourgeois à la longue barbe socialiste du quai Conti, est assez drôle.

Louis Guilloux pose une question à la fin de *L'Herbe d'oubli*. "Ecrire aujourd'hui des mémoires sur sa jeunesse, n'est-ce pas écrire un roman historique ?" Nous avons vu passer dans les romans de Louis Guilloux des cortèges populaires réclamant le pain, la paix et la liberté. Nous avons vu dans *Les Batailles perdues* M. Daladier, M. Thorez et M. Blum marcher au pas redoublé en se donnant le bras de la Bastille à la République. *Les Batailles perdues* commençait en 1933 avec l'avènement d'Hitler et se terminait en 1936 avec le soulèvement espagnol. Louis Guilloux a dressé le décor et fait s'agiter les personnages même de l'Histoire dans son œuvre romanesque. Ces mémoires préliminaires en tissent la trame.

*
* *

Les hasards de l'édition et peut-être l'ironie des jurys littéraires ont fait que nous avons lu en même temps les souvenirs de Mme Marguerite Duras baptisés *roman* par la grâce du Prix Goncourt et les souvenirs de Paul Guth auxquels le Prix Chateaubriand a été attribué.

Mme Marguerite Duras dans *L'Amant* (3) a levé sur un moment de sa jeunesse le voile qu'elle étend habituellement sur tout ce qu'elle écrit pour installer entre son lecteur et elle une zone d'épaisseur floue où les sentiments sont dissimulés, où les paroles sont amorties, où il est difficile à travers les embûches du langage ("ah, les mots quel danger !") qu'une rencontre puisse se faire, une communication s'établir. Mme Duras nous dit qu'elle a beaucoup écrit *autour* des gens de sa famille, mais jamais sur eux. Il n'y a jamais dans son œuvre une interpellation directe, on ne s'y avance les uns vers les autres qu'obliquement, le visage masqué, comme si l'on voulait éluder toute explication un peu franche, comme si l'on était honteux d'avoir à avouer quelque chose. Dans les romans comme dans les pièces de théâtre de Mme Duras, ainsi voyons-nous des sortes d'ombres exténuées tourner interminablement autour d'un *creux*, d'un *silence*, d'une *absence*. Il y a un mot-clé à trouver pour ouvrir une porte fermée, la porte devant laquelle Mme Duras dans *L'Amant*, nous dit qu'elle a passé sa vie à ne pas oser la pousser. Mme Duras écrit que l'histoire de sa vie n'existe pas, mais elle ment, et c'est de crainte, par pudeur, d'en dire trop. "Ça n'existe pas ; il n'y a pas de centre, pas de chemin, pas de ligne." Seulement des pointillés... Dans *L'Amant* où un chemin s'ouvre à travers la touffeur tropicale d'une enfance exotique, Mme Duras a poussé une porte, violé un secret, forcé pour une fois sa pudeur. Dans un éclair de lumière moite, apparaît furtivement une jeune fille

de quinze ans avec un visage que Mme Duras reconnaît, c'est bien le sien, mais à dix huit ans, dit-elle, il aura changé. "Dans ma vie, il a été très vite trop tard". La famille de Mme Duras était une famille où l'on ne parlait pas. "Jamais bonjour, bonsoir, merci. La conversation est un mot banni. Nous sommes ensemble dans une honte de principe d'avoir à vivre la vie". *L'amant* est l'instant d'une vie où une parole se pose sur quelque chose qui se passe (à huis clos) pour désigner sans feindre, sans tricher, toute honte bue, un sentiment qui n'est ni pur, ni peut-être avouable, mais qui a été vrai. Il s'éleve de ce moment une joie violente, mais le souvenir en est triste et Mme Duras ne semble avoir écrit ce récit nostalgique et morose que pour expier un juvénile malentendu avec le bonheur. Le Prix Goncourt assurera à cette confidence de pénitente janséniste une publicité imprévue.

*
* *

Les souvenirs de M. Paul Guth (4) dorés au soleil du Béarn ont une autre coloration, un autre tonus que ceux, maladifs, de Mme Duras. Ils s'offrent au plein jour d'une bonne et heureuse conscience. Ils respirent la joie de vivre. Ils s'expriment dans un langage éclatant de santé. Les mots, à M. Guth, ne donnent que du plaisir ; ce sont d'honnêtes serviteurs de la pensée et ils ne voient pas en eux malice. A six ans, le petit Guth était déjà un grand lecteur de dictionnaires et il demandait, un brin pédant, à son tonton Victor pourquoi, dans la cour de la ferme, les poules *cocodastaient*. M. Guth, évoquant son enfance, est franc comme l'or. Il a grandi dans une famille pauvre, mais où l'on était heureux, et les sentiments, comme les paroles qui les exprimaient, rendaient un son pur. Dans cette famille où tout le monde s'aimait sans fausse honte, il y avait un *centre* ; ce centre, c'était naturellement le petit Guth ; tous les chemins convergeaient vers lui. Graine de prix d'excellence, il s'assoiera plus tard en *hypokhâgne* sur les bancs du collège Bourbon aux côtés de Georges Pompidou, de Léopold Senghor, de Robert Brasillach, de Thierry Maulnier, de Maurice Bardèche, de Roger Vailland. Il n'entrera pas cependant à l'École et il fera son service militaire comme soldat de première classe, mais il n'en voudra pas aux dieux et il rend grâce à l'Armée française où, du matin au soir, on ne cesse de porter la main à son calot, d'avoir achevé la bonne éducation que lui a donné ses parents. Ce qui distingue M. Paul Guth de ses contemporains, c'est que lui, qui n'est pas un héritier, est reconnaissant de tout ce que la société a préparé à son intention. Dans ses *Souvenirs*, où il acquitte une dette, il réhabilite les bons sentiments, il nous réconcilie avec le monde, il est le médiateur que l'on n'attendait plus. Le lire, c'est se retremper dans une eau lustrale dont nous sortirons tout neufs.

*
* *

La France, depuis la guerre, n'a pas cessé de s'étourdir

de nouveauté : nous avons connu le Nouveau Roman, la Nouvelle Critique, la Nouvelle Messe, la Nouvelle cuisine. La Nouvelle Revue Française qui n'avait pas changé depuis 1920 surenchérisait en se faisant appeler la Nouvelle Nouvelle revue française. La France s'ennuyait : plus d'aventure impériale à espérer, l'Apocalypse annoncée prématurément par M. Raymond Abellio dans *Heureux les pacifiques* avait fait long feu, la Révolution, faute de mieux, s'était octroyée en mai 1968 de grandes vacances et la jeunesse éludait dans les faux fuyants du terrorisme et de la drogue, la recherche de l'absolu qui a été depuis la création du monde son occupation la plus ordinaire. M. Giscard d'Estaing nous promettait une *démocratie paisible et réfléchie*. La gauche gagnait tranquillement chaque dimanche une élection partielle. Ce fut le moment choisi par M. André Glucksmann pour mettre en accusation les *maîtres penseurs* dont elle continuait de se réclamer par habitude. Le pamphlet de M. Glucksmann fit l'effet d'une bombe. L'émotion n'était pas calmée dans les cercles de l'intelligence parisienne que M. Bernard-Henry Lévy lançait, avec la *Barbarie à visage humain*, une seconde opération de commando. Le visage découvert, le glaive de l'Ange exterminateur à la main, ce contre-terroriste se présentait sans simplicité : "Je suis l'enfant naturel d'un couple diabolique, le fascisme et le stalinisme. Je suis le contemporain d'un étrange crépuscule où seuls croulent les nuages dans le fracas des armes et la plainte des suppliciés". M. Pierre de Boisdeffre écrivit dans la *Revue des deux mondes* : "On reconnaît ce ton ; c'est celui du *Mythe de Sisyphe*". N'était-ce pas plutôt celui des *Chants de Maldoror* ?

M. Glucksmann, M. Bernard Henry Lévy, M. Jean-Marie Benoît, M. Philippe Némou, M. Jean-Paul Dollé, M. Christian Jambet avaient tous en commun une certaine manière d'appartenir à la même génération ; ils reçurent le nom de *nouveaux philosophes*. Mais la nouveauté a pour principe de ne durer qu'un matin et la Nouvelle Philosophie est allée rejoindre aux oubliettes de la Culture, la Nouvelle Critique et le Nouveau Roman. M. Bernard Henry Lévy, après avoir écrit *La barbarie à visage humain* et *Le Testament de Dieu*, estime que le temps est venu de passer aux choses sérieuses ; il a écrit un roman, *le Diable en tête* (5). On y retrouvera les thèmes de la Nouvelle Philosophie, mais amplifiés, répercutés en longues et vibrantes résonances par les moyens que procure à quelqu'un qui sait en jouer, la liberté du genre romanesque. Autour d'un personnage central qui a quelque ressemblance avec l'auteur et que M. Bernard Henry Lévy considère avec complaisance : il est grand, beau, riche, couvert de femmes, il a tous les dons, il aurait pu être, nous dit-on, "le plus brillant des lettrés, le plus efficace des financiers, un juriste hors pair, un professeur de premier ordre", il aurait pu "fonder des mouvements politiques, entrer dans la diplomatie, faire des films, tourner dedans, écrire des livres", (c'est à ce dernier parti qu'il s'est rangé, avec, peut-être, la nostalgie de destins entrevus et manqués), autour de ce personnage

se dessine le paysage même de notre fin de siècle. C'est, on s'en doute, un paysage archi-romantique avec un ciel d'orages apocalyptiques et des traînées de soufre et de feu où Benjamin, essence de ténèbres, cherche sa lumière. M. Bernard Henry Lévy a composé son roman en forme d'enquête : il y donne successivement la parole à la mère de Benjamin, au beau-père de Benjamin, à un ami du père de Benjamin, à la maîtresse de Benjamin. De l'accumulation de ces interrogations et de ces réponses se dégage peu à peu dans son authenticité trouble une figure de héros luciférien qui ne fait que présenter les traits d'un certain stéréotype éternel de la jeunesse révoltée. On risque d'être déçu.

M. Bernard-Henry Lévy a eu recours pour cerner cette figure et son secret à la technique laborieuse d'une approche concentrique. Si le procédé n'a pas le mérite de la nouveauté, il a au moins l'avantage de nous faire pénétrer dans des milieux divers, depuis ceux de la collaboration parisienne pendant l'occupation où Patrick Modiano nous a déjà introduits, jusqu'à ceux encore inconnus du terrorisme international, tout en nous entraînant nonchalamment à travers un Paris démodé qui est celui d'Aragon, d'André Breton et de Crevel. Les jeunes gens que M. Bernard-Henry Lévy y rencontre lisent Althusser et Lacan, vont voir les films de Jules Dassin, discutent d'Ezra Pound, d'Antonin Artaud et du *degré zéro de l'écriture*, se répartissent en trotskistes de la tendance Pablo et de la tendance Franck, en guevaristes, en marighellistes, en "pro-partis", selon les distinctions d'un code initiatique où la Révolution énonce ses principes en mots de passe. Les pages où M. Bernard-Henry Lévy s'attarde dans le Paris des années 60 pour nous en brosser le panorama intellectuel et sentimental sont les meilleures de son livre. Certaines de caractère épistolaire empruntent aux *Liaisons dangereuses* un ton élégant et glacé où la joie innocente d'une étudiante provinciale découvrant la capitale ténébreuse s'agrémentent de perversités touchantes.

M. Bernard-Henry Lévy n'oublie pas cependant dans ces délices de Capoue qu'il doit poursuivre son enquête politico-métaphysico - policière jusqu'au terme fatal où celui qui en est l'objet est appelé, au milieu des *égarements d'une génération*, à jouer le rôle de victime expiatoire. Ainsi, obsédé d'une sorte d'anti-sainteté, ce lecteur de *la Vie de Rancé* qui se précipitait à Boulogne - Billancourt comme l'autre à la Trappe, parcourra-t-il, de Paris à Jérusalem, un nouvel itinéraire romantique où la Ville sacrée n'apparaîtra pas comme une simple étape décorative dans un voyage de touriste désenchanté, mais comme le point de non-retour où il nous livrera enfin sa confession et mettra par un aveu personnel la note d'intériorité à une figure que nous ne connaissions jusque là que par des témoignages extérieurs. Ces pages testamentaires d'où la tentation prophétique n'est pas absente, sont un peu confuses et lorsque Benjamin aura disparu sans laisser de trace corporelle, nous devons nous rappeler que M. Bernard-Henry Lévy a écrit dans *le Testament de Dieu* qu'"on doit en toute hypothèse poser que

l'avenir n'est pas notre affaire". *Le diable en tête*, après nous avoir introduit dans le saint des saints où le Nouveau Lucifer a surgi auréolé des flammes de son sombre mystère, semble se perdre dans un au-delà mythique. Peut-être ce roman où s'expriment les *Chants de Maldoror* d'une génération sacrifiée n'est-il que le prélude à un *livre futur*, celui-là même qu'annonçait Lautréamont et qui devait réinstaurer "l'espoir, la certitude, la foi". Nous l'attendons avec impatience.

*
* *

M. Bertrand Poirot-Delpech avait sept ans - l'âge de raison, quand éclata, radieux, *l'été 36*. Il tire du souvenir de cette tendre et ardente saison un roman auquel il a donné ce titre (6), mais qui peut avoir difficilement la même valeur de témoignage que *le Diable en tête* à l'égard des années où M.B.H. Lévy fit son entrée dans la vie intellectuelle de son temps. C'est pourquoi le manoir de l'estuaire de la Rance où il nous conduit à l'époque des premiers *congés payés*, la rencontre inopinée des châtelains avec le personnel de la blanchisserie Mousseau de Sèvres-Bellevue dans le parc où la procession traditionnelle du 20 juillet est entraînée sur l'air de danse d'un disque de phonographe et où les paroles de *C'est le plus beau de tous les tangos du monde* se mêlent à celles de *Catholiques et français toujours*, ne peuvent être peints que d'une manière un peu caricaturale d'après quelques souvenirs d'enfance corrigés par une prise de conscience ultérieure, le dépouillement d'une documentation d'archives et des conversations de salons progressistes. M. Poirot-Delpech travaille plus sur des choses lues ou entendues que sur des choses vues. Ainsi n'aurait-il jamais pu apercevoir en 1936 sur le bureau du général Saint-Aubert, entre l'*Action française* et *Gringoire*, le dernier ouvrage de Gustave Thibon dont le premier livre, *Diagnostics*, parut en 1939. Cependant le talent d'imagination de M. Poirot-Delpech suffit à rendre vivant cet *Été 36* et son talent de satire y ajoute quelques traits piquants.

M. Michel Mohrt a peint, lui aussi, l'été 36 dans la même région bretonne, mais il avait alors vingt ans et il a raconté dans *Les moyens du bord*, roman paru en 1975 (7), ce dernier été vécu de vacances heureuses avant la guerre. On parlait de la réoccupation de la Rhénanie, du réarmement, de la montée des périls, mais l'on jouait au bridge et l'on dansait avec des jeunes filles à la kermesse des écoles libres et on les entraînait le soir venu dans des promenades le long de chemins bordés d'églantiers. L'événement le plus important de cet été 36, ce ne fut pas la victoire du Front populaire, les occupations d'usines ou l'envahissement des plages par les congés payés, ce fut la suppression de l'offrande de la quenouille à la grand-messe. M. Michel Mohrt s'était contenté à ce propos de noter un peu mélancoliquement en marge de sa chronique nonchalante du dernier été heureux : "Tout s'en va". M. Poirot-Delpech note, lui, plus sombrement, en nous introduisant dans son manoir breton : "L'Europe est fichue" mais il ajoute que ce serait un endroit bien agré-

ble pour la regarder mourir. Seulement, se reprend-il, "le bonheur ne se raconte pas", et l'on comprend que M. Poirot-Delpech, en écrivant *l'Été 36*, a une autre idée en tête que de nous raconter les premières vacances du prolétariat qui eussent pu être follement gaies ou les émois attendrissants d'une classe qui craignait de se voir déposséder de ses loisirs. M. Poirot-Delpech veut à la faveur de l'été 36 et dans les flonflons de bal musette qui s'en élèvent, soutenir une thèse. La fille du château s'est toquée d'un des ouvriers en congé payé. Plus sérieusement, elle s'éprendra d'un faux prince russe, en réalité un juif chassé d'Allemagne qui a profité du trouble général de cet été pour s'introduire dans la société française et essayer d'y fixer son errance. Il aspire à *se classer*, quand la jeune fille en révolte contre son milieu ne veut que *se déclasser*. Elle ne pourrait le faire qu'en cultivant avec un brin de curiosité mondaine l'exotisme faubourien de sa rencontre avec un ouvrier de chez Renault ou en changeant non seulement de milieu, mais de monde et en poussant le fameux cri de guerre: "Nous sommes tous des juifs allemands". Flirt d'un côté, passion de l'autre! La passion, cela va de soi, l'emporte. Mais l'auteur de la thèse apparaît ici et M. Poirot-Delpech conclut: "On pouvait rejoindre d'autres milieux, mais par étapes lentes, jamais complètement et non sans peine, ni sentiment de solitude, d'exclusion". Pour s'élever ou se déclasser, même recette. Elle a été donnée par Paul Bourget. L'été 36, n'est-ce pas *l'Étape* à l'envers?

Le déclassement de Victoire Saint-Aubert aurait pu cependant réussir à la faveur de la tentative de reclassement d'Alexis Goldschmidt, sans l'intervention quelque peu rocambolesque d'un commando cagoulard, avec policiers du service de contre-espionnage, moines de choc, et saint-cyriens d'extrême droite. Victoire est enlevée et elle confesse pour finir qu'elle ne s'est *déclassée* que pour être du côté des vainqueurs. Détestable et profiteuse petite fille! Pas rêveuse, la bourgeoisie, ô Dieu! Le rêveur, c'est Alexis. Il ne lui reste plus qu'à écrire un roman et ce roman ce sera *L'été 36*. Fou de rage, il s'écrie à la dernière ligne du livre de M. Poirot Delpech: "S'il le faut, je tuerai..." De la littérature au terrorisme, le pas que franchira, à un moment de sa carrière, le Benjamin de M.B.H. Lévy, s'esquisse déjà. Mais on est bien loin, alors, de la terrasse du manoir sur la Rance d'où il aurait été si agréable de contempler le spectacle de l'agonie de l'Europe. *Le bonheur ne se raconte pas*. Pourtant, les meilleures pages de ce radieux *Été 36*, sur lequel les nuages n'ont cessé de s'accumuler pour finir par crever en un gros orage, ce sont celles précisément où le bonheur se raconte: ainsi la promenade du petit Raymond Souplier dans une voiture à cheval des glaces Gervais à travers Paris qui fait penser aux escapades du petit Louis Bastide de Jules Romains poussant son cerceau à l'aventure dans les rues de Montmartre, ou bien la saison studieuse et vagabonde de Victoire et d'Alexis au Quartier Latin. "Leur idéal, se ménager une vie libre et curieuse, sans emploi fixe ni lien conjugal, une bohème tempérée". M. Poirot-Delpech a beau dire et beau faire; c'est dans l'évocation du bonheur qu'écrivain de charme, il réussit

le mieux.

*
* *

Comment concilier une vie de petit fonctionnaire dans un chef-lieu de canton des Ardennes avec le merveilleux? Dans le ciel gris pommelé d'une vie où il ne se passe rien, un jour un nuage triangulaire apparaît et c'est toujours ainsi, depuis quarante ans qu'il écrit, que tout commence dans les romans de M. André Dhôtel: un insecte volette, un cheval bondit par dessus une haie, une étoile clignote, un nuage vient faire un peu d'ombre sur une prairie en fleurs. Ce qui est normal pour tout le monde, revêt pour M. Dhôtel et ses personnages sans histoires un caractère d'incongruité ouvrant le champ à toutes les supputations. "Pourquoi n'y aurait-il jamais rien d'extraordinaire pour les êtres moyens?" demande M. Dhôtel dans *Histoire d'un fonctionnaire* (8).

Cette histoire ressemble à toutes les histoires de M. André Dhôtel. On y est entraîné vers *le pays où l'on n'arrive jamais* par les sentes de la forêt ou le long de lignes de chemins de fer désaffectées à la recherche d'un trésor, mais c'est un trésor moral et l'objet de l'enquête de police de M. Dhôtel n'est rien d'autre que la connaissance de l'infini. Plus on cherche, plus le mystère s'épaissit; mais du jour où l'on renonce, tout s'éclaire, tout s'explique. C'est en dormant ou en pensant à autre chose que l'on découvre soudain *le pays où l'on est arrivé*. La véritable leçon de cette œuvre où l'on est toujours en marche, c'est qu'il ne faut pas bouger. *Le pays où l'on n'arrive jamais* est en effet en nous.

Un roman de M. André Dhôtel semble se dérouler uniquement sur une seule ligne, mais en réalité il s'inscrit dans un cercle et l'on y repasse toujours par le même endroit, comme dans une partie de colin-maillard où l'on tourne en rond sur soi-même. Ce qui marque ces romans, c'est leur absence de progressivité, c'est leur caractère statique. On est non seulement toujours au même endroit, mais on vit toujours dans l'instant présent. Ni passé, ni futur. Le petit fonctionnaire dont M. Dhôtel nous conte la vie dans son dernier roman se laisse absorber tout entier dans le moment où il rêve. Si les choses arrivent, ce n'est jamais par lui. Il est essentiellement non-intervenant. Le résultat de cette passivité, de cet abandon à une fatalité, toujours bienveillante d'ailleurs, c'est un certain ennui pour le lecteur, mais de cet ennui, de cette torpeur où il se trouve plongé, naît curieusement une sorte de charme et c'est le secret de M. Dhôtel que de savoir en user toujours avec la même puissance d'envoûtement.

*
* *

M. Willy de Spens a raconté dans ses Mémoires publiées sous le titre *l'Agonie des hobereaux* (9) comment, conduit en costume de premier communiant chez le photographe, il resta devant l'objectif les dents serrées, le front obstinément bas, se refusant, malgré toutes les

objurgations, aux risettes et autres simagrées d'usage. "Tu ne peux donc pas faire comme tout le monde" s'écria sa mère désespérée. M. Willy de Spens a continué de présenter dans ses livres la même attitude de refus et de défi. Il a toujours boudé les fêtes. De tous nos *hussards* de l'an 50, il était le seul authentique pour avoir servi au régiment de Chamborant. Cependant, il n'a pas participé au brillant défilé de la victoire sur l'infanterie prussienne de l'existentialisme aux côtés des Blondin, des Nimier et des Michel Déon. Il se battait alors à Kilmarnoch avec le dernier Stuart et il en rapportait un roman à odeur de défaite. Le grand malheur à l'origine de la vie de M. Willy de Spens, c'est que, dans un temps ignoble, il est né noble. Se découvrant différent et séparé des autres, il s'est alors librement choisi réprouvé. Ainsi assumait-il son destin.

La Palette tragique (1), le dernier de ses livres, aura-t-il dans son œuvre valeur testamentaire? C'est sous la forme d'un conte, l'histoire d'un peintre, célèbre dans sa petite ville, mais il l'est malgré lui et il se tient à l'écart de toutes les festivités en son honneur et il n'est jamais aussi heureux que lorsqu'à la fin d'un cocktail mondain, il se retrouve seul dans sa cuisine pour manger sur un coin de table un reste de haricot de mouton. Son chien est à ses pieds; le rat, son copain, va sortir de son trou. Gustave Ramequin a pour devise, comme Stendhal, que l'"homme est une matière sale". Il n'a de goût que pour les bêtes et les plus viles. Au collège de Dax, enfant, M. Willy de Spens s'était épris d'un petit garçon à visage de porc que l'on avait surnommé le Groin? Plus tard, dans l'un de ses romans, *Un séjour sur la terre*, Nicolas Tiercelin nouera une amitié merveilleuse avec le cochon Tiouk. Gustave Ramequin, c'est M. Willy de Spens. Dans *La palette tragique*, Ramequin, après la gloire, connaît la défaveur; pire, il rencontre la haine et aucune épreuve ne lui sera épargnée mais un retour de fortune le rétablira dans sa notoriété de chef lieu d'arrondissement. Il poursuit son chemin, glorieux ou réprouvé, sous les vivats ou les crachats, suprêmement indifférent à tout ce qui se décore du titre d'humain, vers une sorte de dépouillement et de détachement où il a renoncé même à peindre et où il semble approcher de la sainteté. Ce misanthrope n'a plus de commerce qu'avec les bêtes: hiboux, crapauds, blaireaux. Est-il Jean-Jacques Rousseau ou Saint François d'Assise? Ce conte où l'on voit un écrivain de la race de Barbey d'Aurevilly passer de la révolte à l'acceptation, rayonne une lueur d'éternité à laquelle le monde contemporain restera bien insensible.

*
* *

Languedocien inquiet, à la recherche des sources d'un Sud mythique pour apaiser sa soif d'absolu, M. Christian Dedet poursuit à l'écart des chemins trop et mal fréquentés un itinéraire original dont *le Dernier Taureau*, pur chef-d'œuvre de nouvelle mériméenne, *Le métier d'amant*, *La fuite en Espagne*, *l'Exil*, marquent les principales étapes. Est-ce pour parler comme Henri Massis un "itinéraire de fuite"? Certes, M. Christian Dedet fuit notre temps, il fuit notre monde, mais c'est

pour tenter de découvrir le pôle même où sa vie s'équilibrera et s'épanouira. Nous l'avons connu dans le tumulte printanier de 68, grand massacreur d'idoles, mais l'ironie, le sens de la clarté, vertus méditerranéennes par excellence, l'ont arraché à la confusion. Nous l'avons suivi s'éloignant de plus en plus d'un occident corrompu sur la route du Sud. Il revenait vers son Languedoc natal ou vers l'Espagne de toutes ses intransigeances, mais sans s'y arrêter, il traversait la mer, il abordait à l'Afrique. Médecin en qui le sens des solidarités humaines l'emporte parfois et sur le besoin de fuir et sur le mépris cathare de l'humanité, il écrivait à la frontière de l'Algérie et de la Mauritanie des romans camusiens. Son dernier livre, *la Mémoire du fleuve* (11) l'entraîne plus loin au delà du désert et des espaces vierges de l'imagination, dans l'Afrique la plus profonde et la plus ténébreuse, sur les traces d'un aventurier, d'un métis à la recherche de ses origines, mais capable de fonder des empires, le dernier pionnier de l'Afrique équatoriale française. *La Mémoire du fleuve*, c'est l'histoire de la vie authentique et véridique de Jean Michonnet. Elle est racontée par Christian Dedet qui l'éclaire et, en romancier philosophe, lui donne sa signification.

La Mémoire du Fleuve est un passionnant roman d'aventures où Jean Michonnet, nouveau "Capitaine de quinze ans", vrai héros de Jules Verne, s'enfonce dans la forêt vierge vers le pays bavongo au sud du Gabon par des pistes grouillantes de serpents et par des chemins d'eau au-dessus desquels sont suspendus, comme des branches d'arbres, de menaçants pythons. Mais le pays bavongo ne serait-il pas ce pays où l'on n'arrive jamais vers lequel nous entraîne M. André Dhôtel? Ce roman d'aventure fourmillant d'épisodes où l'anaconda long de quinze mètres se mesure avec l'éléphant, où les panthères se glissent la nuit dans les cases, où les hommes-tigres enlèvent les femmes, où l'herbe pousse sur le dos de crocodiles millénaires, où de pieux anthropophages font pénitence pour avoir "mangé l'homme" ("Combien de fois, mon fils?"), ce roman d'aventures est aussi la relation d'un voyage initiatique. Jean Michonnet a voulu être un africain "complet", et il a pénétré jusqu'au cœur de l'Afrique pour en percer les secrets, et ils lui seront révélés, et il verra les sorciers faire marcher les morts ou tuer des singes seulement en les regardant. Mais cet africain reste un européen, infatigable créateur d'entreprises et, initié dans la secte du *bitwi*, il reste un chrétien. Comment faire réussir cet hybride? René Maran, l'auteur de *Batouala*, premier roman sur l'A.E.F. a posé le problème de ce qu'il nommait les *mariages fusionnaires*. Le problème est à nouveau posé dans *La mémoire du fleuve*. Jean Michonnet, ni complètement blanc, ni complètement noir, ne veut pas être "un homme pareil aux autres". Il a certes le sens des solidarités humaines et il soigne les lépreux, mais il ne s'en retranche pas moins d'un monde niveleur, égalitaire et uniforme, dans la différence fondamentale où se définit l'homme *hors du commun* qu'il est et qui ne pouvait qu'intéresser M. Christian Dedet.

La Mémoire du fleuve est, dans l'œuvre de ce roman-

cier encore jeune, plus peut être que le terme de l'Equateur d'un itinéraire sudiste qui ne saurait être conduit plus loin, le rond-point d'où l'on peut embrasser tous les cheminements possibles qui devraient maintenant ramener M. Christian Dedet vers l'unique voie de son salut, au cœur de son Sud personnel, le Languedoc retrouvé, le Languedoc réincarné. Il y a longtemps que M. Dedet annonce un roman qui s'appellera *La draille. La mémoire du fleuve* où la réalité s'est imposée au mythe et où une entreprise humaine a réussi à se dégager des vapeurs maléficieuses de l'Extrême-Sud aura contribué à rendre possible ce contact renouvelé avec la vraie terre languedocienne. Est-ce que l'Occitanie n'a pas été privée artificiellement de sa chair par le catharisme ?

*
* *

M. Eric Vatré, tout jeune, s'est recommandé à notre attention par deux essais remarquablement intelligents sur Montherlant et Maurras. Il publie aujourd'hui un *Henri Rochefort ou la comédie politique du XIX^e siècle* (12) qui devrait lui valoir l'audience du grand public. La vie de Rochefort c'est, dit M. Vatré, "l'aventure d'un homme seul qui partit au devant de son époque, força ses désirs, excita ses indignations, devança ses emportements et clama ses attentes déçues". Il y a dans cette phrase un allant qui correspond à ce qu'il y eut de mouvement et d'animation dans la vie de ce fils de gentilhomme vaudevilliste qui, du *Charivari* et du *Tintamarre* où, au milieu du concert de cent petits journaux, l'*Etrille*, la *Fronde*, la *Foire aux sottises*, le *Balayeur d'âneries*, la *Cloche*, il commençait de se faire la voix à l'*Intransigeant* et à la *Patrie*, a répercuté dans de féroces éclats de rire toutes les émotions de son temps. Republicain, anti-bonapartiste sous l'Empire, quand il inondait Paris, des exemplaires écarlates de la *Lanterne*, pour finir, sinon royaliste du moins anti-républicain sous la III^e République opportuniste, se définissant toujours dans une opposition et une dénégation, passant, à travers les prisons, le bagne et l'exil, de la tribune de Belleville en 1869 aux côtés de Clémenceau à celles de l'Action française en 1908 entre Léon Daudet et la marquise de Mac Mahon, il ne croit pas se contredire. M. Alain Decaux, dans la lettre-préface qu'il donne à l'ouvrage de M. Eric Vatré éprouve quelque surprise "à voir celui qui a fait campagne pour Jaurès militer contre Dreyfus". C'est oublier que Jaurès avait commencé par demander qu'on fusillât Dreyfus. Le livre de M. Vatré n'est pas seulement une biographie d'homme célèbre, c'est la peinture d'une comédie politique. M. Decaux nous dit que "les vues de Rochefort étaient courtes". Est-ce que, tout de même, elles ne portaient pas assez loin en avant de l'époque ? Dans un siècle, en effet, où le pacifisme était de droite et le bellicisme de gauche, où la Nation était un symbole révolutionnaire, où la seule Internationale qui tint a été celle de la Sainte Alliance, Rochefort opéra, avec quelques autres indépendantistes de son espèce, un reclassement des valeurs annonçant le XX^e siècle. On a vu aux obsèques du "hardi sagittaire", ainsi l'appelait Hugo, mêlées sur le corbillard montant par la rue Damrémont

vers le cimetière Montmartre, les couronnes rouges des anciens communards et les couronnes blanches offertes par les amis de la duchesse d'Uzès. Comment à travers le boulangisme, où passe, sur des dolmans et des dentelles, un vent de fronde romanesque, mais où a le temps de s'inscrire l'aventure intellectuelle d'une génération, comment, chargé de résonances nouvelles par l'appel au soldat, le nationalisme est passé de gauche à droite et comment les conservateurs ont cru devenir révolutionnaires, le livre de M. Vatré non seulement pose la question, mais il y apporte quelques éléments de réponse qui intéresseront la sentimentalité politique de notre époque.

Philippe SENART

- (1) Librairie Académique Perrin
- (2) Gallimard
- (3) Editions de Minuit
- (4) Plon
- (5) Grasset
- (6) Gallimard
- (7) Gallimard
- (8) Gallimard
- (9) La Table Ronde
- (10) L'Age d'homme
- (11) Phœbus
- (12) Tallandier

LIVRES SIGNALES :

- Chez Balland : *Gaston Gallimard*, par Pierre Assouline. Un survol de la littérature du demi-siècle, mais aussi un roman sur l'édition de type balzacien.

- A la librairie académique Perrin, André Castelot publie un *Calendrier historique* utile à consulter.

Victor Hugo, par Alain Decaux : un monument à la gloire du plus grand poète français-hélas.

Robert Merle : *Oscar Wilde*. Où l'affaire Wilde prend les proportions d'une Affaire Dreyfus, mais le procès en révision est gagné.

Jacqueline Sabattier : *Figaro et son maître*. La vie de château des domestiques au XVIII^e siècle, ou les grandes victimes de la Révolution.

Duchesse de Maillé : *Souvenirs des deux restaurations* (Journal inédit présenté par M. Xavier de la Fourrière). Ces mémoires éclaircissent le double jeu de Louis-Philippe pendant les journées de juillet 1830 et mettent en relief la figure d'un grand méconnu de l'Histoire, le duc d'Angoulême qui aurait pu être Louis XIX et aurait sans nul doute consolidé la monarchie constitutionnelle en France. Il avait les faveurs de Stendhal. Ouvrage passionnant. Malheureusement beaucoup de fautes d'impression.

Philippe Erlanger : *Le crépuscule des rois* (1901-1914), ou le crépuscule de l'Europe civilisée.

- Chez Plon : second volume des *Mémoires d'Edgar Faure*. J'ai rendu compte ici du premier volume (France Forum avril, mai 1983). Rien à ajouter.

Le douzième volume de la *Correspondance de Proust* (à suivre aussi)

- Chez Garnier : Le dix septième volume de *La correspondance de Georges Sand* (à suivre aussi)

- Chez Hachette : *La Correspondance de Madame de Staël* semble en panne

- Chez Bernard Grasset : beaucoup de romans en fin de saison ; à retenir : *Les cotoniers de Bassalane*, de Michèle Perrein

- Chez Gallimard : beaucoup de romans aussi. A retenir, *L'amour dérangé*, de Didier Martin.

Je reviendrai dans ma prochaine chronique sur certains de ces ouvrages.

CHATEAUX A LOUER

par Yvan CHRIST

Henri-François Le Tonnellier, marquis de Breteuil, parle sans barguigner. Le livre qu'il consacre à sa demeure patrimoniale et à "*cinq siècles de souvenirs d'une famille européenne*" il l'intitule : "Un château pour tous" (1). Est-ce, de sa part provocation ?

*
**

L'auteur de ce livre-là ne se contente pas de raconter la longue histoire de sa lignée, maintes fois mêlée à l'histoire de la France. Elle est souvent prestigieuse et "*au risque de paraître manquer de modestie*", il a raison d'y insister puisque son dessein était de tout dire. Il dit tout en effet, de son histoire ancienne. Il dit tout également de son histoire contemporaine - la sienne, qu'il écrit au jour le jour sur sa terre ancestrale. Il ne joue pourtant pas au philosophe de l'aristocratie. Et il se garde bien de donner dans une nostalgie facile. C'est un réaliste. Or son réalisme avoué l'a conduit à une sorte d'héroïsme.

Brillante famille, belles études, carrière professionnelle bien commencée. En 1968, il a vingt-cinq ans. Son vaste château du XVII^e siècle est "*agonisant*". Il décide, contre tout bon sens, de le sauver. D'une maison menacée par la ruine, à laquelle les siens ne croyaient plus et qu'ils envisageaient d'abandonner, ce seigneur sans fortune, comme tant d'autres de son rang, a fini par faire un château vivant et bien vivant, d'un "chef-d'œuvre en

péris", une demeure en bon état de marche, un des principaux points *d'attraction* de la vallée de Chevreuse. C'est une aventure. Elle est exemplaire.

Elle n'est pas, Dieu merci ! la seule de son espèce. Nombre de châtelains français, le plus souvent désargentés, ont suivi, suivent et suivront une voie comparable. C'est cela, ou la clef sous la porte... Ils se groupent au sein d'associations puissantes et combatives comme les "*Vieilles maisons françaises*", fondée par Anne de Amodio à laquelle a succédé Yolande de Lacrosette, et la "*Demeure historique*", dont Henri-François de Breteuil est devenu le président. Il reste que ce dynamique châtelain d'Ile-de-France est allé, parmi les premiers, et va toujours très loin dans une voie nouvelle qui n'a pas été sans déconcerter, sinon chagriner et scandaliser, ses pairs et ses amis. Son livre est le manuel de l'"animateur" de château.

M. le duc de Bedford le dit rondement dans sa post-face : "*il faut bien constater qu'en ces temps de démocratie et de socialisme, l'avenir de la vieille aristocratie n'apparaît ni très enviable, ni très brillant. Si nous restons assis à attendre et à espérer que les gouvernements anglais ou français prennent l'initiative de nous aider, nous serons morts et enterrés et le château en ruines avant que les administrations aient réalisé le sauvetage de nos demeures, si magnifiques qu'elles aient pu être*". Les châtelains ont le droit et le devoir de se défendre. Ils le font sous tous les régimes politiques, quels qu'ils soient

Edouard VII et Henri Marquis de Breteuil, ressuscités en cire par le musée Grévin sont accueillis par Henri-François, petit fils d'Henri, et son épouse Séverine.

et quelle que soit, singulièrement en France, la couleur de la République. Henri-François de Breteuil est de ceux-là. Il se bat, parfois farouchement, pour conserver et pour faire fructifier son bien propre - ce qui est légitime - et pour en partager généreusement la jouissance avec les autres - ce qui, dans son esprit, ne l'est pas moins.

*
* *

Les Français commencent à peine à découvrir leurs châteaux. Certes, ceux-ci accueillent, chaque année, quatorze millions de visiteurs, mais on constate avec mélancolie que les voyageurs français sont moins nombreux que les touristes étrangers. Dans le même temps, plus de cinquante millions de visiteurs fréquentent assidûment les châteaux britanniques. La double statistique nous couvre de confusion.

Chacun, qu'il s'agisse du ministère de la Culture ou des associations de propriétaires, ne laisse pourtant pas de se dépenser pour inciter nos incurieux compatriotes à visiter, plus que jamais, leurs monuments de tous ordres et de tout âge. Ainsi vient de paraître la seconde édition d'un guide pratique intitulé "*ouvert au public*", édité par la Caisse nationale des Monuments historiques et des Sites : il a été précisément établi en étroite collaboration avec "*la Demeure historique*" et "*les Vieilles maisons françaises*". On notera que soixante-cinq pour cent de ces monuments accessibles à tous, sous certaines conditions, sont des propriétés privées, à commencer par des

châteaux, petits ou grands, illustres ou méconnus. Ils vivent de leur vie naturelle : leurs acteurs s'appellent des châtelains, race curieuse en voie de disparition rapide, que nous autres, qui ne le sommes point (ou plus...), aimons bien voir évoluer suivant son mode que naïvement, on croit étrange.

"*Noblesse oblige*" : ce n'est pas seulement le titre d'un fameux film britannique... Naguère ou, plutôt, jadis, il était, pour elle, certaines obligations qui, dans la plupart des cas, nous paraîtraient, aujourd'hui, hors du temps et des mœurs. L'aristocratie a désormais d'autres fonctions à remplir : ceux qui en sont issus deviennent, dans tous les sens du terme, des "mainteneurs" et, sans en posséder encore le titre officiel, qu'ils réclament en vain, les "conservateurs" d'un certain patrimoine national. Il y a la France des cathédrales. Il y a également la France des châteaux. Le Trône et l'Autel : symboles d'une double et antique puissance qui a abdiqué toute puissance. L'ère technocratique n'a rien à craindre des "dinosaures" aristocratiques - lesquels n'en restent pas moins une des indissociables composantes du vieux nom français.

Visiter un château ! C'est l'aider à survivre non seulement pour le bon plaisir de ceux qui y résident, mais pour notre propre plaisir. "*Il y a deux choses dans un édifice : son usage appartient à son propriétaire, sa beauté à tout le monde*". Le jeune marquis de Breteuil se pique de l'emporter sur le jeune vicomte Hugo. "*Un château pour tous*". Le titre de son livre, c'est aussi tout un programme.

Le château vivant est l'antidote du musée : il constitue, par excellence, le lien subtil qui rattache le passé au présent. Il est l'image d'une certaine continuité - continuité fragile s'il en est et dont il appartient à notre temps d'assurer, coûte que coûte, le maintien. *"Un passé pour*

ou de la Russie communiste. *"Que l'ancien serve l'actuel"*, déclarait le feu président Mao. Cet aphorisme, Henri-François de Breteuil le fait certainement sien. Il le prouve depuis quinze ans.

Que faire d'un château en perdition, dont on tient à assurer la survie ? Le rendre *"accessible à tous les publics"*. A Breteuil, que l'on peut visiter régulièrement (75.000 visiteurs annuels) sous la conduite d'une quinzaine de guides-conférenciers, on reçoit et l'on est reçu et, à l'occasion d'un mariage, on régale ses amis ; des comités d'entreprise, férus de "colloques" et de "séminaires", y réunissent parfois dix mille participants, Breteuil est un château à louer. Et il refuse du monde... Le maître de ces lieux ne s'en cache pas : il est tout le contraire d'un mondain - bien qu'il ait tenu à honneur d'être membre du Jockey-Club : *"le château a trouvé une solution pour remédier à ma défaillance mondaine. Il gagne sa vie en trouvant des "châtelains" d'un jour qui y donnent de réceptions fastueuses"*. S'ajoutent à cette activité des expositions et des concerts - sans oublier, dans le superbe parc, des "aires" de jeux et de pique-nique. Autre élément attractif, les figures de cire, confectionnées par le musée Grévin : reproduisant les grands hommes qui ont donné au château tout son lustre, elles ont pour mission de l'animer gentiment. Breteuil, souligne son hôte, a été le premier château d'Europe à sacrifier à un tel rite. A Vaux-le-Vicomte, à Chenonceaux et ailleurs, il a fait école. *"C'est cela ma conception de la culture qui d'"aristocratique", doit devenir "populaire". Le château doit intéresser autant et plus un profane qu'un conservateur de musée"*. L'initiateur de l'opération avoue qu'en la circonstance, il a été *"vivement critique"*. Il n'en a cure...

*
* *

La "Table de Teschen" dite "Table de l'Europe" chef-d'œuvre du joaillier Neuber, offerte à Louis-Auguste de Breteuil par l'impératrice d'Autriche Marie-Thérèse.

notre avenir : la formule, dans l'ordre de la sauvegarde du patrimoine, est celle du Conseil de l'Europe. Elle a été empruntée, à l'insu ou non de cette institution considérable, à l'auteur des présents propos -, lequel ne cesse de militer en faveur de ce qu'il appelle depuis très longtemps l'*"avenir du passé"*. Un tel emprunt me satisfait et me flatte.

Cette image de la continuité est beaucoup plus sensible en Grande-Bretagne, qui n'a pas connu, il y a deux siècles, la formidable césure de la Révolution, les pillages, les saisies et les confiscations dont les châteaux ont été, en France, les victimes de choix. Tant bien que mal, durant le siècle dernier, ils ont revécu. Leurs propriétaires sont à bout de souffle. Ils réclament justice, pour eux comme pour nous. Le château fait partie intégrante du trésor patrimonial des nations - qu'il s'agisse de la France socialiste, de la Grande-Bretagne conservatrice

"Conserver, c'est encore créer" : la devise des *"Vieilles maisons françaises"* a été forgée par Georges Duhamel. Les châtelains du XX^e siècle finissant, qui suivent une voie comparable à celle que trace audacieusement Henri-François de Breteuil dérogent-ils ? Trahissent-ils, en la travestissant et en l'adaptant au monde nouveau, leur histoire ? *"Le maintien d'un château n'est pas une fantaisie, dit, dans sa préface, M. le duc de Castries, mais une forme de devoir"*. La véritable trahison, en forme de démission, ce serait l'abandon pur et simple de ces maisons des siècles qui, aux yeux du châtelain de Breteuil, doivent devenir des maisons pour tous. Ainsi le veut l'impitoyable "mutation" de la société contemporaine - révolution des mœurs qui atteint à la fois les châteaux et les églises, autant dire les deux piles maîtresses de l'ancienne civilisation.

Un *matter of fact man* : tel est le dixième marquis de Breteuil. Prosper Mérimée affectionnait beaucoup la formule. Ainsi se voyait-il. Je rappelle qu'il était inspecteur général des Monuments historiques.

Yvan CHRIST

(1) Editions Gentil, nouvelle édition, Paris, 1984.

LE CONQUÉRANT DES MOTS PERDUS

par Dominique-André KERGALE

*Nous achevons la publication, du texte du **Conquérant des mots perdus** de notre collaborateur Dominique-André Kergal. Rappelons que cet ouvrage a été créé sur France-Culture les 10 et 17 mai 1984, dans une réalisation d'Anne Le Maître, avec dans les principaux rôles, Michel Lonsdale, Raymond Pellegrin, J.N. Sissia et P.F. Pistorio.*

L'action se déroule dans un futur indéterminé. La conjonction d'une idéologie totalitaire, l'hominisme, et d'un développement technologique foisonnant a créé un monde où chaque parole est enregistrée et où bientôt, la pensée elle-même pourra être captée. Pour régner, Malamor, le grand maître de l'hominisme, dispose d'un appareillage électronique très puissant, sorte de grand ordinateur central qui porte le nom de Protecteur universel et qui joue dans la société le rôle d'une idole mythologique. Face au système, la résistance s'est dressée. Conduite par Arnaud et Sébastien, elle s'est emparée du forum, immense lieu souterrain, d'où elle défie Malamor et ses ministres en menaçant de faire sauter le protecteur. En même temps qu'ils parviennent à capter les propos qui s'échangent dans la tour de l'étoile où sont rassemblés les ministres et leurs services, Malamor occupant le sommet, Arnaud, Sébastien et leurs compagnons diffusent sans discontinuer les textes, les poésies, les musiques du peuple ancien en vue de déstabiliser culturellement l'hominisme. Arnaud vient de lancer au peuple un appel à manifester.

30 - Le forum. Cabinet d'Arnaud. Arnaud, Sébastien.

Sébastien : Tous ces gens vont se faire mitrailler !

Arnaud : S'ils sortent de chez eux, c'est qu'ils jugent leur vie pire que la mort. Mais sortiront-ils ?

Sébastien : Il y a une issue. Il faut qu'il y en ait une. J'ai parié sur

la lumière au bout du labyrinthe.

Arnaud : J'ai parié sur l'action.

Sébastien : T'a-t-elle libéré ?

Arnaud : Non. Mais elle m'a permis de me tenir debout.

Sébastien : Et à cette heure ?

Arnaud : A cette heure, elle m'enseigne les lois du combat. Faire lever la vague. Submerger l'ennemi.

Sébastien : Si nous échouons ?

Arnaud : Un jour, nous jaillirons dans la mémoire des hommes. Nous l'aurons mérité.

Sébastien : Que leur aurons-nous apporté ?

Arnaud : Le sens et la beauté.

Sébastien : J'admire que tu oses assumer ce que moi j'ose seulement rêver. Que faire à présent ?

Arnaud : Renouveler sans relâche l'appel à la manifestation. Diffuser de la musique. Faire monter la tension.

Sébastien : Il se passera quelque chose. Nous ne serons pas abandonnés.

31 - La tour. Cabinet de Malamor. Malamor. Le ministre de l'abîme.

Le ministre de l'abîme : Le ministre du contrôle continu a réussi à s'enfuir.

Malamor : Monsieur le ministre de l'abîme, décidément vous me servez mal.

Le ministre de l'abîme : Cependant, général, je vous sers.

Malamor : Parce que votre sort est lié au mien.

Le ministre de l'abîme : La réciprocité n'est-elle pas également vraie, général ?

Malamor : (après un silence). Elle l'est. Où se trouve le ministre du contrôle continu ?

Le ministre de l'abîme : Dans son cabinet, gardé par un fort détachement des forces du contrôle continu. Faut-il donner l'ordre aux milices de l'abîme de se saisir de lui ? Elles le feront mais il y aura un combat.

Malamor : Non. Pas de combat. J'ai besoin des forces du contrôle continu pour maintenir l'ordre dans la rue.

Le ministre de l'abîme : C'est aussi mon sentiment, général.

Malamor : Je consulte ma haine. Elle m'enseigne la ruse.

Le ministre de l'abîme : La prudence s'impose.

Malamor : La prudence s'impose pour vaincre. Or, c'est vaincre que je veux. (*plus bas*). Savez-vous, monsieur le ministre de l'abîme, ce qu'est la haine ? La haine fait vivre. Elle tend les muscles. Elle aiguise les intelligences. Elle rassemble les énergies. On ne compte pas assez sur la haine. Mais savez-vous seulement ce qu'est la haine ?

Le ministre de l'abîme : (Après un regard en direction de Malamor) Oui général, je sais ce qu'est la haine.

Malamor : Fort bien, monsieur le ministre de l'abîme. Je vous invite à partager ma haine.

Le ministre de l'abîme : Mais que faire pour le ministre du contrôle continu ?

Malamor : Patience. Ecrasons Arnaud. Après nous nous occuperons du ministre du contrôle continu et de ses complices.

32 - Le forum. Cabinet d'Arnaud. Arnaud. Sébastien. Hector.

Hector : Un colonel des forces du contrôle continu vient de se présenter au forum et demande à être reçu. Il dit être envoyé

par le ministre du contrôle continu.

Arnaud : Par le ministre du contrôle continu ? Ah ! je vois une lueur !

Entre le colonel des forces du contrôle continu.

Le colonel : Je suis mandaté par le ministre du contrôle continu pour négocier avec vous.

Arnaud : (Hautain). Négocier quoi ?

Le colonel : Un accord.

Arnaud : Pour le compte de qui ? Malamor ?

Le colonel : (Plus bas) Non, pas pour le compte de Malamor. Pour le compte du ministre du contrôle continu.

Arnaud : Voulez-vous dire que le ministre du contrôle continu agit à l'insu de Malamor ?

Le colonel : Oui et il vous propose un accord.

Arnaud : Quel accord ?

Le colonel : Il laisse se dérouler votre manifestation et il prend la place de Malamor.

Arnaud : Rapportez ceci au ministre du contrôle continu. Le peuple vomit l'hominisme et ses desservants. Il va les submerger. Voici ce que je propose à votre ministre : il donne l'ordre à ses forces de se tenir l'arme au pied, de ne pas tenter d'endiguer le flot. De toute manière, le flot passera. Si les hommes du contrôle continu font usage de leurs armes, alors le peuple les leur arrachera des mains et les retournera contre eux. Si au contraire ils laissent passer la foule, alors ils sauveront leur vie et le ministre du contrôle continu la sienne.

Le colonel : Quelle garantie avons-nous ?

Arnaud : Seulement ma parole.

Le colonel : C'est tout ?

Arnaud : A cette heure, c'est beaucoup.

33 - La tour. Cabinet de Malamor. Malamor. Le ministre de l'abîme. Le Chef d'état major des milices de l'abîme.

Le ministre de l'abîme : Général, on m'apprend que les forces du contrôle continu laissent passer les cortèges.

Malamor : Trahison ! Mobilisez toutes les milices de l'abîme. Préparez la mise en œuvre du plan Aurore.

Le ministre de l'abîme : Le plan Aurore général ?

Malamor : Oui.

Le chef d'état major des milices de l'abîme : Général, si nous appliquons le plan Aurore, nous risquons de nous heurter aux forces du contrôle continu. Le choc sera sanglant.

Malamor : Sanglant ? Le sang à présent vous ferait-il hésiter ? Le sang ? Mais ne voyez-vous pas que vous y avez fait carrière ?

Le chef d'état-major des milices de l'abîme : Nous n'avons fait qu'exécuter vos ordres.

Malamor : Eh bien continuez !

Le ministre de l'abîme : Les milices craignent qu'en cas de défaite elles ne subissent la vengeance du peuple.

Malamor : Et elles ont raison. Les pères ont engrangé la vindicte. Les fils exerceront la vengeance. C'est la loi. Les milices doivent vaincre ou périr.

34 - Le forum. Cabinet d'Arnaud. Arnaud. Sébastien. Hector.

Hector : Le forum n'est plus assiégé. Les forces du contrôle continu laissent passer dans les deux sens.

Sébastien : Alléluia !

Hector : Des centaines de milliers d'hommes et de femmes convergent vers le forum.

André : Que font donc les milices noires ?

Arnaud : Elles se regroupent pour le combat.

Danielle : Cependant, malgré les milices et malgré le contrôle continu, malgré la peur et malgré l'abîme, avec nos mots et avec nos chants nous aurons fait mouvoir tout un peuple. N'étions-nous pas solitaires au sein de la foule, n'étions nous pas le petit nombre noyé dans la masse ?

Sébastien : Nous étions la foule. Nous étions la masse.

Danielle : Nous ne le savions pas.

André : Vous m'épouvantez. Les milices vont déferler dans les rues. Et vous, vous chantez des hymnes ?

Soudain, sur les écrans, surgit en gros plan le visage d'Héloïse. Visage fermé, terne, sans expression. Dans la salle des commandes, tous se taisent. Arnaud, saisi, regarde. Héloïse, d'une voix neutre, lit un texte visiblement préparé à l'avance.

Héloïse : Des éléments incontrôlés sont entrés en révolte contre le pouvoir hominien. Il est temps que cesse...

Soudain le visage d'Héloïse s'anime. Le regard exprime la passion. Elle crie à l'intention d'Arnaud : Continue. Continue. Détruis-les. Continue...

En un éclair, l'image disparaît.

Arnaud : Passez-moi le ministre de l'abîme.

Le ministre de l'abîme apparaît sur l'écran.

Arnaud : Écoutez bien ce que je vais vous dire, monsieur le ministre de l'abîme. Si quelqu'un porte la main sur Héloïse, si quelqu'un touche à un seul de ses cheveux, alors moi, Arnaud, je vous promets le jugement et je vous promets le châtement. Écoutez encore ceci. Des centaines de milliers d'hommes et de femmes convergent vers le forum. Rien ne les arrêtera. La vague va déferler qui vous balayera vous et les vôtres. Quoi que vous fassiez, la vague passera. Alors, prenez garde. N'appliquez pas le plan Aurore. Rappelez-vous : si un seul cheveu d'Héloïse tombe ou si les milices commettent un seul massacre, alors moi Arnaud je vous jure que ce jour ne s'achèvera pas sans que vos entrailles ne sèchent au plein soleil de l'été.

Arnaud fait signe de couper la communication.

Hector : Le ministre de l'abîme demande à nouveau la communication.

Arnaud : Allons-y

Le ministre de l'abîme : Héloïse sera bien traitée. Si je suspends l'application du plan Aurore, quelle garantie me donnez-vous ?

Arnaud : Seulement ma parole de modérer autant que je le pourrai la fureur du peuple.

Le ministre de l'abîme : C'est tout ?

Arnaud : Les forces du contrôle continu se sont contentées de cette promesse.

Le ministre de l'abîme : Je suspends temporairement l'application du plan Aurore.

35 - La tour. Cabinet de Malamor. Malamor. Le ministre de l'abîme.

Malamor : Pourquoi les milices laissent-elles passer les cortèges ?

Le ministre de l'abîme : Parce qu'ils sont trop nombreux pour qu'on les arrête et que les forces du contrôle continu font cause commune avec les insurgés.

Malamor : Qu'attendez-vous pour ouvrir le feu ?

Le ministre de l'abîme : C'est que, général, cela demande réflexion.

Malamor : (Après un silence). Je me demande, à quel moment vous me trahirez monsieur le ministre de l'abîme.

Le ministre de l'abîme : L'heure est-elle bien choisie pour poser ce genre de questions ?

Malamor : Que comptez-vous faire ?

Le ministre de l'abîme : J'ai donné ordre aux milices noires de se regrouper autour de la tour. D'ici une demi-heure elles auront pris leurs positions.

Malamor : Où se trouve l'état-major des milices ?

Le ministre de l'abîme : Dans la salle des maîtres de l'hominisme.

Malamor : Fort bien. A partir de cet instant, c'est moi qui en prends directement le commandement.

Le ministre de l'abîme : Mais général...

Malamor : C'est moi qui commande, monsieur le ministre de l'abîme.

Le ministre de l'abîme se retire.

Malamor : La trahison m'environne. Le ministre de l'abîme calcule ses chances de survie. L'imbécile ! Il n'en a aucune. Il incarne l'horreur. L'horreur, c'est de tuer pour rien. Or voici que l'avenir se dérobe. Faut-il renoncer à forger l'histoire ? Quelle voix passe à travers moi ? A qui suis-je livré ? Par qui suis-je possédé ? Qu'y a-t-il au-delà de la mort ? Rien. Il faut qu'il n'y ait rien. Ou alors de quel fantasme suis-je le jouet ? J'ai vécu sans aimer et sans qu'on m'aime. J'ai vécu pour la puissance pensant que seule la puissance ne trompait pas. Et il faudrait que je dépose la puissance ? Non ! Non ! Tout n'est pas dit. Il reste les milices noires. Elles n'ont le choix qu'entre le triomphe et l'abîme. Il faut tenir. Les maîtres de l'hominisme attendent de moi que je les sauve dans la mémoire des hommes. Allons nous ressaisir au sein des milices de l'abîme. Là sont les hardis compagnons qui ne craignent pas la mort.

36 - Place du forum. Arnaud et ses compagnons émergent du forum construit en sous-sol. Le soleil les fait cligner des yeux. La foule s'étend à perte de vue sur la place du forum et sur les voies qui y mènent. A l'ouest les flammes d'un immense incendie embrasent l'horizon. Lorsque surgissent Arnaud et ses compagnons, le silence se fait autour d'eux et se répand en cercles concentriques jusqu'aux limites de la ville.

Sébastien : (A voix basse). Il faut que tu leur parles.

Arnaud monte sur un mur en pierre. La sonorisation porte sa voix aux extrémités de la ville.

Arnaud : Nous avons proféré les mots qui étaient inscrits en nous et vous nous avez entendus. Nous avons ranimé des espérances qu'on s'était acharné à étouffer et, à notre appel, vous vous êtes levés. Contre Malamor et contre le protecteur

universel, contre Malamor et contre son idole de fer, vous avez entrepris de reconquérir le souffle, l'être et la vie. Avec des mots nouveaux empruntés aux temps anciens, nous avons rouvert les portes de la vie. Nous allons paraître devant Malamor dans l'éclat du solstice de juin et nous lui signifierons que son temps est consommé et qu'il lui faut disparaître. Nous libérerons de l'enfermement les multitudes de l'abîme. Nous marcherons dans la lumière.

Une ovation monte comme un roulement sans fin. Arnaud descend du mur et entreprend à pas lents de traverser la place. La foule s'ouvre devant lui. Il se dirige vers l'avenue de l'étoile, suivi à quelques mètres par ses compagnons. Derrière ceux-ci, la foule se regroupe. Peu à peu, le cortège se forme. Il s'engouffre dans l'avenue de l'étoile qui monte vers la tour. Le mouvement est lent, ample, puissant. De toutes parts, rues, jardins, galeries, le peuple surgit et s'agrège à la masse en marche. Des chants retentissent. Parfois un inconnu dit un poème. La sonorisation donne aux voix une formidable puissance. Lentement, la foule monte vers la tour de l'étoile.

37 - La tour. Cabinet du ministre du contrôle continu. Le ministre du contrôle continu. Le chef d'état-major des forces du contrôle continu. Des officiers.

Le ministre du contrôle continu : Général, branchez les lecteurs de pensées sur les écrans de la tour.

Le chef d'état-major des forces du contrôle continu : Est-ce prudent, monsieur le ministre ?

Le ministre du contrôle continu : Nous n'avons plus rien à perdre. La chute de Malamor est notre seule chance de survie. Faites ce que je vous dis.

38 - La tour.

Sur les écrans de tous les bureaux, de toutes les salles, s'inscrivent les pensées captées par les lecteurs répartis dans la ville.

Les voix de la tour : Qu'est ceci ? D'où viennent ces phrases insensées ? Comment tolère-t-on de tels propos ? "L'hominisme nous a volé notre jeunesse. L'hominisme nous a volé notre vie". D'où cela vient-il ? "Je ne peux plus les supporter. Je ne peux plus supporter leurs mots". Qui écrit cela ? ... Quoi... ? Les écrans sont branchés sur les lecteurs de pensées ? "Ils ont précipité mon frère, ma sœur dans l'abîme. Mort à Malamor". Mort à Malamor ? Y a-t-il réellement quelqu'un pour oser penser cela ? "Mort à Malamor". "Il faut les jeter dehors". "Enfin le jour est arrivé". Mais qu'est-ce qu'ils veulent ? "Leur peau, on aura leur peau". "J'ai bien fait de venir. Tant pis si les milices noires nous tirent dessus". Pouvait-on imaginer que de pareilles choses se pensaient secrètement ? "Je veux qu'on me rende mes enfants. On va rouvrir l'abîme. Que m'importent les milices noires. Mes enfants, je veux mes enfants." On ne va pas ouvrir l'abîme non ? Ce serait la fin de tout pouvoir hominien. Est-ce qu'on ne va pas bientôt arrêter tous ces cortèges ? Impossible de les arrêter ?... Mais alors ?... "Il faut en finir une bonne fois avec ces gens-là". En finir avec qui ?... Avec nous... ?... Mais que leur avons-nous fait ?... "Il faut les liquider tous d'un seul coup. Puis rouvrir l'abîme." Nous liquider ? Ils sont des millions ?... C'est impossible. Comment avons-nous pu ignorer leurs pensées ? Pourquoi ne les exprimaient-ils pas ?... Peur de l'abîme ? ... Bon sang, mais que font les milices noires ?... "J'éclate. Tous ces chants, c'est formidable. Jamais connu ça. On peut parler au voisin. On peut lui dire ce qu'on pense". Tout dire ? Si on peut tout dire, c'est la fin de l'hominisme. Ils ne sont qu'une minorité... Ils sont des millions... De l'hominisme ils n'ont retenu que la terreur. La terreur ? Quelle terreur ?... Exerçons-nous la terreur ?... Tous ces arrêts de

déportation que vous signez chaque jour, c'est ça la terreur... N'exagérons pas... N'est-ce pas pour leur bonheur que nous travaillons ? "Qu'on rouvre l'abîme et qu'on y précipite toute l'engeance" Nous dans l'abîme ? Mais enfin ça n'est pas possible... Pas possible... Ma femme... Mes enfants... "Qu'on les jette dans l'abîme et qu'ils y crèvent". Ne sommes-nous plus les maîtres de l'abîme ? Toutes ces signatures... Ces signatures... "Qu'on les enchaîne. J'irai voir ça". Que font les milices noires ? Où est Malamor ? Que fait Malamor ? Malamor... Malamor...

39 - La tour. Cabinet de Malamor. Malamor. Le Ministre de l'abîme.

Le ministre de l'abîme : Mais, général, ils nous haïssent !

Malamor : En doutiez-vous ?

Le ministre de l'abîme : Ils nous haïssent, général. Ils nous haïssent.

Malamor : Les maîtres de l'hominisme n'ont pas à être aimés. Ils ont à façonner la masse informe pour donner un sens à l'histoire.

Le ministre de l'abîme : Leur haine est un flot qui vient battre la tour. Nous sommes perdus.

Malamor : Nous serons vainqueurs si notre haine est la plus forte.

Le ministre de l'abîme : Ils sont trop nombreux, général. Trop nombreux.

Malamor : A midi, j'ordonnerai le feu. Ce sera le septième châtiment.

Le ministre de l'abîme : Si nous échouons, le peuple dévorera nos entrailles.

Malamor : Si nous réussissons, l'histoire nous baisera les mains. Allons, la peur vous obscurcit le cerveau. Vos mains tremblent. Ne vous occupez de rien. Je me charge de tout.

40 - Avenue de l'étoile. Arnaud marche en tête du cortège. Derrière lui, en retrait, Sébastien et ses compagnons. Puis la foule.

Arnaud : Est-ce moi qui vis cette minute ? La vague s'est levée et moi, Arnaud, je suis au sommet de la vague. Est-ce bien moi qui suis le siège de cette exaltation ? Qu'attendent-ils de moi ? D'où leur vient cette confiance ? Y a-t-il une marque sur mon front ? Non, ils ont deviné l'image que je porte en moi et ils s'y sont ralliés. Folie ! Leur folie a rencontré la mienne. Comédien ! Cependant, cette certitude en moi établie, cette clarté du jugement, cette connaissance des gestes à accomplir, des paroles à prononcer, d'où cela vient-il ? Ai-je été conçu, moi aussi, comme Malamor, pour la puissance et pour la jouissance ? Le monde glisse sous mes pieds. Prendre garde... Cette distance, ce détachement de toutes choses, cette résignation, cette indifférence aux êtres et à soi-même... Est-ce cela la mort ? Prendre garde. Suis-je le successeur de Malamor ? La chaîne des maîtres est-elle sans fin ? S'agit-il seulement de gérer le néant en se drapant dans le linceul de l'avenir ? Non ! Non ! Il y a Héloïse. Et Sébastien et tous ceux-là qui me suivent. (*Comme sortant d'un rêve*). Pourquoi soudain ce silence ? Que se passe-t-il ?

Sébastien : Arrête-toi donc ! Mais arrête-toi donc !

Arnaud : Que se passe-t-il ?

Sébastien : Tu n'as pas entendu Malamor ?

Arnaud : Non.

Sébastien : Où es-tu ?

Arnaud : Je ne sais pas.

Sébastien : Il vient de hurler... Mais écoute. Il recommence.

Malamor : Les rebelles du forum vous ont égarés. Arrêtez ! Quittez ces lieux. Dans cinq minutes, les milices ouvriront le feu avec toutes leurs armes. Pas un d'entre vous ne survivra. Quittez ces lieux pendant qu'il en est encore temps.

Arnaud : Ravale tes menaces, Malamor. Tu ne fais plus peur. Le temps de ta puissance est révolu. Le peuple ne se dispersera que lorsque tu seras descendu de la tour et que l'idole de fer derrière laquelle tu t'abrites aura été détruite.

(A voix basse à Sébastien). Entre immédiatement en relation avec le ministre de l'abîme. Ordonne-lui de rassembler ses troupes dans les sous-sols de la tour et de fuir par les souterrains. S'il s'exécute, promets-lui la vie sauve, à lui et à ses milices. Sinon, annonce-lui que les armes stockées dans les magasins du contrôle continu seront distribuées au peuple et que l'assaut va être donné à la tour. Dis-lui que l'issue du combat ne fait pas de doute et que la fureur des vainqueurs sera inextinguible et inventive.

Sébastien : Faut-il dire inventive ?

Arnaud : Oui. Et ni toi, ni moi n'y pourrons rien. Préviens-le.

Sébastien : Bien !

Malamor : C'est toi seul que j'ai convoqué, Arnaud. Toi seul mérites le châtement.

Arnaud : Tes heures sont comptées, Malamor.

Malamor : Tais-toi, misérable ! Avance vers la tour, seul, sans armes et en silence.

Arnaud : J'avancerai quand il me plaira. Le peuple m'accompagnera et je ne me tairai pas. L'heure est venue de rendre des comptes, Malamor. Je te demande des comptes pour la peur et pour l'aviissement. Je te demande des comptes pour les millions d'hommes et de femmes qui ont été enfermés dans l'abîme et qui y sont morts. Je te demande des comptes pour les châtements que le peuple a endurés et dont l'horreur est gravée à jamais dans sa mémoire.

Malamor : Et moi je t'annonce le septième châtement.

Arnaud : Moi, c'est le jugement que je te promets, Malamor.

41 - Sur ordre d'Arnaud, Sébastien et André sont entrés en contact avec le ministre de l'abîme. Le résultat de la démarche reste incertain.

42 - La tour. Les couloirs. Sébastien et André marchent rapidement vers la sortie.

André : En leur accordant la vie sauve, nous trahissons les morts et les vivants.

Sébastien : Nous répondons à l'appel des morts et nous sauvons les vivants.

André : Sur qui comptes-tu pour rendre la justice ?

Sébastien : La justice ? La justice ? Cesse d'invoquer la justice. Sais-tu si la justice n'a pas une sentence contre toi ? Connais-tu ses balances ?

André : La haine te manquera toujours.

Sébastien : J'en ai été protégé. Voici Danielle. Ecoute-la si tu ne veux pas que Malamor revive en toi.

43 - La tour. Cabinet de Malamor. Malamor.

Malamor : (Debout, tourné vers l'avenue de l'étoile). Les maîtres de l'hominisme guettent l'instant où je ressaisirai la puissance et où je rétablirai leur éternelle domination sur l'histoire. Ils jouent leur survie. Rien ne compte excepté cela. Garder le monopole du jugement dernier. Il y va de tout. (*Hâché*). Ils avancent... ? Quels hymnes chantent-ils ?... Quelle force leur a fait braver les milices, l'abîme et leur propre peur ?... Vont-ils tout submerger ?... Ils croient ce qu'ils disent... C'est le secret de leur force... (*Malamor se passe la main sur les yeux*)... Ils avancent toujours... Le châtement est proche. Ils vont périr. Et moi, Malamor, je me dresserai solitaire au sommet de l'histoire et je proclamerai ma divinité... Et si c'était la fin ?... La fin de tout ?... Il reste les milices. Retournons au milieu des milices.

44 - La tour. 17^e sous-sol. Salle des maîtres de l'hominisme. P.C. des milices de l'abîme. Le ministre de l'abîme, des généraux, des officiers, des miliciens.

La salle des maîtres de l'hominisme est une pièce assez vaste, haute de plafond où les milices ont établi en hâte leur P.C. Les murs constituent de grands écrans sur lesquels se projettent à intervalles réguliers et brefs les portraits des six prédécesseurs de Malamor. Les parties laissées libres par les portraits sont utilisées par l'état major des milices pour suivre l'évolution de la situation : réception des informations, transmission des ordres, etc...

Le général commandant les milices : La vie sauve ? La vie sauve ? En sommes-nous réduits à négocier notre vie ?

Le ministre de l'abîme : Oui, général. Et de surcroît, il faut faire vite. Il faut fuir au plus tôt par les souterrains.

Le général : Fuir ? Fuir ?

Le ministre de l'abîme : Fuir général. Fuir. Dans une demi-heure, il sera trop tard. La foule aura tout submergé.

Le général : Il faut nous battre.

Des voix : Pour quoi ? Pour qui ? Pour Malamor ?

Malamor : (Qui vient d'arriver). Oui, messieurs. Pour Malamor et pour vous-même. L'hominisme doit se battre pour survivre.

Des voix : L'hominisme ? L'hominisme est mort.

Le ministre de l'abîme : Arnaud nous promet la vie sauve.

Malamor : (Avec rage). La vie sauve ? La vie sauve ? Est-ce là votre suprême ambition. La vie sauve ! Comment étant ce que vous êtes, pouvez-vous croire qu'on vous laissera la vie sauve ? Les morts de l'abîme crient vengeance et vous on vous laisserait la vie sauve ? Si vous n'êtes pas vainqueurs, on vous mènera à l'abattoir.

Des voix : Vive Malamor ! Vive Malamor !

Malamor : Ou vous serez les héros de l'hominisme ou l'on dira de vous que vous en étiez les bourreaux.

Une voix : Sommes-nous des bourreaux ?

Malamor : Ne le saviez-vous pas ?

La voix : Pourquoi avons-nous tué ?

Malamor : C'est pour sauver les raisons de tuer qu'il faut vaincre.

La voix : N'y a-t-il que cela à sauver ?

Malamor : Qu'y aurait-il d'autre à sauver ?

Des officiers et des miliciens arrivent en courant.

Les arrivants : Quels sont les ordres ? La foule va nous submerger. Elle surgit de partout.

Malamor : J'ordonne le feu.

Le ministre de l'abîme : Il faut réfléchir, général. Nous serons écrasés et nous subirons la longue mort.

Malamor : (Allant de l'un à l'autre, comme égaré). J'ordonne le feu. J'ordonne le feu.

Soudain surgissent sur les écrans des bribes de phrases hâchées par des exclamations et interjections. Les mots se succèdent à toute vitesse.

- C'est un piège ... Des millions de types... Se battre ? L'hominisme est mort depuis longtemps... Malamor est foutu... Tirer dans le tas?... Y'en aura toujours assez pour nous submerger... C'est foutu... Malamor est timbré... Le ministre de l'abîme, cet espèce de salaud, va trouver le moyen de se tirer en nous laissant dans la trappe... Moi aussi, je me tire... Qu'est-ce que je fais ici ?... Que Malamor se fasse trucidé, mais tout seul... Qu'il ne compte pas sur moi... Sans compter que j'en ai marre d'obéir à cet abruti de chef d'état-major... Marre... Si cette discussion s'éternise, je me tire tout seul... marre de tout... Mais qu'est-ce qu'on attend ?... Malamor est timbré... fou à lier... Je ne vais pas mourir pour un timbré...

Une voix : Mais qui pense des choses pareilles ? ... Qui ?...

Le ministre de l'abîme : Nous, messieurs, nous. Ce sont là nos pensées telles que les enregistrent en ce moment les lecteurs qui sont dans la salle.

Médusés, les présents se taisent, cependant que les mots continuent de se projeter sur les écrans.

- Foutre le camp... C'est donc ça que tous ces types ont dans la tête ?... Bon sang ! Mais qu'est-ce que je fais ici ?... Marre de tout... De tout... Malamor... l'abîme... De tout...

Une voix : Sauve qui peut !... Sauve qui peut !...

En un clin d'œil, la salle se vide. Malamor reste seul.

Malamor : J'ordonne le feu... J'ordonne le feu... Ouvrez le feu... (*Malamor cherche autour de lui quelqu'un à qui donner ses ordres. Il ne trouve personne. Hagaré, il arpente la pièce*). Où sont-ils ? N'étaient-ils pas mes fidèles ? Où sont-ils ?... Suis-je seul ?... J'ordonne le feu... Va-t-on m'obéir à la fin... Vous, là-bas capitaine... (*Un capitaine traverse la pièce en courant sans s'arrêter*). Capitaine ? Quoi ?... Seul ?... Ma parole a-t-elle perdu toute puissance ?... Où suis-je ? Qui suis-je ?... Ne suis-je pas Malamor, grand maître de l'hominisme ?... Que font les grands maîtres qui m'ont précédé ?... Ne vont-ils pas sortir du tombeau ?... Laisseront-ils anéantir leur œuvre ?... J'invoque le pacte secret qui lie les maîtres à travers les âges. A moi les morts !... Votre mémoire va périr. Si vous n'accourez pas vous serez voués à la vindicte de l'histoire (*L'œil égaré, il regarde les portraits immenses qui apparaissent et qui disparaissent*). Pourquoi ne répondez-vous pas ? Il y va de votre salut éternel. C'est par moi que vous vivrez ou que vous mourrez... Le tumulte a-t-il pris fin ?... Je n'entends plus rien... Ce silence... Qui sont ces gens dont le regard me suit ?... Pourquoi suis-je ici ?... Pourquoi suis-je seul ?... Voyons que se passe-t-il ? Ah ! Je me souviens, oui je me souviens, je suis Malamor... Mais suis-je encore Malamor ?... La puissance ne m'a-t-elle pas abandonné ?... Les maîtres de l'hominisme m'ont-ils trahi ? Ont-ils rompu le pacte ? Folie. Je perds l'esprit. Ils sont morts. Mais eux sont morts dans l'éclat de la puissance alors que cette foule s'apprête à me piétiner... Quels supplices vont-ils inventer ?...

Quels gémissements me feront-ils exhiler ? Pourquoi ce silence ? Suis-je déjà dans le tombeau ? Arnaud et ses compagnons se sont-ils perdus ? M'ont-ils oublié ? Non ! Non ! Où que j'aie ils sauront me retrouver.

Il frappe du poing sur un mur.

Jamais. Jamais je ne tomberai dans leurs mains avides. Disparaître... Fuir dans la nuit... Dans le néant... Et si la mort n'était point le néant ?... Ah ! Trop tard... Tout est consommé... Trop tard. Je ne reverrai plus le soleil, ni le printemps, ni les forêts. Je suis perdu. Je suis seul au sein de ce silence. Pourquoi les maîtres me regardent-ils ainsi ? Mais parlez !... Sortez de vos sépulcres !... Etes-vous réellement morts ? Réellement tombés en poussière ?... Quelle plainte, vos yeux laissent-ils échapper ? Folie ! Est-ce moi qui vis cette agonie ? Je franchis un à un les cercles de l'ombre. J'entends des voix funèbres, pareilles à des râles. Je suis dans les ténèbres, au milieu d'un grouillement de reptiles... M'a-t-on oublié ?... Suis-je mort ?... (*Des pas se font entendre dans le lointain*).

Non ! Non ! Ils me cherchent. Ils arrivent. Ils vont m'enfermer dans une cage pour me montrer aux foules... Non ! Non !... Ne me reste-t-il rien de ma puissance ? Rien ? Si... Il me reste... Quoi ?... Cette confusion dans ma tête... Il me reste... Ma haine n'aura pas été assez forte... Il me reste les commandes... Disparaître... mais que le monde disparaisse avec moi... Il suffit... Là-bas... La manette. Là-bas dans le musée, au-delà des livres, des manuscrits, derrière les armes... J'ai le code... Que tout explose !... C'est la fin !... La mienne !... La leur... Plutôt ravager la création que la leur abandonner. Fuyons.

Malamor quitte la salle.

45 - Malamor se précipite vers la commande du 17^e sous-sol. Arnaud, Sébastien et ses compagnons courent à sa recherche dans les couloirs et les salles de la tour. Arnaud pressent le projet de Malamor. Au bout d'une dizaine de minutes, le groupe arrive dans la galerie des armes. Arnaud se jette du côté où il croit savoir que se trouve la commande. Soudain, il s'arrête. Devant lui, à vingt mètres, se tient Malamor, une arme dans la main, une boîte de télécommande dans l'autre. Malamor a recouvré ses esprits.

Malamor : Plus un pas. Le code est mis. Je suis le maître.

Arnaud : Tu n'es le maître de rien du tout Malamor.

Malamor : Je suis le maître de la vie et de la mort.

Sébastien : (D'une voix forte, pleine de certitude et d'autorité). Malamor, il faut déposer le masque et l'armure.

Malamor : Qui es-tu ?

Sébastien : Je suis Sébastien.

Malamor : Celui qui a allumé le feu ?...

Sébastien : Je suis Sébastien.

Malamor : Moi, je suis Malamor.

Sébastien s'avance lentement, pas à pas, la main tendue.

Sébastien : La paix soit avec toi.

Malamor : Encore un pas et je te tue.

Arnaud : Sébastien, arrête.

Sébastien s'avance toujours, lentement.

Sébastien : La paix soit avec toi.

Malamor : Arrêtez-le. Il est fou.

Arnaud : Arrête, Sébastien. Arrête.

Sébastien s'éloigne peu à peu du groupe et s'approche de Malamor. Visiblement, Malamor ne comprend pas. Il s'agite. Il crie.

Malamor : Encore un pas et tu es mort.

La main tendue Sébastien s'avance toujours, un peu plus lentement.

Arnaud, Danielle, André et les autres : Sébastien. Arrête, il te tuera.

Malamor s'agite de plus en plus. Il brandit son arme. Il s'exaspère de l'inconscience de Sébastien et de sa propre impuissance à lui faire peur. Il hurle.

Malamor : Arrête... Arrête ou je te tue.

Arnaud : Arrête.

Malamor tire. Sébastien tombe sur les genoux, le corps en avant. Arnaud pris de fureur, se jette sur Malamor, lui arrache son arme, le blesse mortellement. Malamor qui a gardé la boîte de télécommande dans la main, chancelle tombe à terre, se traîne sur quelques mètres sans lâcher la boîte et s'adosse au mur.

Malamor : N'approchez pas. Pas un geste ou j'appuie.

André : (En aparté). Il faut le tuer. De toute manière, il fera tout sauter.

Pendant ce temps, Sébastien est parvenu à se redresser sur les genoux.

Sébastien : (De la même voix que tout à l'heure, mais avec angoisse) : Malamor, prends garde au salut de ton âme.

Malamor est à nouveau saisi de trouble comme précédemment. Il regarde Sébastien. Il ouvre la bouche comme s'il avait quelque chose à demander à Sébastien. Mais il ne profère aucun son.

Sébastien : Malamor prends garde au salut de ton âme.

Malamor s'agite.

Malamor : Sébastien...

La voix disparaît.

André : (A voix basse à Arnaud). Il hésite. Je le tue.

Arnaud : Trop dangereux. Il peut te voir et tout faire sauter.

André : Il ne me verra pas. De toute manière...

Arnaud : Laisse-le mourir.

André : Je tire...

Arnaud : (Fermement). Laisse-le mourir. Il a droit à sa propre mort.

Sébastien : Malamor...

La voix de Sébastien se brise.

Malamor : Sébastien...

D'un geste délibéré, Malamor ouvre la main, pose la boîte de télécommande sur le sol et la repousse du pied. Puis, brusquement, il s'immobilise.

André : (Incrédule). Malamor... C'est fini...

Arnaud : Sébastien...

Deux médecins qui viennent d'arriver s'affairent autour de Sébastien. Il est déjà trop tard. Arnaud s'agenouille.

Sébastien : (Dans un souffle). Ne dis rien. Je ne souffre pas.

Arnaud se redresse. Danielle a des larmes dans les yeux. Bientôt, on emporte Sébastien sur une civière. Le groupe suit en silence, Arnaud en tête. La marche se poursuit à travers les galeries pendant de longues minutes. Puis Arnaud et ses compagnons s'engagent dans les couloirs souterrains de la tour pour émerger enfin place de l'étoile. La foule, qui a appris la fuite des milices noires et la mort de Malamor, est dans un état d'exaltation indescriptible. Des chants, des cris explosent de toutes parts. Cependant, lorsque paraît Sébastien mourant, le silence se fait progressivement de proche en proche. Bientôt, la nouvelle est connue de tous. Un silence universel s'établit sur la ville. Cependant, sur les écrans, les premières images de l'ouverture de l'abîme apparaissent. Les immenses portes de béton sont écartées. Hébétés, titubant, s'appuyant les uns sur les autres, des hommes et des femmes surgissent. Ils s'avancent lentement dans le soleil. Soudain, en gros plan jaillit le visage d'Héloïse. Immobilité, Arnaud tient la main de Sébastien et regarde Héloïse.

FIN

LES LIVRES DE NOS COLLABORATEURS

Journal d'une crise

par Jean Boissonnat, éd. J.C. Lattès

La tentation social-démocrate

par Jean-Pierre Fourcade, éd. Plon

Les monuments historiques en France

par Jean-Pierre Bady, éd. PUF

La poursuite de l'essentiel

par Jean Onimus, éd. Centurion

L'immigration : une chance pour la France

par Bernard Stasi, éd. Laffont

Droits des peuples, droits de l'homme

par l'Institut Jacques Maritain, éd. Centurion

L'IMPRESSIONNISME ET LE PAYSAGE FRANÇAIS

par Henri BOURBON

U ne idylle de la lumière avec les champs et la ville, du ciel changeant avec l'eau miroitante. C'est bien ainsi que nous apparaît le paysage impressionniste d'une saison à l'autre, tel qu'il est présenté sur les cimaises du Grand Palais à Paris. Quatre-vingt toiles provenant de collections privées d'Outre Atlantique, de musées américains (spécialement l'Art Institute of Chicago), canadiens, britanniques sont, avec le concours du mécénat d'I.B.M., exposées à Paris après l'avoir été à Los Angeles et à Chicago, elles côtoient un choix de tableaux prêtés par les musées français. Il y a un siècle - en 1874 - des vues de jardins, de rivières, de villages, de ponts métalliques, de voies ferrées étaient rassemblées dans l'ancien atelier du photographe Nadar, Boulevard des Capucines, par des peintres qui s'étaient constitués en Société à cet effet, il s'agissait de Monet, de Pissarro, de Renoir, de Cézanne, de Sisley, de Degas, de Berthe Morisot, de Guillaumin. Leurs œuvres s'inspiraient directement de la nature et de la vie, elles rompaient avec les traditions académiques et classiques, elles captaient l'atmosphère dans ses frémissements, saisissaient l'instant qui passe et l'exprimaient dans une palpitation lumineuse et subtile, appréhendaient les sensations les plus fugaces. Leurs couleurs claires juxtaposées, leurs touches ostensibles et

fragmentées, leurs tons divisés, leurs lignes hachurées provoquaient les quolibets du public et les invectives de la critique. On parlait même de "deshonneur de la France", de "système destructeur", de "négarion de l'art", d'"incohérence". En 1894 le peintre mécène Caillebotte faisait don à l'Etat de soixante-sept tableaux de sa collection impressionniste, après plusieurs années de tergiversation l'Administration en acceptait quarante ! ... c'est ce que l'on a appelé le scandale du legs Caillebotte qui donne la mesure du sectarisme et de l'ignorance des milieux qui prétendaient régner sur le goût de l'époque. Aujourd'hui l'impressionnisme est l'un des mouvements les plus prestigieux et les plus populaires de l'histoire de l'art.

C'est de 1874 et plus exactement de 1863, année du Salon des Refusés où fut exposé le fameux "Déjeuner sur l'herbe" de Manet, que date l'avènement de la "modernité" sur la scène de la peinture. Dans son livre "1863 : naissance de la peinture moderne" Gaëtan Picon a montré qu'un âge nouveau commence avec Manet et puis avec l'impressionnisme, celui où l'art est invention permanente. "Depuis Manet, écrit-il, la peinture n'appartient qu'à ceux qui sont capables de saisir le sens qu'elle a pour elle-même : celui d'un monde vu comme s'il était

Monet, Au bord de l'eau, Bennecourt, 1868 (The Art Institute of Chicago)

lui-même, de part en part, peinture". Voilà bien la révolution de la modernité.

Mais revenons à l'exposition "L'impressionnisme et le paysage français". Elle réunit des tableaux d'artistes ayant pris part aux expositions impressionnistes de 1874 à 1886 à l'exception de Degas : Monet, Pissarro, Renoir, Sisley, Cézanne, Caillebotte, Berthe Morisot, Boudin, Bazille, Guillaumin. On a ajouté des toiles de Manet le précurseur et des néo-impressionnistes, Gauguin, Van Gogh, Emile Bernard, Seurat, Signac et Cross. Les œuvres n'ont été classées ni selon les sites géographiques

ni selon les styles ni selon la chronologie. La formule adoptée a été celle - fréquente aux U.S.A. - d'une répartition thématique en neuf groupes, d'où il ressort tout à la fois l'image d'une France traditionnelle, campagnarde et rurale, attachée aux joies simples de la nature et celle d'une France qui s'ouvre aux progrès de l'industrie et à l'animation urbaine. L'énumération de ces groupes n'est pas inintéressante. 1 - Le paysage dans la peinture française au cours des années 1860 avec la forêt de Fontainebleau et l'Ecole de Barbizon, la Normandie et l'Ecole de Honfleur ou de la ferme Saint-Siméon. On perçoit les influences de Corot, Daubigny, Rousseau, Courbet, Millet, Boudin, Jongkind chez Bazille, Monet, Sisley, Renoir, Pissarro. 2 - Le berceau de l'impressionnisme : Bougival, Marly, Louveciennes (Monet, Pissarro, Sisley, Renoir, c'est-à-dire les artistes qui sont les plus représentatifs de l'impressionnisme). 3 - Pissarro, Cézanne et le groupe de Pontoise avec Guillaumin, auquel est venu se joindre Gauguin : bien que conseillé par Pissarro, Cézanne traite le paysage de manière très différente de celle de son ami. 4 - Rivières, routes et chemins de fer : Argenteuil, Arcueil, Moret-sur-Loing (Monet, Caillebotte, Renoir, Sisley, Boudin, Guillaumin, Pissarro). 5 - Le paysage urbain avec les grands Boulevards, le Pont de l'Europe, la gare Saint-Lazare, les rues pavées et grouillantes, les places en vue plongeante et aussi quelques aspects de Rouen (Monet, Caillebotte, Pissarro, Berthe Morisot). 6 - Jardins privés et jardins publics : Les Tuileries, Giverny, Petit-Gennevilliers, Méric (Monet, Caillebotte, Bazille, Pissarro, Van Gogh). 7 - La campagne française selon le rythme des saisons et selon les heures de la journée (Monet, Pissarro, Sisley, Seurat,

*Guillaumin, Vaqueduc à Arcueil, 1874
(The Art Institute of Chicago)*

*Caillebotte, Le pont de l'Europe, 1876-77
(Fort Worth, Kimbell Art Museum)*

Gauguin). 8 - La mer: les villégiatures mondaines de Normandie et les "magies de l'air et de l'eau" à Etretat ou à Varengeville (Boudin, Monet, Seurat, Signac). 9 - L'évasion loin de Paris: la Bretagne, la Provence, la Côte d'Azur (Monet, Cézanne, Gauguin, Emile Bernard, Cross).

Tout dans cette promenade à travers les paysages impressionnistes est enchantement, motif à rêveries et à émerveillement. Mais il est quelques révélations et quelques temps forts. Une des révélations: les audaces de

Caillebotte avec ses perspectives et ses cadrages insolites ("Un refuge, boulevard Haussmann" - "Le Pont de l'Europe"), Caillebotte, un méconnu qui commence à cesser de l'être. Temps forts: les neuf versions des "Meules" de Monet peintes au soleil levant, au soleil couchant, au déclin du jour, en automne, en été, en hiver, sous la neige, prodigieuse et éblouissante symphonie dont le choc a conduit Kandinsky à l'abstraction; trois des sept versions de "La Gare St-Lazare" avec le tourbillonnement de ses vapeurs et de ses fumées, et toujours de Monet, "La Pie" qui offre un des plus beaux effets de neige de la peinture impressionniste; les trois admirables versions par Cézanne du "Golfe de Marseille, vu de l'Estaque" avec ses toits rouges sur la mer bleue, toiles qui annoncent le cubisme et deux des soixante visions cézanniennes (huiles et aquarelles) de "La montagne Sainte-Victoire" monumentale, altière, immuable, rocailleuse, fascinante; le contraste entre le réalisme très coloré des "Canotiers à Chatou" de Renoir et sa surprenante et écumeuse "Vague" qui côtoie l'abstraction, comme vingt ans plus tard "Les Nymphéas" de Monet.

L'Univers impressionniste: une fête de la lumière, une aventure de la couleur, un hymne à la beauté du monde et à la grâce des femmes, une révolution de la vision qui se prolonge et engendre d'autres recherches picturales, d'autres univers, d'autres sources de joie esthétique. Ainsi que l'a dit Germain Bazin "l'impressionnisme est le printemps de la peinture".

Henri BOURBON

DISQUES : Gustav Mahler, Richard Strauss

En gravant sur un même disque le Mouvement de quatuor en La Mineur de Mahler et le quatuor pour piano op. 13 de Richard Strauss, le quatuor Ivaldi a pris une initiative excellente. Ces deux œuvres ont une parenté évidente: œuvres de jeunesse de deux compositeurs dont la carrière a été parallèle, ces deux morceaux écrits à 16 ans pour Strauss et à 20 ans pour Mahler restent très marqués par l'influence des compositeurs romantiques allemands en vogue à l'époque: Brahms, Schumann, Wagner et Mendelssohn.

C'est seulement par moment dans le mouvement de quatuor de Mahler que l'on peut reconnaître le style qui, quatre ans plus tard, dans le "Klagende Lied" définira parfaitement le compositeur. De même, seul le final du quatuor en Do Mineur, par sa vivacité, annonce le Strauss de la maturité. Les trois autres mouvements, d'une inégale valeur, semblent avoir largement subi les influences de Brahms, Wagner et Mendelssohn.

Le Mouvement de quatuor, première œuvre de Gustav Mahler, est pour la première fois gravée sur un disque disponible en Europe. En revanche, il existait déjà une version du Quatuor de Richard Strauss, accessible dans notre pays, celle du quatuor de Milan, qui est loin, malheureusement, d'être une version de référence.

Sans précipitation excessive et sans traîner dans les passages lents, le quatuor Ivaldi nous offre ici l'interprétation claire et dynamique que ces œuvres de jeunesse réclamaient. L'enregistrement, réalisé dans le site exceptionnel de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, est de très bonne qualité. La technique numérique atteint des résultats exceptionnels: les voix se détachent les unes par rapport aux autres, tout en gardant un mouvement d'ensemble parfait. L'équilibre entre le piano et les cordes est idéal.

Deux œuvres intéressantes donc, dans une interprétation de grande qualité, à écouter comme des morceaux de jeunesse, sans espérer y trouver les futurs effets orchestraux qui caractériseront plus tard ces deux compositeurs. Mahler et Strauss, les deux plus grands chefs d'Europe, l'un à Vienne, l'autre à Berlin, consacreront leur vie à la Direction d'orchestre, composant pendant leurs moments de loisir. Et leur musique, comme leur vie, restera marquée par cette domination de l'orchestre.

Marc DARMON

*Gustav Mahler: Mouvement de quatuor en La Mineur (1876)
Richard Strauss: Quatuor en Do Mineur op. 13 (1884)
par le quatuor Ivaldi (Erato NUM 75146).*

Avec le Crédit Agricole, faites fructifier vos entreprises.

Le Crédit Agricole aide votre entreprise à investir, innover, exporter...

Pour aider une entreprise à se développer, il faut comprendre son problème. En offrant un dialogue véritable et des réponses adaptées et simples, le Crédit Agricole permet aux entreprises d'innover, d'exporter, d'investir...

Vous recherchez des moyens de financement? Le Crédit Agricole vous offre :

- en matière de crédit, des taux annoncés

"tout compris" incluant toutes les commissions ayant un caractère de complément d'intérêt.

- une prise de risques aux côtés de votre entreprise pour permettre de renforcer ses fonds propres,
- une possibilité d'association dans le développement de l'innovation (Agrinova).

Le Crédit Agricole vous propose aussi :

- des conseils en matière de développe-

ment avec le Centre d'Aide au Développement de l'Emploi Rural.

- des services télématiques en cours de développement à l'usage des professionnels.
- Enfin, les structures décentralisées du Crédit Agricole vous permettent d'avoir près de vous des décisionnaires parfaitement impliqués dans l'économie régionale. Pour en savoir plus sur l'ensemble des services proposés, vous pouvez vous renseigner dans votre bureau du Crédit Agricole.

notes de Lecture

● **Réflexions pour demain de Raymond Barre**

Dans les mois qui suivirent l'alternance, Raymond Barre rassemblait ses prises de position antérieures sous le titre: "Une politique pour l'avenir" (1). Il prenait date alors que le courant populaire se nourrissait encore de l'état de grâce finissant. Il le faisait avec la tranquille assurance que donne la conviction d'avoir raison.

Cette publication coïncidait avec l'émergence d'un courant d'opinion qui s'est amplifié depuis, faisant du mal aimé des sondages d'hier le mieux perçu des leaders de l'opposition d'aujourd'hui.

Ce détournement est révélateur du comportement des Français, aussi prompts à s'emballer qu'à s'irriter de leurs déceptions et à retrouver, dès lors, les vertus de la raison.

C'est au moment où sa cote de popularité le place en tête que Raymond Barre publie un nouvel ouvrage intitulé "Réflexions pour demain". Cet ouvrage s'apparente au premier par la méthode. Il s'agit aussi d'un recueil d'articles, de déclarations et de discours enrichis de textes inédits sur les changements de mentalités face au bilan de l'expérience socialiste. Il s'en distingue, cependant, en ce qu'il n'exprime plus le point de vue d'un gouvernant, mais celui d'un opposant.

Ce changement de perspective est plus sensible d'ailleurs dans la forme que dans le fond. Le ton est volontiers celui d'un réquisitoire émaillé de formules acérées: la politique littéraire, le lyrisme économique, la diplomatie des voyages, la générosité de gauche, l'éliacin de la modernité. Autant de bons mots pour souligner la distance qui sépare le verbe des actes et les promesses des réalités. Mais l'examen des problèmes de fond ne révèle aucune rupture entre l'homme qui s'exprimait comme Premier Ministre et celui qui adopte aujourd'hui le ton du procureur. Les questions sont traitées sans la moindre concession à la démagogie. Nous sommes prévenus: l'alternance, lorsqu'elle jouera, ne nous introduira pas au paradis; nous aurons encore à consentir des sacrifices, à ceci près qu'au lieu de servir à boucher des trous, il est permis d'espérer qu'ils soutiendront le redressement.

On ne résume pas les 470 pages qui explicitent ce message. Résumer ne peut qu'appauvrir et déformer. Il est d'autant moins indiqué de courir ce risque que la lecture, une fois commencée, se poursuit sans effort. Le

style est alerte, peu encombré de vocabulaire technique. Le professeur a composé avec l'homme politique. Il reste pédagogue sans être théoricien. Son problème reste, cependant, de faire admettre, par la partie de l'opinion qui répugne aux certitudes, que ces dernières ne traduisent ni complexe de supériorité, ni mépris des autres, mais la conviction que pour être mobilisatrices, elles doivent, au stade où la réflexion débouche sur l'action, se dépouiller du doute.

Renonçant à résumer, j'ai pris le parti de retenir trois questions auxquelles l'ancien Premier Ministre donne, de façon expresse ou sous-jacente, des réponses à l'attente de l'opinion.

La première concerne le prurit de programmes qui démanche les formations politiques, dès qu'une échéance électorale se profile à l'horizon. Raymond Barre s'y déclare résolument hostile.

Empêtrée dans les 110 propositions de François Mitterrand, la gauche a montré le danger des catalogues de ce type dressés hors des contraintes du pouvoir et dans l'ignorance des circonstances du moment où s'imposera leur mise en œuvre. Le risque est alors grand soit de se dédire, soit de sombrer dans l'irréalisme. L'opinion, sous le coup de ses désillusions, récusé cette alternance. Elle est lasse des promesses non tenues. Elle ne ravale pas la politique à un jeu de spécialistes et d'initiés employant un langage codé. Elle aspire à la rigueur du comportement et donc au sérieux des engagements.

Était-ce l'effet de l'âge ou du regard désabusé d'un sceptique? Raymond Aron aurait "compris et accepté la politique en tant que telle, irréductible à la morale". Raymond Barre rapporte le propos pour le récuser avec vigueur. Cette attitude ne surprendra aucun de ceux qui le connaissent et le reconnaissent lorsqu'il réclame pour les temps que nous vivons des "hommes de principes" plus que des "hommes de circonstance". C'est pourquoi son ouvrage n'est pas un programme de candidat. Il s'apparente à un diagnostic débouchant sur des pistes de recherche et l'esquisse de propositions qui tirent leur cohérence des idées forces qu'elles traduisent et leur sérieux de leur adaptabilité aux circonstances.

Une autre réponse concerne le reproche fréquemment

adressé à l'ancien Premier Ministre d'être un économiste égaré dans la politique.

Les matières traitées dans l'ouvrage révèlent que peu de problèmes, entre lesquels se partage la vie de la nation, sont laissés dans l'ombre, qu'ils relèvent de la politique intérieure ou étrangère. Le rôle de l'Etat, la décentralisation, la liberté de l'enseignement et celle de la presse, la formation des hommes, le dialogue social, la construction européenne, le rôle de la France dans le dialogue nord-sud, les rapports est-ouest, l'imbricatio du Proche-Orient sont autant de sujets traités avec la même maîtrise que les sujets économiques. Si ceux-ci gardent une place prépondérante, qui pourrait s'en étonner? Ils sont la pierre d'achoppement de l'expérience socialiste. L'opposition n'ignore pas qu'à son retour au pouvoir, elle sera jugée sur son aptitude à les maîtriser.

Ce qui apparaîtra nouveau au lecteur, c'est la place réservée par Raymond Barre aux problèmes sociaux en général et au dialogue social en particulier. Ceux qui l'ont vu à l'œuvre à Matignon savent qu'il ne sous-estima jamais l'importance de ce dialogue et qu'il eût avec certains leaders syndicaux des relations empreintes d'estime et utiles à la poursuite de la politique contractuelle. Ce n'est, cependant, pas l'image de lui qui a prévalu dans l'opinion. Or comme l'issue des scrutins de 86 et de 88 dépendra pour une large part de la manière dont le monde du travail appréciera l'aptitude des candidats à concilier progrès économique et justice sociale, il importe que celui des chefs de file de l'opposition qui est apparu, à tort, comme le plus éloigné des préoccupations des salariés, efface cette image déformée de lui-même. Cela ne suffira certes pas à dissiper les préventions de principes, surtout lorsqu'elles sont motivées par des arrières-pensées politiques. Mais l'expérience révèle que la pression de l'opinion peut faire battre en retraite les tenants "d'a priori" sans fondements.

Dans le large éventail des questions abordées, une lacune mériterait ultérieurement d'être comblée. Peu de choses sont dites sur la culture. Celle-ci n'est certes pas une discipline désincarnée. Elle s'exprime par l'économie, la politique, la formation, la manière de concevoir les rapports sociaux. Il n'en reste pas moins qu'elle a besoin d'être synthétisée en quelques idées mobilisatrices capables de faire prendre à chacun conscience de sa singularité dans la masse et de son aptitude à se dépasser.

Un colloque organisé récemment par "France Forum" a permis à Raymond Barre de s'exprimer sur le sujet. Ses idées gagneraient à être connues de l'opinion. La gauche avait réussi, avant l'alternance, à apparaître comme seule détentrice des clés de la culture. Les intellectuels lui faisaient cortège, accentuant l'idée qu'elle était porteuse d'avenir et de progrès. Si l'expérience a dissipé ces illusions, elle n'a pas fait changer l'espérance de camp. Ce changement n'est pas simplement affaire de volonté, il est aussi affaire de langage. Il ne s'opérera que si les formulations évitent le double piège du réalisme technocratique et de l'irréalisme de l'utopie.

Une autre réponse mérite de retenir l'attention. Elle

touche aux rapports de la politique et de l'idéologie. Le socialisme est une idéologie. Le libéralisme, dont se réclament la plupart des courants de l'opposition, en est-il une, mais de sens contraire? S'il faut entendre par idéologie un ensemble dogmatique imposé à l'individu, le libéralisme est aux antipodes. Tel que l'ancien Premier Ministre le conçoit, ses vertus majeures sont d'épanouir l'initiative et la responsabilité.

De ce point de vue, il ne saurait s'identifier au conservatisme dans l'acception passéiste du vocabulaire français. Il s'apparenterait plutôt au conservatisme de type anglo-saxon qui s'attache à concilier l'évolution nécessaire avec le respect non moins nécessaire des valeurs fondamentales de notre société.

Cette conception exclut tout autant la révérence à des positions immuables que le délire antiétatique dont font preuve certains néophytes. Le dilemme est moins simple que "pas d'Etat" ou "tout Etat". L'Etat devient monstrueux à force d'être envahissant. Il est, par contre, dans son rôle lorsqu'il oriente, stimule et facilite, par des incitations appropriées, l'adéquation des projets au objectifs. Il l'est encore lorsqu'il veille à faire corriger par la solidarité les inégalités et à défendre les libertés contre les effets homicides de ses propres excès.

Dans cette conception d'un Etat débarrassé du virus interventionniste, se retrouvent conjugués les préoccupations de justice du catholicisme social, des courants personnalistes et les grands desseins de la démarche gaullo-lyonnaise. Raymond Barre ne cache pas que ces mouvements de pensée ont profondément marqué la formation de ses convictions dans les années d'avant 40 et d'après 45 où la vie intellectuelle s'exprimait avec une extraordinaire intensité.

Si dans cet ouvrage comme dans ses déclarations les plus récentes, l'ancien Premier Ministre revient souvent sur le thème de la cohabitation, c'est non pour se livrer aux délices de la provocation politique, mais parce que, dans le droit fil du rôle éminent qu'il réserve à l'Etat, il voit mal comment le Premier magistrat de la nation, garant de l'efficacité des institutions, pourrait soit en paralyser les mécanismes, soit se confiner dans un rôle passif contraire aux pouvoirs propres qu'il détient et, sans nul doute, à la haute idée qu'il se fait de sa fonction.

"Réflexions pour demain" renseigne donc autant sur les idées que sur l'homme. Elles tendent à combler le fossé que l'image du professeur avait creusé entre lui-même et l'opinion. Elles laissent cependant, sans réponse, une interrogation majeure. L'homme de science, de rigueur et d'action auquel les événements ont rendu justice en le faisant reconnaître comme un homme d'Etat, se prépare-t-il à assumer demain un destin national? C'est là son secret. Comment lui reprocher de le garder?

Emile ARRIGHI de CASANOVA

(1) France Forum n° 199 200 - nov. déc. 82 - pp. 53-54.

Editions Hachette - Collection Pluriel

● Journal d'une crise de Jean Boissonnat

Qui est superman, en France, commence sa semaine en lisant "La Lettre de l'Expansion". Qui est "quelqu'un", le sera ou l'a été, doit commencer sa journée en petit-déjeunant avec Jean Boissonnat qui parle économie, à Europe 1, à 7 heures 55. Il doit, aussi, être au courant des principaux articles du fameux bi-mensuel "L'Expansion", dont Jean Boissonnat fut le créateur et dont il est le directeur.

Pour être un "cadre dynamique", il vaut mieux se comporter ainsi, également. Enfin, des foules de Françaises et de Français ordinaires lisent Jean Boissonnat dans "La Croix", "Ouest France", "Le Provençal" etc... L'élite des élites dans "France Forum" !... Jean Boissonnat ? Impressionnant ! Difficile de lui échapper !

Du coup, quand aux vitrines des librairies se met à déferler un livre, couleur blé mûrissant, titré "*Jean Boissonnat, Journal d'une crise (1973-1984)*", on hésite. "Ne nous a-t-il pas tout dit", pense-t-on ? Eh bien, il faut éviter cette mauvaise pensée ! Bien sûr, tout n'est pas nouveau dans ces 392 pages. Aussi bien tout ne veut pas l'être. Reste que l'on en apprend beaucoup, dans ce livre. Notamment sur la politique et sur l'auteur. Or, puisque Jean Boissonnat est un leader d'opinion important, autant le situer et repérer exactement les articulations de sa pensée.

Donc, lisons. En trois étapes comme nous y convie le sommaire qui annonce un "prologue : hier" (20 pages), une anthologie chronologique des éditoriaux de Jean Boissonnat dans "L'Expansion", de 1973 à 1984, un "épilogue : demain" (22 pages).

*
* *

"Hier" ? A bien considérer, j'aurais titré cette introduction : "*La tournée des Grands Ducs*". En effet, le plus intéressant de ces pages n'est pas - selon moi - l'inventaire et l'analyse des "*chocs qui ont fait boiter la croissance et désarticuler le système de régulation qui avait rendu tolérable, depuis la guerre, le désordre inhérent à l'industrialisation*". Le passionnant, c'est le voyage auquel nous convie Jean Boissonnat dans l'intimité des politiciens majeurs. Et, les propos tenus, tous écrans et micros et magnétos débranchés qu'il nous rapporte.

Sans doute, faut-il être circonspect. Jean Boissonnat est un homme. Donc, tout en s'efforçant d'être rigoureux, il n'est pas neutre. Il caresse l'un, griffe un autre etc... Néanmoins, on peut lui faire confiance quand il diagnostique que "*les leaders de la droite ont manqué davantage de courage que de lucidité ; ceux de gauche de clairvoyance que de détermination*". Certes, le diagnostic mériterait nuance. La polarisation économicopolitique de J.B. ne lui fait-elle pas négliger l'obstacle qu'était pour les gouvernants l'existence d'un pouvoir syndical et d'un pouvoir culturel, surtout, dominé par les

idées de gauche ? De plus, Laurent Fabius avait vu loin et profond : "*J'ai toujours pensé qu'il s'agissait d'une vague de fond, d'une vague de caractère sociologique qui a pris naissance vers 1965*" (propos tenus en 1977, p. 13). Ces nuances ne chamboulent pas le diagnostic.

Cependant, plutôt que d'avoir envie de distribuer des bons points de clairvoyance et d'intelligence, on se met, au cours de ce prologue à se poser deux questions, notamment. L'une de curiosité sociologique. L'autre méta-politique. Bref, on se demande :

- si Jean Boissonnat nous avait entraîné chez les Grands Managers, chez les Super-Cadres Supérieurs, chez les décideurs économiques, ceux-ci nous paraîtraient-ils avoir été plus sagaces que les hommes politiques dont les jugements ne paraissent pas dérisoires et plutôt corrects, mêmes ? Ces décideurs se sont-ils moins trompés dans l'analyse et la prévision ? Chiche que non ! A moins qu'ils aient errés, bien davantage.

Voilà un excitant sujet pour un autre livre ! Jean Boissonnat serait bien placé pour nous le donner !

- plus gravement, le discours public est-il, irrémédiablement, voué à la *dissimulation* ? Car, enfin, il se dégage de ces pages riches en informations que ni les leaders politiques ni les journalistes ne disent tout aux citoyens. Ceux-ci sont des exclus permanents.

Il est, pour le moins insatisfaisant de lire : "Quand Giscard, devenu chef de l'Etat, déclarait déjà en 1977 "la fin de cette année verra la fin de la crise", il n'en croyait rien. Seulement, il ne voulait désespérer ni Billancourt ni Neuilly (p 11). Et encore : "En novembre 1981, le chef de l'Etat lui-même convient devant nous qu'il faudra s'en tenir à un réformisme social-démocrate, même si c'est un peu de la bouillie de chats" (p. 18). Ni vu, ni entendu hors du sérail ! Aussi bien, rapportant cet entretien, en 1981, "L'Expansion" disait : "Les propos tenus dans ces circonstances ne sont pas destinés à être reproduits" (p. 347, 237). Citoyennes et Citoyens, out !

Attention ! il est possible, voire probable, que ce soit la force des choses qui impose ce bilinguisme par voilement ou par réticence. J'incline à le penser. Mais, dans cette hypothèse, doit-on encore laisser croire que la démocratie, avec ce que ce mot connote de transparence et de participation des citoyens, est possible ? Raymond Aron avait bien vu les limites de la chose. Dont acte.

*
* *

Le prologue fini, voici, les extraits de quelques 232 éditoriaux. Evidemment, ici, le style de lecture ne peut que changer. On se met à butiner en feuilletant et ce faisant on éprouve un certain regret : l'absence d'un index thématique qui faciliterait la lecture de toutes et de tous. Sans compter qu'il permettrait à l'ouvrage de jouer

le rôle de document de travail pour l'étude de l'opinion française et plus exactement de l'idéologie des cadres.

Il est vrai que, pour atteindre cet objectif, il eut été non moins nécessaire que, au moins de temps à autre, la situation historique conjoncturelle soit précisée. Dans le même esprit, il est regrettable que l'on ait cru devoir changer les titres des éditoriaux, sans qu'on le signale et sans qu'on en donne les motifs. Exemple : pourquoi, diable, l'extrait de l'éditorial de novembre 1973 qui était titré "*Les révolutions d'octobre*" est-il placé, dans le livre sous le titre : "*Octobre noir*". Ceci est banal, à ce titre authentique comportait une tranche significative du temps et du lieu.

Vraisemblablement, on a cherché à "désinstantanéiser" les éditoriaux. A leur conférer une sorte d'intemporalité. Ce parti-pris est contestable.

Ces réserves faites sur la lancée de la "tournée des Grands Ducs" du prologue, j'ai picoré, de-ci de-là, les rencontres avec les leaders. Suivant cette manière de procéder on en apprend sur les "grands chefs" et sur l'auteur ! Afin de ne pas permettre au lecteur de faire l'économie de lire ce livre, je ne dévoilerai pas tout ! Sachez que l'on a des surprises. Que Jacques Chirac soit expédié, c'est naturel !

"Ayant traversé un septennat aussi vite que son salon, il s'échappe pour un arbitrage électoral en attendant de siéger avec les représentants des H.L.M. de la ville. Monsieur le Maire est très occupé". (p. 238)

En revanche que Michel Rocard soit écorché au passage, c'est plus étonnant ? : "*Grimé avec soin, recyclé sur tous les sujets, prévenu contre un débit trop rapide, Michel Rocard passe ce soir sur Antenne 2...* Il comprend tout, explique tout, se justifie de tout... Ayant à séduire des électeurs et non plus des militants, Rocard assouplit la doctrine. Une grande victime : l'auto-gestion, ramenée ce soir au rang modeste de "socialisme de la responsabilité". On croit entendre René Monory... Un journaliste féroce a écrit de lui qu'il savait dire des choses importantes sur des sujets qui ne le sont pas..." (mars 80, p 160). C'est gentiment troussé, n'est-ce pas ?

Quant aux portraits des autres, à vous de les lire. Inutile de déflorer le suspens. Simplement, je vous en assure que Jean Boissonnat traitant de Valéry, François et Raymond, c'est instructif.

*
* *

A partir de la page 369, c'est l'épilogue. "Demain", comment Jean Boissonnat le voit-il ?

Sans pessimisme, évidemment. "Je ne suis pas pessimiste" expliquera-t-il, par ailleurs (p. 317) car "*les trois hommes qui ont marqué ma génération nous ont laissé des messages d'espoir. Charles de Gaulle... Jean Monnet, Pierre Mendès-France...*" ...Avec un tel héritage, on traverse l'Histoire les yeux ouverts (et les réalités ne sont pas toujours belles à voir) mais non pas le cœur fermé. Texte capital, incomplet, car dans les maîtres à penser, cités, il

en manque un. Il est notable, en effet qu'à la sixième ligne de la première page soit écrit le nom de Jean Monnet (répris ci-dessus) et qu'à la treizième ligne avant la fin du livre paraisse le nom de Teilhard de Chardin. Cette lacune mise à part, le texte ci-dessus ne pourra que servir de point de départ à celles et à ceux qui tenteront d'analyser la philosophie politique de Jean Boissonnat. Pourquoi ? Parce qu'il repose sur l'opposition *ouvert / fermé*. Opposition très bergsonienne qui est fondamentale dans les prises de position de Jean Boissonnat (ex. contre le protectionnisme, pour l'Europe etc...) Sans compter, mais c'est moins original, le souci de voir les "réalités" en face.

En plus, si l'avenir paraît jouable à Jean Boissonnat, c'est par suite de plusieurs circonstances dont l'une révélatrice. S'il prévoit que "*l'explosion des hommes*" et "*l'explosion des techniques*" "poseront de sacrés problèmes, il entrevoit que l'on assistera, aussi, à une *implosion politique*". "*Nous entrons dans l'ère de la politique fonctionnelle où les forces détentrices du pouvoir d'Etat doivent remplir des fonctions précises : gérer les difficultés, représenter les forces sociales, garantir l'unité du groupe, entretenir - et si possible renouveler - l'image que celui-ci entend donner de lui-même. Tâches délicates et nullement accessoires...*" (p. 375).

A lire ces lignes voici une question et une constatation.

D'où vient cette réticence et cette méfiance à l'égard de la Politique et des politiques, toujours sous-jacente ? On pensera à J.J. Servan-Schreiber. Pas un hasard si "L'Expansion" est née dans le groupe "Express". Plus lointainement, il y a du Saint-Simon, le grand-ancêtre de la technocratie de gauche. Mais, il y a, aussi, du catholicisme des années 30, revu et corrigé dans les années 50,60, quand les militants de l'Action Catholique se mirent à intervenir dans la société non plus sur le terrain "social" mais sur le terrain de l'économie. D'autant que sous l'influence conjuguée de Teilhard de Chardin et de François Perroux, l'économie cessait d'être les "affaires" pour devenir la "création continuée". Jean Boissonnat s'insère dans ce courant, notamment.

C'est sûr, c'est certain, ces lignes-là ne peuvent que faire pâmer d'aise la plupart des Cadres Supérieurs supérieurs, des Cadres Supérieurs moyens, des Cadres Supérieurs inférieurs, des Cadres moyens supérieurs etc... Tous se pensent comme des "hommes sérieux" face aux politiques, ces grands enfants. Sans avoir conscience que, quand ils exercent le pouvoir, ils le font comme des politiques. Aussi irrationnellement que ceux-ci.

Du coup, tout s'éclaire. Voilà pourquoi Jean Boissonnat est si écouté, si lu ! Au-delà de lui-même, il exprime l'univers culturel des "cadres", cette catégorie clé de la société française contemporaine. Au-delà de l'homme, le phénomène social !

Il y a, vraiment, beaucoup de choses dans ce livre.

René PUCHEU

● La tentation social-démocrate de Jean-Pierre Fourcade

C'est une synthèse des thèmes et courants politiques actuels que propose Jean-Pierre Fourcade dans *La tentation social-démocrate*. Il contribue à écarter les faux problèmes qui encombrant le terrain politique et à poser les vraies questions. Il conjure le danger du "Reaganisme à la française" en montrant les limites de l'importation du conservatisme américain en France. Il évite l'agressivité stérile à l'égard de ses adversaires, il sait être critique et même autocritique, lorsqu'il regarde le passé.

Aucun lecteur de ce livre ne pourra considérer J.P. Fourcade comme un technocrate froid.

Cependant cette "photographie" de la politique d'aujourd'hui incontestablement stimulante, amène à présenter un certain nombre de réserves et d'objections tant dans la description des courants politiques que dans le choix des thèmes proposés à la réflexion de l'opposition.

Jean-Pierre Fourcade distingue cinq grands courants politiques : les communistes, les socialistes, les libéraux, les individualistes et les sociaux-démocrates. La définition des deux premiers courants qui s'identifient à un parti politique ne pose pas vraiment problème; en revanche, les trois autres ont des contours imprécis. Qui est libéral et qui est social démocrate en France? Les conservateurs, que J.P. Fourcade appelle les *individualistes*, ne sont-ils représentés sur la scène politique que par MM. Malaud et Le Pen, comme il le laisse entendre dans son introduction? "*Libres et responsables*", projet du R.P.R.,(1) paru après la rédaction du livre de J.P. Fourcade, semble pourtant reprendre la plupart des idées attribuées, dans *La tentation social-démocrate*, aux individualistes. Conservateur, libéral: deux termes qui aujourd'hui comportent une ambiguïté certaine, comme d'ailleurs celui de social-démocrate....

Qui constitue "la petite cohorte social démocrate" au sein de l'opposition? Faut-il considérer que l'auteur assimile la social-démocratie et la démocratie sociale d'inspiration personaliste, laquelle ne peut apparaître ni comme un sous-courant du libéralisme, ni comme une excroissance du conservatisme? Parallèlement, l'auteur garde le silence - tant dans le livre que dans la bibliographie - sur la situation des rocardiens et de la revue "Faire". Sont-ils socialistes ou sociaux-démocrates? L'absence de définition précise de la social-démocratie affaiblit la thèse de J.P. Fourcade selon laquelle "quatre projets s'offrent à notre choix et quatre seulement, car la tentation social-démocrate ne constitue pas une alternative crédible". On peut aussi regretter l'absence de mise en perspective historique du sujet du livre: l'illustration de l'échec constant de la constitution d'un parti travailliste ou d'un parti social-démocrate en France, depuis les débuts du mouvement socialiste, aurait renforcé la thèse de J.P. Fourcade.

Toutefois, J.P. Fourcade reconnaît implicitement que la social-démocratie est, sur les six thèmes et la trentaine de sujets qu'il aborde, non seulement une tentation, mais une réalité politique et intellectuelle (2).

Les grandes questions étudiées par l'auteur sont le chômage, l'insécurité, l'inégalité, l'incivisme, la bureaucratie et la désinformation. Il évite les polémiques et centre le débat sur l'essentiel. Mais l'épure qu'il nous propose l'a conduit à négliger les revendications marginales (celles des écologistes en particulier) et aussi les transformations sociales qui ne sont pas le produit de la volonté politique des socialistes (mutations technologiques, évolution des mentalités et des modes de vie, etc...).

J.P. Fourcade - en toute connaissance de cause - donne une vision très hexagonale des problèmes qu'il aborde. Il se méfie visiblement des comparaisons internationales des "exemples" étrangers, que ce soit le modèle suédois, le modèle américain, ou le modèle japonais. Il a une conscience très nette de la spécificité de la plupart de nos problèmes politiques. L'importation de systèmes sociaux n'a jamais conduit qu'à un économisme de mauvais augure et il faut aussi avoir le courage - comme le fait J.P. Fourcade - de parler simplement de la France.

Il est particulièrement significatif de voir un ancien ministre des Finances, *remettre l'économie à sa place*, qui n'est ni la première, ni la dernière.

Le libéralisme, conçu comme un mode de vie plutôt que comme une attitude doctrinaire, séduit J.P. Fourcade qui se déclare ouvertement partisan d'un projet libéral pour la France et d'un travail de réflexion en profondeur au sein de l'opposition, pour éviter aux électeurs "de se prononcer plutôt contre l'expérience socialiste que pour une société libérale". Rechercher une majorité d'adhésion et non une majorité de rejet, voilà incontestablement une qualité de l'homme d'Etat. Jean-Pierre Fourcade cherche à convaincre sans sectarisme. Avec lui, le libéralisme apparaît plus profond qu'une mode politique, plus généreux qu'une attitude conservatrice. Son libéralisme n'est ni le libéralisme classique ni le libéralisme sauvage et pourrait donc avoir des points de rencontre et de convergence avec la démocratie sociale d'inspiration personaliste qui reconnaît la valeur de l'économie de marché et refuse l'étatisme.

Bertrand ROSSERT

(1) Ed. Flammarion

(2) Pour un aperçu doctrinal de la social-démocratie lire: "*Commentaire*" n° 18 et 20 et "*Faire*" *Qu'est-ce que la social-démocratie? Le Seuil*.

"*La tentation social-démocrate*" par J.P. Fourcade. Ed. Plon - Tribune Libre.

● L'immigration : une chance pour la France de Bernard Stasi

"J'aime les terres qui ne sont pas d'enfermement. Et les Etres qui ne vivent pas d'exclusion". Plus loin : "L'histoire porte la leçon que seuls les épreuves et les dépassements qu'elle exige sont source de progrès". Ces deux phrases résument parfaitement ce livre qui invite à la réflexion sur une question complexe et grave.

Le 1er janvier 1983, le ministre de l'Intérieur recensait 4.459.000 étrangers. Un nombre qui a doublé en deux décennies. L'ampleur de ce phénomène historique (qui modifie le visage de notre pays et celui de nos voisins) ne suscite pourtant chez l'intelligentsia, la classe journalistique ou la politicienne, qu'hypocrisie ou ignorance. Hypocrisie de la démagogie xénophobe des uns ou pudique silence des autres, drapés dans un humanitarisme de façade, silence calculé autour de ce sujet "tabou".

Le livre de Bernard Stasi est venu à temps pour rompre avec le conformisme intellectuel ambiant et il est moins un appel à une fausse générosité qu'à une véritable lucidité. Une évidence : la très grande majorité de la population immigrée restera en France. Les immigrés sont désormais installés, enracinés chez nous. La plupart de leurs enfants sont aujourd'hui juridiquement français. Dès lors la seule question qui demeure est : "Comment assimiler, dans la société française, des minorités aussi différenciées que celle, par exemple, formée par la communauté maghrébine et musulmane ?"

Quels sont les obstacles à cette assimilation ? Pour Bernard Stasi, ils sont de quatre ordres : "les difficultés liées au contexte économique de la crise et, en particulier, au chômage ; le clivage culturel et religieux entre le milieu d'origine des jeunes immigrés et leur environnement social d'accueil ; l'hostilité de la communauté française en raison d'un vécu historique complexe ; les comportements mêmes des jeunes maghrébins". Je serais tenté de rajouter à cette liste un cinquième obstacle qui pour paraître paradoxal n'en demeure pas moins très important : la fragilité de l'identité culturelle française. Comme le note d'ailleurs l'auteur "ce qui permet la cohabitation, c'est la différence acceptée. Ce qui fera, de la cohabitation, un facteur de progrès, c'est la différence ressentie comme un enrichissement mutuel". Déjà, note le démographe Pierre Lancore (La Croix, 6 octobre 1983) "la force d'assimilation de la société française est en baisse". En effet, l'espace socio-culturel français s'est éclaté en une somme de rapports "néo-tribaux" et se résument de plus en plus à des comportements économi-

ques pavloviens. Dans ce contexte la multinationalité, loin d'être une occasion d'enrichissement culturel, ne nous conduit qu'à un conglomérat de sous-cultures.

Pour qu'il y ait assimilation, il faut au moins que demeure un creuset où cette assimilation puisse s'opérer. Lorsque l'identité culturelle d'un peuple est menacée comment ce peuple pourrait-il assimiler une autre culture ? (A quoi donc l'assimilerait-il ?).

La vérité, c'est que les peuples doivent préserver et cultiver leurs différences, non pour se couper du monde ou s'exclure mutuellement, mais au contraire pour pouvoir s'apporter quelque chose (c'est en étant pleinement citoyen grec, que je deviens citoyen du monde). La France multiculturelle est une nécessité et une source inépuisable de richesse. Entre cultures homogénéisées, indifférenciées, il ne saurait y avoir d'échange : le Même ne trouverait plus à s'échanger contre le Même.

L'assimilation ne passe pas ici par le nivellement des cultures mais dans la *personnalisation* des communautés en présence. Un homme d'extrême-droite - que je nommerai pas tant il manie avec brio l'argutie juridique - clamait récemment, avec une nuance de mépris, qu'"on entend trop de musique arabe en France". Je dirais plutôt qu'on entend trop de musique "funky-rocky-disco" ! On aime ou on n'aime pas la musique arabe. Il est cependant difficile de nier qu'elle renvoie en tout cas à une culture réelle, héritière d'un passé autrement intéressant que celui de cette rythmique internationale que diffuse la majorité des radios.

Désolé, l'Eurafrique me touche plus que les prétendus délices de la Californie ! Comme le rappelle justement Bernard Stasi, il existe une logique géographique, où la complémentarité de l'Europe et de l'Afrique s'inscrit tout naturellement : "Mare Nostrum", la Méditerranée peut retrouver aujourd'hui, à la rencontre de deux continents, sa vocation "d'accoucheuses des civilisations". Ambitieux, le livre de Bernard Stasi dépasse ici le cadre étroit des rancœurs et des peurs hexagonales, car il s'inscrit dans la durée. Une durée salubre "celle qui fait oublier les douleurs, qui éteint les vengeances, apaise la colère et étouffe la haine" écrivait Avicenne vers l'an mil. A cette époque, l'Islam nous transmettait Aristote et préparait ainsi le chemin de notre propre Renaissance.

Joseph MACE-SCARON

Ed. Robert Laffont, 184 p 65 F

● L'avenir se présente bien... de Dominique-André Kergal

Pourquoi résumer "L'Avenir se présente bien" ? Laissons là cette figure imposée des notes de lecture et abor-

dons franchement un ouvrage suffisamment riche pour écarter les habituelles tentations de la paraphrase. (D'ail-

leurs, les lecteurs de *France Forum* ont déjà pu déguster quelques unes de ses bonnes feuilles parues sous le titre "De la régression en histoire"). "L'avenir se présente bien" renoue avec la tradition des métahistoriens qui cherchaient, à la façon d'Oswald Spengler, à définir les styles des périodes historiques. L'étude de l'histoire dévoile à l'homme, derrière la détresse politique actuelle, la possibilité d'une nouvelle structure - voire d'une nouvelle Renaissance.

Le recours à l'histoire, comme guide, pourrait déboucher sur une vision passéiste, purement et idéalement réactionnaire mais Dominique-André Kergal évite le piège et nourrit ainsi une nouvelle définition du mot "conservateur". On voit bien à travers les courts récits qui nous sont présentés que ce qu'il s'agit de conserver est indissociable d'un ensemble de valeurs subsistant au travers de tous les changements, mais aussi grâce à ces changements.

Dans un monde en perpétuel devenir, la conservation et le mouvement ne s'excluent pas mais s'appellent l'un l'autre. L'auteur nous le rappelle en relevant l'exemple de l'Eglise constantinienne. Le véritable conservatisme, imprégné de la connaissance historique, associe l'idée de ce qui est immuable et l'idée de ce qui se transforme. Il combat ainsi sur deux fronts : contre le révolutionnaire et contre le réactionnaire. Seul, le conservateur crée dans l'espace éternel et donne aux phénomènes une forme sous laquelle ils peuvent survivre. Le conservateur est un "donneur de formes". C'est un défenseur de la symétrie et un contempteur de l'ordre.

Si le conservateur se rattache bien au passé, il n'entend nullement le restaurer. Contrairement aux révolutionnaires qui rêvent à des espérances qui ne se réalisent jamais, il conçoit des légalités qui se rétablissent toujours. La notion d'origine est pour eux indissociable de celle de retour car "l'histoire n'est pas nécessairement un cheminement linéaire vers le mieux, elle n'a pas pour objet assuré l'accomplissement du progrès". Le septi-

cisme historique est néanmoins radicalement étranger du pessimisme réactionnaire propre à un Oswald Spengler. Si Dominique-André Kergal manie le doute et multiplie les exemples de barbaries "du dehors" et "du dedans", il ne croit pas à l'inélectabilité de la mort des cultures. Pour l'auteur, il existe toujours une possibilité de *régénération* de l'histoire, liée à la réappropriation de la longue durée historique et à la claire conscience d'un devenir commun.

On voit à quel point cette démarche est éloignée de l'attitude réactionnaire. Derrière ce dernier mot se cache, en fait, un conservateur dégénéré qui se voue aux privilèges indéfendables qui provoquent la tétanie du corps social et l'asphyxie des élites. Ignorant, le réactionnaire croit possible d'effacer la révolution de l'histoire, comme si elle n'avait jamais existé. Pire que le révolutionnaire qui peut revenir de son erreur, dès lors que son projet s'est brisé sur l'écueil des faits, il se situe en-dehors des sanctions de l'expérience et peut s'en tenir indéfiniment à son point de vue.

Le conservateur prend connaissance de l'immuable en regardant l'avenir qui ne peut que "se présenter bien" puisqu'il s'inscrit dans une perspective historique. Le réactionnaire se présente le monde tel qu'il a toujours été (du moins le croit-il), le conservateur le voit tel qu'il sera toujours malgré Dachau, le Kampuchéa, le goulag, les explosions et les décadences, malgré ces "incessantes alternances de prospérité et de pauvreté".

"L'histoire comme une idiote mécaniquement se répète", écrivait Paul Morand. "Erreur, répliquait Céline, l'histoire ne repasse pas les plats". Vrai et faux. Cycles perpétuels de catastrophe et de résurrection qui semblent pourtant frayer un chemin.

Un chemin, seul connu du conservateur qui sait bien que si les civilisations sont mortelles, ce qui est toujours peut toujours revenir à la surface. Il lui appartient "simplement" de trouver une forme.

Joseph MACE SCARON

Editions Ouest France

● Le Vatican, sans indulgence mais avec humour

C'est dans les couloirs du Palais apostolique que j'ai recueilli l'essentiel de la documentation pour écrire ma *Vie quotidienne au Vatican sous Jean-Paul II* qui doit paraître chez Hachette à la fin 1985. Familiarité des êtres et des lieux, discrétion et prudence finissent par ouvrir les portes et délier les langues. Il faut amasser un capital considérable de confiance et de crédibilité pour franchir le mur du silence que prélats et fonctionnaires opposent aux journalistes. Chaque vaticanologue a son style, ses informateurs, ses réseaux. Chacun cache ses sources, mais dans ce qu'il écrit, avec un peu de perspicacité, il est facile de remonter jusqu'à l'original ! Je lis donc les confrères et j'ai dévoré avec passion *O Vatican du Saint Siège considéré sans indulgence et même avec une certaine insolence* (Payot, 358 p. 99 F), de notre confrère

Paul Hoffmann, l'ancien correspondant à Rome du New York Times.

Paul Hoffmann est né à Vienne un peu avant la première guerre mondiale, dans une famille catholique. Il a dirigé l'hebdomadaire diocésain de la capitale mais après *l'Anschluss*, il a préféré en 1938 émigrer en Italie et trente ans plus tard il est devenu citoyen américain. En cours de route, il a perdu la foi de sa jeunesse, sans pour autant devenir un anticlérical forcené. Il a gardé une grande affinité avec les choses de l'Eglise et c'est avec un œil décapant mais chaleureux qu'il a observé pendant trente ans le petit monde du Vatican, 44 hectares surpeuplés le jour, vides la nuit, où se croisent les fils du destin spirituel

du monde et quelques autres.

Trois cents pages bourrées de faits, d'indications précises, teintées d'insolence et d'humour à la fois, qui ont franchi sans mal l'écueil de la traduction, assurée avec bonheur par Elisabeth Gille. Deux ou trois impropriétés seulement émaillent ce long texte qui ne lasso jamais. On peut tout apprendre dans ce livre qui ne cède pas au goût du scandale sans pourtant faire preuve de complaisance ou d'indulgence à l'égard du Saint-Siège et de ses hommes. Quelques bonnes formules journalistiques *la Centrale de Saint-Pierre, le Club des chapeaux écarlates* (pour le Sacré Collège) *La mafia milanaise* (pour l'entourage de Paul VI) et bien d'autres collent au contenu et facilitent la lecture d'une matière toujours un peu austère.

Dans ce livre de bonne qualité, il n'est pas possible ici de tout retenir, mais on peut souligner quelques portraits très réussis et certains développements plus originaux. Le portrait de Marcinkus, celui de Casaroli ou de Mgr Escriva de Balaguer fondateur de *l'Opus Dei* sont parmi les mieux venus. Le développement sur les finances pontificales, sur le scandale de *l'Ambrosiano* et le rôle joué par l'Institut pour les Oeuvres de religion est traité sans faiblesses, mais sans hostilité, tout comme les pages sur *l'Opus Dei*. Les manies et les travers personnels de Pie XII, de Jean XXIII ou de Paul VI sont croqués avec humour et viennent rappeler utilement le côté très humain du Saint-Père ! La modération des critiques leur donne plus de poids et beaucoup de mythes, celui de Pasqualina, sont dégonflés et ramenés à leurs justes proportions.

Paul Hoffmann a su dégager le rôle nouveau et décisif des secrétaires personnels du pape, fonction apparue avec Jean XXIII. Avant, les secrétaires du pape ne

vivaient pas au Vatican. Ils prenaient leur service le matin, réglaient le courrier personnel et repartaient le soir, sans emporter de dossiers essentiels auxquels ils n'auraient normalement pas accès. En installant à ses côtés Mgr Loris Capovilla, son secrétaire de Venise, Jean XXIII innovait. Désormais le pape avait un confident à demeure, chargé des missions délicates, au courant de la pensée du pontife qu'il protège contre les importuns - souvent ses collaborateurs ordinaires - et auquel il conduit ceux qui ont su trouver grâce à ses yeux. Ce rôle a été joué auprès de Paul VI par Don Macchi, son ministre des beaux-arts et conseiller privé pour les affaires financières. Stanislas Dzivisz, l'ancien collaborateur du cardinal Woytyla à Cracovie, monte aujourd'hui la garde auprès du trône pontifical. Voulez-vous assister à la messe privée du pape, voyez Stanislas, voulez-vous une audience, une faveur, voyez Stanislas. La filière polonaise a remplacé la mafia milanaise !

Un bon livre écrit avec de la passion, mais du recul qui complètera utilement le bagage du spécialiste et du curieux. Je n'en dirai pas autant de l'essai de Jean-Jacques Thierry, *La vraie mort de Jean-Paul Ier* (Jean-Cyrille Godefroy, diffusé par Hachette, 176 p, 79 F), qui tend à accréditer la responsabilité du cardinal Villot dans la mort du pape Luciani. Merveilleusement écrit sous forme de lettres d'un cardinal témoin des événements, l'auteur est un très bon spécialiste de "vaticanologie", ce livre ne fait que reprendre les soupçons "spontanés" d'une certaine opinion et les accusations du livre de Yallop. En revanche, un bon livre d'étude de Rocco Butiglione sur *La pensée de Karol Woytyla* (Communione-Fayard, 427 p. 98 f). Papistes, papologues et contraires, la matière à lire ne vous manque pas.

Jean CHELINI

● La vie politique sous la troisième république de Jean-Marie Mayeur

Le nouveau livre de Jean-Marie Mayeur est un grand livre d'histoire politique - genre trop longtemps négligé en France car victime des modes - qu'il rétablit dans sa noblesse renouant ainsi avec l'enseignement de Charles Seignobos, d'André Siegfried ou d'Albert Thibaudet. Il ne fait pas un nouveau récit d'une histoire bien connue et souvent écrite, mais il radiographie un système politique et son évolution, décrit les forces politiques en action, y compris sous des aspects généralement peu connus comme les relations entre les Chambres et le Gouvernement, les types de majorité, le fonctionnement des groupes parlementaires... Il ne s'agit donc pas d'une histoire politique de la III^e République qui serait un récit des événements, de une analyse des politiques suivies et des grandes questions qui se sont posées : politique sociale, scolaire, religieuse, financière, extérieure, coloniale, mais bien une histoire de la vie politique.

C'est donc, sur un vieux sujet - la III^e République - un livre très neuf qui renouvelle profondément l'approche historique, qui démontre une connaissance parfaite d'une période que l'auteur domine complètement. La

nouveauté vient aussi de l'intégration des apports des recherches les plus récentes : les grandes thèses soutenues ces dernières années sont ainsi mises à la portée du public (1). Le texte est heureusement complété par des documents placés en annexe, dont certains sont fort originaux comme la liste des Présidents de la Chambre des Députés et du Sénat, dont l'influence était déterminante, par une bibliographie commentée et deux précieux index, l'un des noms, l'autre des thèmes principaux. Il est bien un instrument de travail en même temps qu'une réflexion profonde et une introduction à l'histoire de notre temps.

Il n'est guère possible de résumer un tel livre dont les chapitres se succèdent selon un plan chronologique. Je me bornerai à retenir quelques points saillants de l'analyse. Ainsi le fonctionnement de ce régime original, fondé sur des lois constitutionnelles mais obéissant à des règles non écrites, à la tradition, à des "pratiques coutumières" (p.98) : l'abandon de fait du droit qu'avait le Président de la République de dissoudre la Chambre des Députés, le choix de ce dernier parmi des personnalités

effacées (les élections de Poincaré et de Millerand sont des exceptions), le poids démesuré pris par le Parlement. Pour cette raison l'auteur s'attache à décrire le travail parlementaire et son évolution avec le poids croissant des Groupes et des Commissions permanentes : au début du siècle, l'on assiste à la naissance de la "profession parlementaire" (p. 216) car l'élu n'a plus l'indépendance de la fortune, il est lié au groupe ou au comité électoral qui lui a permis d'être élu et qui peut assurer ou empêcher sa réélection : "on passe d'une conception individualiste à une conception organisée de la vie parlementaire" (p. 217). M. Mayeur décrit longuement le personnel politique, montrant son renouvellement, l'arrivée aux affaires d'hommes jeunes (2) (la légende d'une république gérontocratique tombe), soulignant l'influence profonde exercée par quelques grands noms (Gambetta, Ferry, Waldeck-Rousseau, Clémenceau, Poincaré...) et cela au-delà même de leur disparition par l'intermédiaire de leurs disciples. Pourtant l'organisation des partis est faible ; avant la Première guerre mondiale, ils ont "une structure chétive" (p. 401), plutôt fédérations de comités électoraux que véritables partis. La structure partisane ne s'impose qu'après la guerre, et encore à gauche seulement, tandis que les libéraux et modérés restent partagés en divers groupes peu développés ; l'apparition en 1920 du Parti communiste, parti révolutionnaire dont les décisions sont imposées de l'étranger introduit un fait majeur et inédit dans la vie politique française. Bien sûr les résultats électoraux sont étudiés avec précision : les élections législatives, mais aussi les élections locales - cantonales et municipales - qui sont trop souvent méconnues, mais dont les résultats ne sont jamais négligeables : ils annoncent l'évolution de l'opinion publique, préparent les échéances nationales et entraînent des modifications dans la composition du Sénat dont le rôle est si important puisqu'il peut renverser le gouvernement. Enfin l'auteur ne néglige en rien tout ce qui influe sur la vie politique : les grands courants de pensée, la très grande puissance de la presse qui amène une sorte d'uniformisation et ouvre l'ère de l'opinion publique dès la fin du XIX^e siècle, la radio qui s'impose plus tard, à la veille du second conflit mondial.

Jean-Marie Mayeur pose la question de l'efficacité de ce régime qui a laissé de bien mauvais souvenirs, accusé d'être stérile en raison de la valse des gouvernements, selon l'expression du Général de Gaulle, accusé d'être responsable de la défaite de 1940. Il est vrai que l'instabilité ministérielle a fait conclure en son temps même à une inefficacité chronique et a alimenté toute une réflexion sur la réforme de l'Etat, qui n'a d'ailleurs jamais abouti. Mais l'analyse plus fine que l'auteur propose montre qu'au-delà de l'instabilité, il y a une forte continuité des hommes dans les mêmes postes ministériels, que les Directeurs des Ministères constituent des éléments de stabilité (pp. 104-105), et que surtout des gouvernements forts et durables ont pu être formés : citons les gouvernements Ferry, Waldeck-Rousseau, Combes, Clémenceau, Poincaré. En réalité il faut se garder d'amalgamer diverses périodes : l'ébranlement est venu surtout à partir

de 1932 avec la crise et la montée des périls ; la crise du régime s'est alors confondue avec la crise de la France, et la défaite a achevé un régime miné de l'intérieur. Pourtant les 70 années de la III^e République constituent une longue et remarquable période de stabilité au cours de laquelle des crises graves ont pu être résolues et la première guerre mondiale surmontée. La III^e République apparaît bien comme "un régime dont la fin sans gloire a pu masquer les vertus". (p.403).

Une autre grande question est celle de sa réalité démocratique. Contrairement à ce que l'on a pu dire parfois, le régime n'est pas coupé du peuple, l'adhésion populaire est forte, mais l'absence de majorités parlementaires cohérentes, la multiplication des groupes, les coalitions de rencontre, les reclassements en cours de législature à l'encontre des vœux des électeurs, tout cela conduit à dessaisir la souveraineté populaire au profit du Parlement, et, conjugué avec l'instabilité ministérielle, a contribué à entretenir un certain antiparlementarisme dont il ne faut cependant pas exagérer la portée. Surtout la République a su fonder, et préserver, quelques grandes libertés fondamentales : presse, réunion, association. Il convient pourtant de nuancer ce visage libéral : construite sur l'idée de laïcité (il faut insister sur cette notion qui constitue sans doute l'un des traits les plus originaux de l'histoire politique française), elle a rejeté une partie des français : "République des citoyens sans doute, mais non pas République de tous les citoyens" (p.400), comme en témoigne cette maxime prêtée aux radicaux : "la justice pour tout le monde, les places aux amis" (p. 188). Il y a les vrais républicains et les autres ; l'administration a subi des épurations qui ont pris sous le ministère Combes une gravité particulière : l'Etat républicain n'est pas toujours un Etat de droit constate l'auteur.

La bonne connaissance de la III^e République a souffert des mythes qui se sont édifiés au long de son histoire, ou après. Il est fait justice dans ce livre, de bien d'idées reçues : sur le caractère inefficace du régime, sur les Partis, sur Thiers, sur l'affaire Dreyfus en rappelant qu'au départ, "ce furent les libéraux, les hommes du centre, attentifs au droit et aux libertés qui prirent parti" (p. 178). Le livre de J.M. Mayeur frappe par son caractère vraiment scientifique, ses analyses sans dogmatisme ni a priori idéologique. Il contribue fortement à rendre la III^e République à l'histoire.

Jean Dominique DURAND

(1) Plus particulièrement Odile Rudelle, *La République absolue. Aux origines de l'instabilité constitutionnelle de la France Républicaine. 1870-1880, Publications de la Sorbonne 1982.*

A. Prost, *Les Anciens Combattants et la société française 1914 - 1939 - 3 vol. FNSP 1977.*

Philippe Levillain, *Albert de Mun. Catholicisme français et catholicisme romain du Syllabus au ralliement, Ecole Française de Rome, 1983.*

(2) Gambetta fut Président du Conseil à 42 ans ; Poincaré devint ministre de l'Instruction Publique à 33 ans.

Jean-Marie Mayeur, *La vie politique sous la Troisième République 1870 - 1940, Paris, 1984, Le seuil, coll. Points - Histoire, 449 p.*

● La grande guerre de Pierre Miquel

Il y a déjà 70 ans éclatait la Grande Guerre. Le monde contemporain n'a pas encore mesuré pleinement tous les bouleversements qu'elle a suscités. Un grand livre sur ce sujet manquait : Pierre Miquel l'a mené à bien et son mérite est grand. Toutefois la satisfaction de l'historien et le plaisir du lecteur auraient été mieux satisfaits si l'auteur avait pu consacrer un second volume à une telle œuvre : l'histoire militaire aurait trouvé une place plus heureuse aux côtés de l'histoire politique et sociale de la période.

Ce propos tenu, le livre de Pierre Miquel fera date par ses précisions, ses aspects originaux, son exhaustivité.

L'été des généraux est une fresque remarquable d'un monde qui s'achève. La guerre n'était pas imminente : elle a surpris l'empereur d'Allemagne en croisière comme le Président de la République française en visite officielle. La guerre n'était pas joyeuse : si la foule manifeste bruyamment à Paris, elle se tait en Bretagne, en Savoie, en Champagne, dans le Briançonnais. L'Alsace-Lorraine, placée sous la souveraineté allemande depuis la défaite de 1870, se méfie un peu de cette République française qui a séparé l'Eglise de l'Etat.

La guerre va pourtant éclater, mais avec retard. Le mois de Juillet 1914 est un mois très chaud. Aussi faudra-t-il quelques jours à une aristocratie européenne qui remplit les chancelleries pour regagner les capitales. Les courtisans serviles s'empressent à Berlin, à Vienne et à St-Petersbourg pour envenimer les choses. A Paris le socialiste indépendant René Viani, alors Président du Conseil, surestime les réactions du mouvement ouvrier. A Londres, les dirigeants politiques se préparent au long week-end du vendredi 31 juillet au mardi 4 août. Seul le Premier lord de l'Amirauté, titre conféré Outre Manche au ministre de la Marine, met, sans consulter quiconque, la flotte anglaise en état d'alerte maximale. Il est vrai que ce jeune ministre de 40 ans s'appelait déjà sir Winston Churchill. Et l'impassible Albion attendra la fin du week-end, le mardi 4 août pour entrer en guerre. L'été des généraux va mourir sur les rives de la Marne. Et Paris a bien cru voir revenir les Prussiens.

S'installe alors l'hiver des hommes : la solitude des tranchées, l'arrière qui s'amuse, l'espoir qui s'enfuit. Et les généraux qui multiplient les assauts inutiles : Artois, Champagne, Somme, le chemin des Dames. La guerre se fait impitoyable, elle devient terroriste, n'épargne plus les civils, les femmes, les enfants. Il faut affamer le petit allemand comme il faut gazer le soldat français. Chaque violation du droit des gens amène la violation suivante. Les buts de guerre deviennent surréalistes.

Dès septembre 1914, le gouvernement russe s'inquiète des futurs gains territoriaux de la France et le libéral Streseman n'hésite pas à vouloir s'emparer des mines de charbon et de fer français, à promettre une redoutable

indemnité de guerre. O discours de Genève devant la Société des Nations !

L'Orient prend feu et l'incendie n'est pas encore éteint. Les Anglais soufflent sur la braise des nationalismes assoupis : tribus bedouines de l'émir Hussein, colons juifs de Palestine, minorités arméniennes de Turquie et de Russie. "L'homme malade de l'Europe" est bien atteint mais ses coups de griffes sont mortels : les Russes ne dépassent pas Erzeroum, les Anglais tremblent un instant pour le Caire et les Arméniens se font massacrer.

Pourtant le printemps des peuples va venir : l'Amérique réagit enfin, la Russie se sépare d'une dynastie déconsidérée, le jeune empereur d'Autriche qui monte sur le trône en novembre 1916 souhaite la paix. Mais la paix blanche ne surviendra. Trop de soldats l'ont tachée de leur sang. Déjà fleurit sur les lèvres un mot sinistre : la guerre à outrance.

La guerre à outrance va amener Lénine au pouvoir, les troupes du Kaiser à Kiev et les "sammies" américains à Paris. Le choc est immense. Au printemps 1918 par trois fois les armées allemandes donnent l'assaut. L'armée française exsangue, ravagée par les mutineries de l'année précédente, est bien près de baisser les bras et de donner à l'Allemagne sa victoire. Le ressort moral forgé par un vieux Président du Conseil de 77 ans Georges Clémenceau, va faire merveille et les Américains sont enfin là.

A la quatrième offensive en Juillet 1918, le Conseil national du parti socialiste S.F.I.O. siège à Paris à la salle Japy. Au loin le canon tonne, les Allemands menacent et le Conseil national vote une motion favorable à la paix immédiate. Trop tard. Les blindés français vont surprendre les lignes allemandes en pleine offensive. Elles doivent reculer, elles n'arrêteront plus leur débandade. Le peuple allemand est las, les généraux sont découragés, les sacrifices ont été vains. Il faut traiter. L'empereur Hohenzollern est de trop comme l'est le Habsbourg ou le sultan de Constantinople. Ils quitteront le pouvoir. L'Alsace-Lorraine redevient française. L'Empire austro-hongrois disparaît.

Mais le printemps des peuples ne connaîtra pas d'embellie : les vainqueurs se divisent sur les principes comme sur les dépouilles. Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en deçà des Balkans, pouvoir assis sur la force au-delà. Le mot de la fin, l'auteur le donnera au canonier Apollinaire : que "les Christs inférieurs des obscures espérances" imposent la paix comme passion majeure implorait le poète. L'écho rapporta, vingt ans plus tard, la réponse à ses prières : le temps des poètes n'était pas encore venu.

Albert KALAYDJIAN



Institut Européen des Affaires

66, Champs-Élysées, 75008 PARIS - Tél. : 225.22.22

La grande école du “Tour d’Europe”

● Notre vocation :

Après leur baccalauréat, former en 5 ans les étudiants à la vie des Affaires Internationales.

● Nos atouts :

● 1^{ère} et 2^{ème} Année : Cycle Préparatoire

Deux années de formation économique et juridique dans un cycle préparatoire intégré.

● 3^e Année: La Grande Epreuve de l’I.E.A.

le Tour d’Europe

mission professionnelle de 8 mois à travers 5 pays d’Europe ou du Monde.

● 4^e et 5^{ème} Année : Années de Formation Professionnelle Supérieure

2 années de spécialisation professionnelle permettant à l’étudiant d’acquérir un niveau de qualification objective pour une intégration immédiate dans la vie des affaires.

Chaque étudiant a un plan de formation strictement personnalisé.

Le titre d’Ancien Élève de l’I.E.A. est attribué à l’étudiant à l’issue de la soutenance publique d’une **Thèse Professionnelle** rédigée à partir d’une fonction tenue en entreprise publique ou privée au cours de la 5^e Année.

L'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés

Abonnez-vous – Diffusez France-Forum

Abonnements de soutien

FRANCE FORUM demande instamment à tous ceux qui comprennent leur effort de lui apporter leur appui en souscrivant un abonnement de soutien dont le prix minimum est fixé à 100 F

France-Forum, 6, rue Paul-Louis Courier, 75007 Paris

Numéros spécimens gratuits sur demande

“ France-Forum ” est en vente dans les librairies suivantes :

LIBRAIRIE DES EDITIONS OUVRIERES

9, rue Henri IV - LYON 2^e

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30, rue Saint-Guillaume - PARIS 7^e

LA MAISON DE LA PRESSE

68, rue de la République - 69 LYON 2^e

LIBRAIRIE MONTCHRESTIEN

158, rue Saint-Jacques - PARIS 5^e

LIBRAIRIE JULLIARD

229, Bd Saint-Germain - PARIS 7^e

LIBRAIRIE HACHETTE de la Faculté

de Nanterre - 92 NANTERRE

LIBRAIRIE OMBRES BLANCHES

48, rue Gambetta - 31000 TOULOUSE

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE

12 A, rue Nazareth - 13100 AIX EN PROVENCE

Nous demandons à nos abonnés qui changent de domicile de bien vouloir nous indiquer leur nouvelle adresse sans omettre de mentionner leur ancienne adresse. Merci.

Un dogme d'airain

par Étienne BORNE

Fermeture idéologique. Rupture de l'union de la gauche, bon raccourci des décisions et conclusions du 25^e congrès du parti communiste, mais qui ne suffit pas à en traduire toute la philosophie. Le communisme français avait failli perdre son identité dans des alliances et des combinaisons, et voici, qu'avec éclat et solennité, il redevient lui-même. Il y avait du souffle et même de la grandeur dans le discours inaugural de Georges Marchais, porche monumental et comme liturgique à une cérémonie sans surprises. Parole fruste et simpliste, tant qu'on voudra. Mais retour à un élémentaire essentiel. Pas d'aggiornamento par lequel la vérité s'affadirait dans des complaisances et des complicités avec le train d'un monde pervers tant qu'il n'aura pas été révolutionnairement bouleversé. Les renovateurs font figure d'opportunistes douteux vivement refoulés et marginalisés. On est assuré que l'Eglise ne bradera pas le dogme.

Dogme dont une rudesse verbale adéquate à son objet a rappelé l'immuable contenu : "la lutte de classes, ça existe", a lancé Georges Marchais ; à l'échelle nationale certes mais aussi et d'abord aux dimensions du monde. Dogme éclairant et qui permet de se retrouver dans les vicissitudes confuses de l'histoire, comme le fil d'Ariane dans le labyrinthe crétois ; car il y a eu et il y aura toujours deux camps correspondants à deux classes antagonistes dans cette gigantomachie qui en notre temps oppose aux dieux décadents de la bourgeoisie et des Etats capitalistes les géants vigoureux et porteurs d'avenir que sont les pays socialistes et les peuples en voie d'émancipation. Dogme enfin qui permet de distinguer avec sûreté le bien et le mal, puisque si le capitalisme est intrinsèquement et continûment pervers, le socialisme, pourvu qu'il soit réel, c'est à dire révolutionnaire, ne peut avoir de défaillances que par instants et accidents.

Le parti socialiste, pourtant directement concerné, ne peut voir dans ce retour au dogmatisme que l'une de ces péripéties dont est jalonnée, de tournants en tournants, l'histoire du parti communiste. Echauffés aujourd'hui, refroidis, ils reviendront demain. Sont-ils même vraiment partis ? Comment situer les communistes ailleurs qu'à gauche et la gauche n'étant jamais plus elle-même que dans la détestation de la droite, il suffira de peindre l'adversaire de toujours aux couleurs d'un diable cornu et fourchu pour récupérer l'électorat communiste au deuxième tour des scrutins majoritaires. Aussi du côté socialiste, adopté-on le plus bas des profils face à la virulence d'une contestation qui ne ménage pas le chef de l'Etat, la traite de monarque tenté d'absolutisme et l'accuse de manquement à la parole donnée. Si François Mitterrand sait bien ce qu'est devenu le parti qui fut le sien et lui doit d'être dans la place, il ne doit pas s'étonner qu'aucune voix socialiste ne se soit élevée pour défendre, sur le ton fier et libre qui aurait convenu, la dignité du Président et l'honneur de l'Elysée. Electoralisme oblige.

Georges Marchais pourtant avait congédié toutes les précau-

tions. La notion de gauche disait-il est devenue mystificatrice dès lors qu'elle désignerait à la fois les ennemis - communistes - et les complices - socialistes - du capitalisme. Le dogme, toujours souverain, requiert une sévérité renouvelée à l'égard de ceux qui se disent socialistes tout en rompant le front de classe ; ils gèrent la crise du capitalisme, retardent son inévitable dénouement révolutionnaire, et dans le même esprit de capitulation, désignent les pays du socialisme réel comme les ennemis de la liberté et de la paix ; ainsi font-ils deux fois les affaires du capitalisme. N'est-ce pas, Georges Marchais le rappelle avec force, à la lumière de ce dogme de la lutte de classes que, en 1920, s'est opérée au congrès de Tours, la scission d'où est sortie le parti communiste français par l'adhésion à la III^e Internationale dont la capitale était Moscou ? Dès lors, des épisodes comme le Front Populaire de 1936 ou la récente et défunte union de la gauche n'étaient que de tactique et de brève conjoncture, n'abolissaient pas, comme les socialistes s'obstinaient à le rêver, l'évènement fondateur qui parce qu'il était un irrévocable choix de classe a pour le parti communiste français, le 25^e congrès l'a confirmé, valeur d'un irréformable concile.

Si les socialistes français, parmi lesquels je ne compte pas François Mitterrand, se méprennent sur le caractère irréversible d'une résolution par laquelle le parti communiste a choisi de rester inébranlablement lui-même plutôt que de se perdre dans une incertaine social-démocratie, les responsables de l'opposition eux aussi ne mesurent pas assez l'énorme importance de ce congrès de Tours réactualisé et revivifié qu'a été le 25^e congrès. Les habitudes polémiques prises avant le recentrage de juillet 84, le souci naturel des échéances électorales entretiennent l'idée qu'il n'y aurait entre socialisme et communisme que la différence entre un marxisme mou et un marxisme dur, en fin de compte espèces d'un même genre. Les unes et les autres refusent de voir que la contestation raisonnée et dogmatique de la société libérale par une extrême gauche qui ne veut plus être une gauche met radicalement en question la bipolarisation de la vie publique entre une droite et une gauche. Le retour du communisme au dogme révolutionnaire, est tout comme le phénomène Le Pen mais plus gravement encore, un défi adressé aux uns et autres, et qui s'inscrit, lui, dans un contexte de géopolitique mondiale.

Certes l'idéologie de la lutte de classes est le contraire d'un savoir objectif. Mais c'est seulement si nous sommes capables d'opposer à une universalité mythique un universel de vérité, doctrinalement valable, que, frappé au bon endroit, l'airain du dogme rendra un son de ferblanterie. Mais à défaut des forces de la raison, le front international de classe dispose des raisons de la force, et ni ses tanks ni ses fusées ne sont de la quincaillerie. Démocrates, mes amis, humanistes mes frères, arrêtez de vous disputer pour ou contre un libéralisme, qui ne vaut que s'il est social, et un socialisme qui ne vaut que s'il est libéral et regardez du côté des vrais problèmes et des menaces réelles.